

Table des matières

14	Rapport de gestion	50	Méthodes comptables critiques et estimations
19	Conjoncture du marché au cours de l'exercice 2022	54	Instruments financiers
21	Points saillants de l'exercice 2022 – Rendement des principaux secteurs d'activité	54	Adoption de nouvelles normes et de normes révisées
24	Aperçu financier	54	Modifications futures des méthodes comptables et des estimations
29	Informations financières trimestrielles	55	Contrôles et procédures de communication de l'information et contrôle interne à l'égard de l'information financière
31	Rendement du quatrième trimestre de 2022	55	Gestion des risques
33	Résultats par secteur d'activité – Exercice clos le 31 mars 2022 par rapport à l'exercice clos le 31 mars 2021	59	Politique en matière de dividendes
33	Marchés des capitaux Canaccord Genuity	60	Déclaration de dividende
37	Gestion de patrimoine Canaccord Genuity	60	Renseignements supplémentaires
42	Non sectoriel et autres	61	Rapport de l'auditeur indépendant
44	Situation financière	65	États financiers consolidés et notes
47	Données sur les actions en circulation		Informations supplémentaires
48	Transactions avec des parties liées		Glossaire

MISE EN GARDE CONCERNANT LES ÉNONCÉS PROSPECTIFS

Le présent document contient des « énoncés prospectifs » (au sens des lois applicables en matière de valeurs mobilières au Canada). Ces énoncés ont trait à des événements futurs ou au rendement futur, et ils reflètent les attentes, les convictions, les plans, les estimations et les intentions de la direction, ainsi que des énoncés similaires concernant des événements futurs, des résultats, des circonstances, la performance ou des attentes qui ne sont pas des faits historiques. Les énoncés prospectifs comprennent, sans toutefois s'y limiter, des énoncés sur les objectifs, les stratégies, les perspectives et les possibilités d'affaires de la Société; la réalisation des plans de la direction et leurs retombées potentielles; les répercussions des événements mondiaux et de la conjoncture économique sur les activités de la Société et les perspectives relatives aux activités de la Société et à l'économie mondiale. Ces énoncés prospectifs reflètent les convictions actuelles de la direction et reposent sur des renseignements dont elle dispose actuellement. Dans certains cas, l'utilisation de termes tels que « peut », « sera », « devrait », « prévoir », « projeter », « anticiper », « croire », « estimer », « prédire », « éventuel », « continuer », « cibler », « avoir l'intention de », « entendre », « pouvoir » ou l'utilisation négative de ces expressions ou d'autres expressions semblables indiquent des énoncés prospectifs. Les informations désignées comme étant des « perspectives », notamment celles de la rubrique intitulée « Perspectives pour l'exercice 2023 », contiennent de l'information prospective.

Par leur nature, les énoncés prospectifs comportent des incertitudes et risques généraux et particuliers inhérents, et plusieurs facteurs pourraient faire en sorte que les faits ou les résultats réels diffèrent considérablement de ceux dont il est question dans les énoncés prospectifs. Lorsqu'il évalue ces énoncés, le lecteur devrait expressément tenir compte de divers facteurs qui peuvent faire en sorte que les résultats réels diffèrent considérablement des énoncés prospectifs. Ces facteurs comprennent, sans toutefois s'y limiter, les conditions du marché et la conjoncture économique, la nature dynamique du secteur des services financiers, les incidences persistantes de la pandémie de coronavirus (COVID-19) sur les activités de la Société et sur l'économie mondiale; les conséquences de la guerre en Ukraine et de la crise humanitaire en résultant sur l'économie mondiale, notamment les répercussions sur les marchés du pétrole, des produits de base et de l'agriculture à l'échelle mondiale. D'autres risques et facteurs pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent considérablement des attentes décrites dans les états financiers consolidés annuels et les états financiers consolidés résumés intermédiaires de la Société ainsi que dans son rapport annuel et sa notice annuelle déposés sur SEDAR à l'adresse www.sedar.com, tout comme les facteurs dont il est question aux rubriques « Gestion des risques » du présent rapport de gestion et « Facteurs de risque » de la notice annuelle qui abordent le risque de marché, le risque de liquidité, le risque de crédit, le risque opérationnel, le risque juridique, le risque informatique et le risque lié à la réglementation. Les principaux facteurs ou hypothèses utilisés par la Société pour élaborer les énoncés prospectifs contenus dans le présent document comprennent, sans toutefois s'y limiter, ceux dont il est question à la rubrique « Perspectives pour l'exercice 2023 » du présent rapport de gestion et ceux abordés de temps à autre dans les états financiers consolidés annuels et les états financiers consolidés résumés intermédiaires de la Société et dans son rapport annuel et sa notice annuelle déposés sur SEDAR à l'adresse www.sedar.com. Le lecteur doit tenir compte du fait que les listes des principaux facteurs et hypothèses qui précèdent ne sont pas exhaustives.

Bien que les renseignements prospectifs figurant dans le présent document soient fondés sur des hypothèses raisonnables selon la direction, rien ne garantit que les résultats réels y seront conformes. Les énoncés prospectifs contenus aux présentes sont faits en date du présent document et ne doivent pas être considérés comme représentant les vues de la Société à toute date subséquente à la date du présent document. Certains énoncés figurant dans le présent rapport de gestion peuvent être considérés comme des « perspectives financières » au sens des lois canadiennes sur les valeurs mobilières applicables. Ces perspectives financières peuvent ne pas être appropriées à des fins autres que celles du présent rapport de gestion. Sauf si la législation sur les valeurs mobilières applicable l'y oblige, la Société ne s'engage aucunement, et plus précisément renonce, à mettre à jour ou à modifier des énoncés prospectifs, que ce soit en raison de nouveaux renseignements, d'événements futurs ou pour toute autre raison.

Rapport de gestion

Exercice 2022 clos le 31 mars 2022 – le présent document est daté du 2 juin 2022.

Le présent rapport de gestion de Groupe Canaccord Genuity Inc. vise à aider le lecteur à évaluer les changements importants survenus dans la situation financière, le rendement financier et les flux de trésorerie de l'exercice clos le 31 mars 2022 par rapport à l'exercice précédent, en mettant l'accent sur l'exercice le plus récent. Sauf indication contraire ou si le contexte l'exige, « Société » ou « Groupe Canaccord Genuity » renvoie à Groupe Canaccord Genuity Inc. et à ses filiales directes et indirectes. Le rapport de gestion doit être lu avec les états financiers consolidés audités des exercices clos les 31 mars 2022 et 2021, à partir de la page 65 du présent rapport. L'information financière de la Société est exprimée en dollars canadiens, à moins d'indication contraire. Les états financiers consolidés de la Société pour les exercices clos les 31 mars 2022 et 2021 sont préparés selon les Normes internationales d'information financière (IFRS).

Mesures non conformes aux IFRS

Certaines mesures non conformes aux IFRS, certains ratios non conformes aux IFRS et certaines mesures financières supplémentaires sont utilisés par la Société comme mesures de la performance financière. Ces mesures non conformes aux IFRS, ratios non conformes aux IFRS et mesures financières supplémentaires n'ont pas de signification normalisée prescrite par les IFRS et ne sont donc pas comparables à des mesures similaires présentées par d'autres sociétés.

La direction est d'avis que ces mesures non conformes aux IFRS, ratios non conformes aux IFRS et mesures financières supplémentaires permettent une meilleure évaluation de la performance opérationnelle des activités de la Société et favorisent une comparaison significative des résultats de la période considérée avec ceux des périodes antérieures et futures. Les mesures non conformes aux IFRS qui figurent dans le présent rapport de gestion incluent certains chiffres tirés du compte de résultat qui sont ajustés afin d'exclure des éléments importants. Bien que les chiffres présentés compte non tenu des éléments importants fournissent des renseignements utiles en excluant certains éléments qui pourraient ne pas être représentatifs des résultats d'exploitation de base de la Société, il existe une restriction à l'utilisation de ces chiffres présentés compte non tenu des éléments importants, puisque les incidences comptables de ces éléments selon les IFRS reflètent effectivement les résultats financiers sous-jacents des activités de la Société. En conséquence, ces incidences doivent être prises en compte dans l'évaluation et l'analyse des résultats financiers de la Société. Par conséquent, la direction estime que les mesures du rendement financier de la Société conformes aux IFRS et celles non conformes aux IFRS doivent être prises en compte parallèlement.

Mesures non conformes aux IFRS (montants ajustés)

Les chiffres présentés compte non tenu des éléments importants fournissent des renseignements utiles en excluant certains éléments qui pourraient ne pas être représentatifs des résultats d'exploitation de base de la Société. Les éléments tirés des états financiers qui ne tiennent pas compte des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Aux fins du calcul de ces éléments tirés des états financiers qui ne sont pas conformes aux IFRS, nous excluons certains éléments de nos résultats financiers préparés conformément aux IFRS. Les éléments qui ont été exclus sont appelés aux présentes les éléments importants. Une description de la composition des mesures non conformes aux IFRS utilisées dans le présent rapport de gestion est présentée ci-après (veuillez noter que certains éléments importants exclus dans le cadre du calcul d'une mesure non conforme aux IFRS donnée peuvent ne pas s'appliquer pour chaque période comparative) : i) les produits des activités ordinaires compte non tenu des éléments importants, qui correspondent aux produits des activités ordinaires selon les IFRS moins les ajustements de la juste valeur applicables à certains titres négociables non liquides ou temporairement incessibles qui sont comptabilisés aux fins de la présentation de l'information financière selon les IFRS, mais qui sont exclus de l'information de gestion et ne sont pas pris en compte par la direction dans l'évaluation de la performance opérationnelle; ii) les charges compte non tenu des éléments importants, qui correspondent aux charges selon les IFRS moins l'amortissement applicable des immobilisations incorporelles acquises dans le cadre d'un regroupement d'entreprises, les éléments de la charge liée aux acquisitions, qui comprennent les frais comptabilisés dans le cadre d'acquisitions réalisées ou potentielles, certains coûts relatifs aux mesures incitatives liés aux acquisitions et initiatives de croissance de CGWM UK et de Marchés des capitaux aux États-Unis, les coûts liés au rachat de débentures convertibles, les coûts associés à la réorganisation des activités de CGWM UK, et les ajustements de la juste valeur de la composante passif dérivé des participations ne donnant pas le contrôle dans CGWM UK; iii) des charges indirectes compte non tenu des éléments importants, qui sont calculées comme étant les charges compte non tenu des éléments importants diminuées de la charge de rémunération; iv) le résultat net avant impôt, après imputations sectorielles et compte non tenu des éléments importants, qui correspond aux produits des activités ordinaires compte non tenu des éléments importants moins les charges compte non tenu des éléments importants; v) l'impôt sur le résultat (ajusté), qui correspond à l'impôt sur le résultat selon les IFRS ajusté pour refléter l'incidence fiscale des éléments importants exclus; vi) le résultat net compte non tenu des éléments importants, qui correspond au le résultat net avant impôt compte non tenu des éléments importants moins l'impôt sur le résultat (ajusté); vii) les participations ne donnant pas le contrôle (ajustées), qui correspondent aux participations ne donnant pas le contrôle selon les IFRS moins l'amortissement de la composante capitaux propres des participations ne donnant pas le contrôle dans CGWM UK; et viii) le résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires compte non tenu des éléments importants, qui correspond au résultat net compte non tenu des éléments importants moins les participations ne donnant pas le contrôle (ajustées) et les dividendes sur actions privilégiées versés sur les actions privilégiées de série A et de série C. Les autres éléments qui n'ont pas été pris en compte dans les éléments importants au cours des périodes précédentes pour calculer les charges, le résultat net avant impôt et le résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires, tous compte non tenu des éléments importants, comprennent la dépréciation du goodwill et d'autres actifs, les profits et pertes liés aux cessions d'activités, y compris la comptabilisation des profits de change réalisés à la cession d'établissements à l'étranger, certaines charges comptables liées à la modification apportée au régime d'intéressement à long terme (« RILT ») de la Société comptabilisées à compter du 31 mars 2018 et la perte liée à l'extinction des débentures convertibles inscrite aux fins comptables.

Un rapprochement des mesures non conformes aux IFRS qui excluent les éléments importants et des mesures conformes aux IFRS applicables tirées des états financiers consolidés audités de l'exercice 2022 est présenté dans le tableau intitulé « Principales informations financières compte non tenu des éléments importants » à la page 25.

Ratios non conformes aux IFRS

Les ratios non conformes aux IFRS sont calculés au moyen des mesures non conformes aux IFRS définies précédemment. Pour les périodes visées par le présent document, nous avons utilisé les ratios non conformes aux IFRS suivants : i) le total des charges compte non tenu des éléments importants en pourcentage des produits des activités ordinaires compte non tenu des éléments importants, qui est calculé en divisant les charges compte non tenu des éléments importants par les produits des activités ordinaires compte non tenu des éléments importants; ii) le résultat par action ordinaire; compte non tenu des éléments importants, qui est calculé en divisant le résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires compte non tenu des éléments importants par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation (de base); iii) le résultat par action ordinaire après dilution compte non tenu des éléments importants, qui est calculé en divisant le résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires compte non tenu des éléments importants par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation (après dilution); et iv) la marge bénéficiaire avant impôt, qui est calculée en divisant le résultat net avant impôt compte non tenu des éléments importants par les produits des activités ordinaires compte non tenu des éléments importants.

Mesures financières supplémentaires

Les actifs pour le compte des clients font partie des mesures financières supplémentaires qui n'ont pas de définition prescrite par les IFRS et qui ne respectent pas la définition d'une mesure non conforme aux IFRS ou d'un ratio non conforme aux IFRS. Les actifs pour le compte des clients, qui comprennent les actifs sous gestion (« ASG ») et les actifs sous administration (« ASA »), représentent une mesure qui est couramment utilisée dans les activités de gestion de patrimoine. Les actifs pour le compte des clients représentent la valeur de marché des actifs des clients gérés et administrés par la Société qui en tire des commissions ou des honoraires. Cette mesure englobe les fonds détenus dans les comptes clients, de même que la valeur de marché globale des positions acheteur et vendeur sur titres. La méthode qu'emploie la Société pour calculer les actifs pour le compte des clients peut différer des méthodes utilisées par d'autres sociétés et, par conséquent, ces mesures pourraient ne pas être comparables à celles d'autres sociétés. La direction utilise ces mesures pour évaluer le rendement opérationnel du secteur Gestion de patrimoine Canaccord Genuity.

Vue d'ensemble des activités

Par l'entremise de ses principales filiales, Groupe Canaccord Genuity Inc. est une entreprise de services financiers de plein exercice, indépendante et de premier plan qui exerce ses activités dans deux des principaux segments du secteur des valeurs mobilières : la gestion de patrimoine et les marchés des capitaux. Depuis sa création en 1950, la Société est mue par un engagement indéfectible à bâtir des relations clients durables. Nous y parvenons en générant de la valeur par des solutions de placement, des services de courtage et des services de financement de sociétés complets pour notre clientèle constituée de particuliers, d'institutions et de sociétés. Groupe Canaccord Genuity exploite des bureaux de gestion de patrimoine au Canada, au Royaume-Uni, à Guernesey, à Jersey, à l'île de Man et en Australie. Marchés des capitaux Canaccord Genuity, la division internationale des marchés des capitaux de la Société, exerce ses activités en Amérique du Nord, au Royaume-Uni et en Europe, en Asie, en Australie, aux Bahamas et au Moyen-Orient.

Groupe Canaccord Genuity Inc. est coté sous le symbole CF à la Bourse de Toronto. Les actions privilégiées de série A de Canaccord Genuity sont négociées à la Bourse de Toronto sous le symbole CF.PR.A. et les actions privilégiées de série C de Canaccord Genuity sont inscrites sous le symbole CF.PR.C.

À PROPOS DES ACTIVITÉS DE GROUPE CANACCORD GENUITY INC.

Les activités de Groupe Canaccord Genuity Inc. sont divisées en deux secteurs d'affaires : Marchés des capitaux Canaccord Genuity et Gestion de patrimoine Canaccord Genuity. Ensemble, ces activités offrent un vaste éventail de produits complémentaires de placement, de services de courtage et de services de financement de sociétés aux institutions, aux sociétés et aux particuliers clients de la Société. Le secteur administratif de la Société est désigné sous le nom de Non sectoriel et autres.

Marchés des capitaux Canaccord Genuity

Marchés des capitaux Canaccord Genuity est la division internationale des marchés des capitaux de Groupe Canaccord Genuity Inc. (TSX : CF), qui offre aux institutions et aux sociétés des services centrés sur les idées en financement de sociétés, en fusions et acquisitions, en recherche, en ventes et en négociation en Amérique du Nord, au Royaume-Uni et en Europe, en Asie, en Australie et au Moyen-Orient. Nous nous sommes engagés à fournir des services de premier ordre à nos clients tout au cours du cycle de vie de leur entreprise et à créer l'étalon-or des banques d'investissement indépendantes – une banque orientée marché et client, qui offre souplesse en termes de ressources et de portée, et qui possède une solide connaissance du secteur.

Gestion de patrimoine Canaccord Genuity

Gestion de patrimoine Canaccord Genuity offre des solutions de gestion de patrimoine et des services de courtage et de planification financière complets aux particuliers, aux organismes de bienfaisance et aux intermédiaires, en misant sur un large éventail de services adaptés aux besoins des clients dans chacun de ses marchés. La division de gestion de patrimoine de la Société a des conseillers en placement et des experts en placement au Canada, au Royaume-Uni, à Jersey, à Guernesey, à l'île de Man et en Australie.

Non sectoriel et autres

Le secteur administratif de Groupe Canaccord Genuity, désigné sous le nom de Non sectoriel et autres, englobe les produits des activités ordinaires et les charges liées à la prestation de services de courtage de correspondance, les intérêts bancaires et autres intérêts créditeurs et les activités qui ne sont pas précisément imputables à Marchés des capitaux Canaccord Genuity ou à Gestion de patrimoine Canaccord Genuity. Ce secteur comprend également les groupes de services opérationnels et de soutien de la Société, qui sont chargés des applications de guichet et d'arrière-guichet des systèmes informatiques de la conformité et de la gestion des risques, des activités, des affaires juridiques, des finances et des autres fonctions administratives de Groupe Canaccord Genuity Inc.

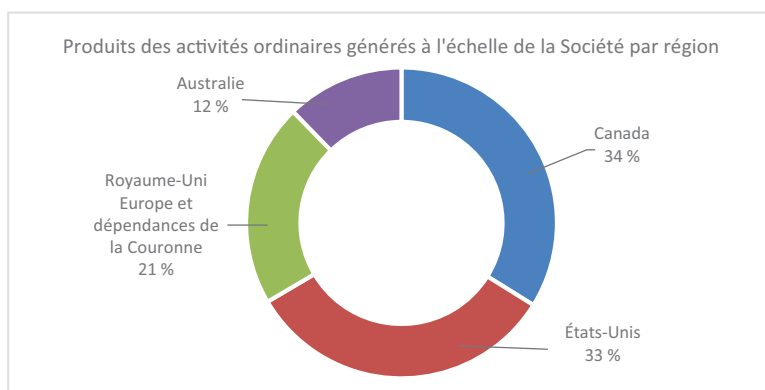
ACTIVITÉS COMMERCIALES

Nos activités sont assujetties à la conjoncture générale sur les marchés des obligations et des actions mondiaux.

Le moment de la comptabilisation des produits des activités ordinaires peut aussi avoir une incidence notable sur les résultats trimestriels de la Société. La majeure partie des produits tirés des transactions de prise ferme et de consultation sont comptabilisés lorsque la transaction est conclue. Ainsi, les résultats trimestriels peuvent également être touchés par le calendrier de la comptabilisation de ces transactions dans nos activités sur les marchés des capitaux.

La Société a pris des mesures pour réduire son risque à l'égard des variations sur les marchés des actions et des économies locales en diversifiant sa couverture sectorielle et sa présence à l'échelle internationale. Afin de diversifier les sources récurrentes de produits des activités ordinaires et de compenser la volatilité inhérente aux activités sur les marchés des capitaux, la Société a pris des mesures pour accroître l'envergure de ses activités de gestion de patrimoine mondiale. Grâce à la diversification de ses activités dans les grands centres financiers, la Société a toujours bénéficié de la vigueur des marchés des actions dans certaines régions et a pu améliorer sa capacité à identifier et à gérer les possibilités dans les centres régionaux et dans nos secteurs cibles.

Le tableau ci-après fait état des produits générés à l'échelle de la Société par région au cours de l'exercice clos le 31 mars 2022 :

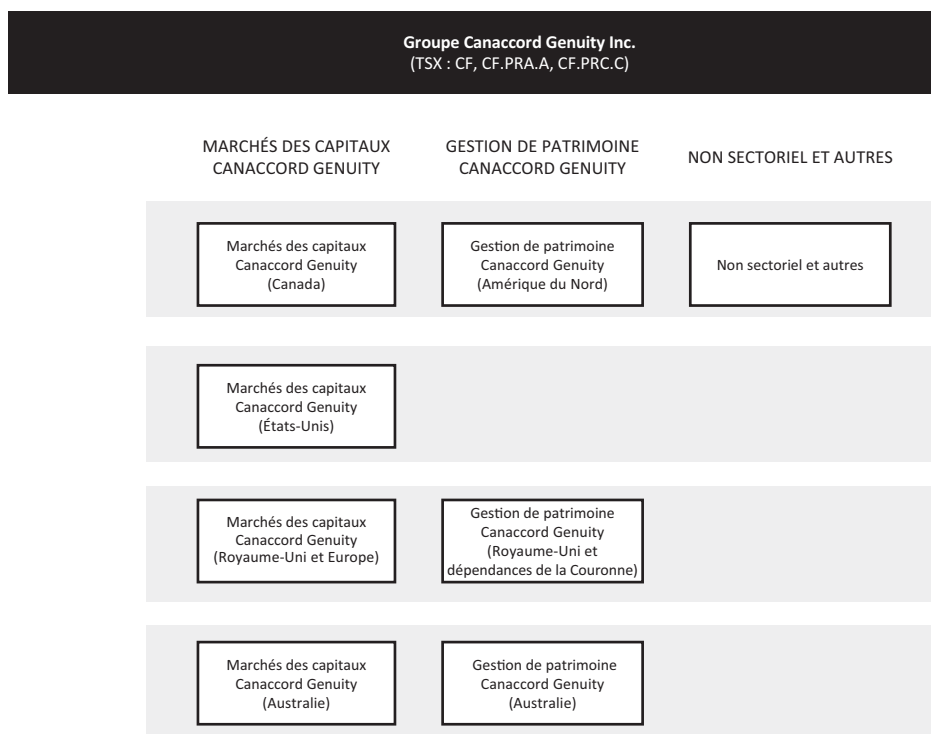


INCIDENCE DE L'ÉVOLUTION DES MARCHÉS DES CAPITAUX

À titre de maison de courtage, la Société tire ses produits des activités ordinaires surtout des commissions sur ventes, de la prise ferme et des honoraires de consultation, et des activités de négociation. Par conséquent, les activités de la Société sont très sensibles à la situation sur les marchés financiers et à la conjoncture économique, principalement en Amérique du Nord et en Europe et, jusqu'à un certain point, en Asie et en Australie. Les initiatives de prospection internationales à long terme de Groupe Canaccord Genuity menées ces dernières années ont jeté des bases solides pour la diversification de ses produits des activités ordinaires. Grâce à sa stratégie d'investissement disciplinée, la Société demeure concurrentielle dans le paysage financier d'aujourd'hui en constante évolution.

Au cours de l'exercice 2022, les activités sur les marchés des capitaux de la Société ont été axées sur les secteurs suivants : soins de santé et sciences de la vie (y compris les sociétés liées au cannabis), technologie, transport et produits industriels, produits financiers, métaux et mines, énergie, produits diversifiés, produits de consommation et de détail, immobilier et développement durable. La couverture de ces secteurs englobait le financement de sociétés, les services de fusions et acquisitions et de consultation, et les activités touchant les actions institutionnelles, comme la vente, la négociation et la recherche.

SECTEURS D'ACTIVITÉ



Les entités en exploitation qui font partie des unités d'exploitation précitées sont les suivantes :

Marchés des capitaux Canaccord Genuity (Canada)

Corporation Canaccord Genuity (division Marchés des capitaux)
JitneyTrade Inc.
Canaccord Genuity Asia (Beijing) Limited
Canaccord Genuity Emerging Markets Ltd.

Gestion de patrimoine Canaccord Genuity (Amérique du Nord)

Corporation Canaccord Genuity (division Gestion de patrimoine)
Canaccord Genuity Wealth Management (USA) Inc.
Canaccord Genuity Wealth & Estate Planning Services Ltd.

Non sectoriel et autres

Corporation Canaccord Genuity (division Non sectoriel et autres)
Groupe Canaccord Genuity Inc.
Finlogik Inc.

Marchés des capitaux Canaccord Genuity (États-Unis)

Canaccord Genuity LLC.
Canaccord Genuity Petsky Prunier LLC
CG Sawaya, LLC

Marchés des capitaux Canaccord Genuity (Royaume-Uni et Europe)

Canaccord Genuity Limited
Canaccord Genuity Dubai Ltd.
Canaccord Genuity SAS

Gestion de patrimoine Canaccord Genuity (Royaume-Uni et dépendances de la Couronne)

Canaccord Genuity Wealth Limited
CG Wealth Planning Ltd.
Canaccord Genuity Financial Planning Limited
Adam & Company Investment Management Limited
Hargreave Hale Limited
Canaccord Genuity Wealth (International) Limited
Canaccord Genuity Wealth Group Holdings (Jersey) Limited

Marchés des capitaux Canaccord Genuity (Australie)

Canaccord Genuity (Australia) Limited
 Canaccord Genuity (Hong Kong) Limited

Gestion de patrimoine Canaccord Genuity (Australie)

Canaccord Genuity Financial Limited

Le 29 juillet 2021, HPS Investment Partners, LLC, au nom de certains comptes et fonds de placement qu'elle gère (collectivement, « HPS »), a conclu son placement dans la division de gestion de patrimoine au Royaume-Uni et dans les dépendances de la Couronne de la Société. HPS a acheté des actions privilégiées convertibles (« actions privilégiées convertibles ») d'un montant de 125,0 millions £ (218,0 millions \$ CA) qui ont été émises par Canaccord Genuity Wealth Group Holdings (Jersey) Limited (« CGWM UK »), une filiale de la Société. Une partie du produit a servi à rembourser la facilité d'emprunt à terme garanti assorti d'un privilège de premier rang de 69,0 millions £ qui a été obtenue le 9 avril 2021 et conclue afin de financer une partie du rachat des débetures convertibles subordonnées de premier rang non garanties portant intérêt à 6,25 % de la Société à cette date.

En supposant leur conversion, les actions privilégiées convertibles correspondaient à 21,93 % des titres de participation en circulation de CGWM UK au 31 mars 2022. Les dividendes cumulatifs sur les actions privilégiées convertibles, lorsque le conseil d'administration de CGWM UK en déclare, sont payables à un taux correspondant à la valeur la plus élevée entre un taux de dividende annuel de 7,5 % et la quote-part des dividendes déclarés et payés au titre des actions ordinaires de CGWM UK à laquelle les actions privilégiées convertibles donneraient droit en supposant leur conversion. Aucun dividende n'est payable au titre d'autres catégories d'actions de CGWM UK, tant et aussi longtemps que des dividendes cumulatifs sur les actions privilégiées convertibles ne sont pas déclarés et payés. Si un événement de liquidité survient dans les cinq ans suivant l'émission des actions, la priorité en cas de liquidation des actions privilégiées convertibles correspondra à la valeur la plus élevée entre i) le montant en capital majoré de tout dividende cumulé et non versé attribuable aux actions privilégiées convertibles si elles avaient été émises cinq ans plus tôt, ii) le montant correspondant à un facteur de 1,5 multiplié par le prix d'émission des actions privilégiées convertibles (moins les dividendes versés antérieurement), ou iii) le montant auquel auraient droit les porteurs d'actions privilégiées convertibles en supposant la conversion de ces actions. Si un événement de liquidité survient au cinquième anniversaire de l'émission des actions ou à une date ultérieure, la priorité en cas de liquidation des actions privilégiées convertibles correspondra à la valeur la plus élevée entre i) le montant en capital majoré de tout dividende cumulé et non versé attribuable aux actions privilégiées convertibles ou ii) le montant auquel auraient droit les porteurs d'actions privilégiées convertibles en supposant la conversion de ces actions. Si aucun événement de liquidité ne survient au cours des cinq premières années suivant l'émission, CGWM UK pourra acheter les actions privilégiées convertibles à la valeur la plus élevée entre le montant applicable au titre de la priorité en cas de liquidation et le montant qui conférerait aux porteurs d'actions privilégiées convertibles un taux de rendement interne de 11,5 % (y compris tous les dividendes versés antérieurement). Après le cinquième anniversaire de l'émission des actions privilégiées convertibles, les porteurs d'actions privilégiées convertibles disposent de certains droits relativement au déclenchement d'un événement de liquidité. Les actions privilégiées convertibles sont assorties des droits usuels liés aux participations minoritaires en ce qui concerne la gouvernance de CGWM UK et les questions financières à son endroit, notamment la représentation au sein du conseil d'administration de CGWM UK.

En lien avec l'émission des actions privilégiées convertibles, CGWM UK a pris des mesures pour permettre aux dirigeants et aux employés de CGWM UK d'acheter certains instruments de capitaux propres de CGWM UK qui représentent une participation en équivalents de capitaux propres d'environ 4,6 % dans CGWM UK. Au 31 mars 2022, des instruments de capitaux propres de 24,6 millions £ (42,7 millions \$ CA) de CGWM UK avaient été achetés en lien avec ce régime d'achat d'instruments de capitaux propres. Ces instruments de capitaux propres de CGWM UK comprennent des actions privilégiées dotées des mêmes caractéristiques économiques que celles des actions privilégiées convertibles (« actions préférentielles »). Des actions préférentielles d'un montant de 7,5 millions £ (13,0 millions \$ CA) avaient été émises aux dirigeants au 31 mars 2022. Les autres titres de participation achetés par les dirigeants et les employés de CGWM UK sont des actions ordinaires de CGWM UK, assorties de certaines restrictions sur les transferts et de droits de gouvernance limités. En lien avec l'achat des actions ordinaires, un prêt à recours limité de 4,0 millions £ (6,9 millions \$ CA) ainsi que certains prêts avec droit de recours intégral accordés à des membres du personnel ont été consentis. Une convention d'encouragement à l'intention des dirigeants a été mise en œuvre et, sous réserve de l'atteinte de certains seuils minimaux, celle-ci prévoit le versement de certains paiements si un événement de liquidité survient dans les six années suivant sa mise en œuvre ou après six années si un événement de liquidité n'est pas survenu et que les actions privilégiées convertibles ne sont plus en circulation.

Le 3 janvier 2022, la structure d'actions des activités en Australie a été remaniée par la vente d'actions partiellement payées et, par conséquent, la participation de la Société dans Canaccord Genuity (Australia) Pty Ltd. (« CFGA ») a diminué, passant de 80 % à 65 %. À des fins comptables, la participation de la Société est passée de 85 % à 67 % à partir du quatrième trimestre de l'exercice 2022 en raison des actions détenues dans une fiducie d'employés contrôlée par CFGA.

Les résultats d'exploitation de Jitneytrade Inc. et de Finlogik Inc. (collectivement, « Jitneytrade ») depuis la date de clôture du 6 juin 2018 sont pris en compte dans Marchés des capitaux Canaccord Genuity au Canada. De plus, les résultats d'exploitation de Petsky Prunier LLC (« Petsky Prunier ») depuis la date de clôture du 13 février 2019 et les résultats d'exploitation de Sawaya Partners (« Sawaya ») depuis la date de clôture du 31 décembre 2021 sont pris en compte dans Marchés des capitaux Canaccord Genuity aux États-Unis. CGWM UK comprend les résultats d'exploitation de McCarthy Taylor Limited (renommée « CG McCarthy Limited ») (« McCarthy Taylor ») depuis la date de clôture du 29 janvier 2019, les résultats d'exploitation de Thomas Miller Wealth Management Limited (renommée « CG Wealth Planning Limited ») (« Thomas Miller ») depuis la date de clôture du 1^{er} mai 2019 et les activités de gestion des placements des particuliers d'Adam & Company (y compris l'acquisition de la totalité du capital émis d'Adam & Company Investment Management Limited) depuis la date de clôture du 1^{er} octobre 2021.

Conjoncture du marché au cours de l'exercice 2022

Contexte économique

Au cours de l'exercice 2022, les paiements de transfert des gouvernements et la progression soutenue du taux d'emploi et des salaires ont appuyé l'activité économique malgré les vagues successives d'infections à la COVID-19. L'offre des produits de base a été restreinte, quant à elle, étant donné la faible croissance des dépenses d'investissement des producteurs de produits de base, les goulots d'étranglement dans la production et le transport, l'épuisement des stocks et la guerre en Ukraine. Le décalage entre l'offre et la demande des produits fabriqués et de base qui en a résulté a fait monter en flèche les prix à la production et à la consommation. Dans ce contexte, bon nombre de banques centrales, dont la Réserve fédérale, ont commencé à relever leurs taux directeurs et ont également mis fin à leurs programmes d'achat d'obligations. Par conséquent, les taux obligataires ont rebondi par rapport aux creux atteints pendant la pandémie et le dollar américain s'est apprécié par rapport aux principales monnaies étrangères, notamment l'euro et le yen, les banques centrales demeurant très accommodantes malgré les craintes d'une hausse de l'inflation.

Au cours de la période de douze mois de l'exercice 2022, les indices S&P 500 et S&P/TSX ainsi que l'indice mondial MSCI ont affiché respectivement un rendement de 15,6 %, 20,2 % et 7,7 %. Les prix des produits de base ont grimpé de 64,6 % au cours de la même période, tandis que les obligations du Trésor américain ont fléchi de 2,8 % les investisseurs l'augmentation des taux d'intérêt dans un environnement de hausse rapide de l'inflation.

Financement de sociétés et consultation

Malgré les incertitudes macroéconomiques et géopolitiques croissantes tout au long de l'exercice 2022, les activités de financement de sociétés et de consultation ont à nouveau fait bonne figure. Le cycle soutenu des fusions et acquisitions a contribué de façon importante à cette vigueur, porté par le niveau élevé des liquidités dans les bilans des sociétés et des sociétés de capital-investissement. Plus récemment, le volume de fusions et acquisitions a fait face à des défis en regard des niveaux robustes atteints l'année précédente, la hausse du rendement des obligations des sociétés ayant fait augmenter le coût de la dette en lien avec les transactions à effet de levier.

Valeur de l'indice à la fin du trimestre	T4/21		T1/22		T2/22		T3/22		T4/22		
	31 mars 2021	(D'un exercice à l'autre)	30 juin 2021	(D'un exercice à l'autre)	30 sept. 2021	(D'un exercice à l'autre)	31 déc. 2021	(D'un exercice à l'autre)	31 mars 2022	(D'un exercice à l'autre)	(D'un trimestre à l'autre)
Indice des actions de sociétés mondiales à petite capitalisation S&P IFCI	320,7	67,1 %	355,0	50,4 %	340,0	31,6 %	339,8	11,7 %	311,7	-2,8 %	-8,3 %
Indice des actions de sociétés mondiales à grande capitalisation S&P IFCI	296,7	52,9 %	307,5	36,2 %	279,2	14,8 %	274,8	-5,8 %	254,9	-14,1 %	-7,3 %

Nos activités de mobilisation de capitaux et de consultation visent principalement les sociétés à petite et à moyenne capitalisation de secteurs de croissance précis de l'économie mondiale. Ces secteurs peuvent enregistrer une croissance ou un ralentissement, peu importe les conditions plus larges de l'économie et du marché. En outre, la réglementation gouvernementale peut également avoir une incidence sur la capitalisation des petites entreprises. La volatilité des conditions d'affaires pour ces secteurs ou celle du marché des titres de ces sociétés dans les régions où nous exerçons nos activités sont des facteurs qui peuvent nuire à nos résultats financiers et, au final, à la valeur de marché de nos actions. Les produits tirés des services de consultation sont principalement tributaires de la réalisation des mandats de fusion, d'acquisition et de restructuration.

Négociation

Au cours de l'exercice 2022, les volumes de négociation dans nos secteurs cibles ont légèrement reculé par rapport à ceux de l'exercice précédent. La hausse marquée des taux obligataires et des prix des produits de base a grandement favorisé la stabilité relativement soutenue des volumes de négociation et a poussé bon nombre d'investisseurs à rééquilibrer leurs portefeuilles.

Valeur moyenne au cours du trimestre/ de l'exercice	T4/21		T1/22		T2/22		T3/22		T4/22		Exercice 2022		
	31 mars 2021	(D'un exercice à l'autre)	30 juin 2021	(D'un exercice à l'autre)	30 sept. 2021	(D'un exercice à l'autre)	31 déc. 2021	(D'un exercice à l'autre)	31 mars 2022	(D'un exercice à l'autre)	(D'un trimestre à l'autre)	(D'un exercice à l'autre)	
Russell 2000	2 195,5	45,6 %	2 263,9	71,6 %	2 232,6	47,8 %	2 276,9	28,9 %	2 056,8	-6,3 %	-9,7 %	2 208,5	30,3 %
Indice S&P 400 à moyenne capitalisation	2 498,9	33,5 %	2 705,3	62,6 %	2 695,9	44,1 %	2 792,7	31,9 %	2 670,8	6,9 %	-4,4 %	2 716,6	33,5 %
FTSE 100	6 664,3	-3,0 %	7 008,1	17,2 %	7 083,9	16,9 %	7 240,6	16,8 %	7 443,0	11,7 %	2,8 %	7 192,7	15,6 %
MSCI EU à moyenne capitalisation	1 257,7	14,8 %	1 342,8	37,1 %	1 405,4	30,3 %	1 398,1	21,6 %	1 314,8	4,5 %	-6,0 %	1 365,7	22,4 %
S&P/TSX	18 256,2	12,7 %	19 574,5	32,1 %	20 381,7	25,6 %	21 050,8	24,9 %	21 308,0	16,7 %	1,2 %	20 577,0	24,5 %

Source : Refinitiv Datastream, estimations pour Canaccord Genuity

Gestion de patrimoine mondiale

Malgré une diminution marquée des premiers appels publics à l'épargne et la volatilité accrue du marché au cours du deuxième semestre de l'exercice 2022, les profits robustes sur les marchés des actions et le rendement supérieur des actions canadiennes ont stimulé la valeur des actifs pour le compte des clients attribuable aux activités de gestion de patrimoine.

Rendement total (hors monnaies étrangères)	T4/21 Variation (d'un trimestre à l'autre)	T1/22 Variation (d'un trimestre à l'autre)	T2/22 Variation (d'un trimestre à l'autre)	T3/22 Variation (d'un trimestre à l'autre)	T4/22 Variation (d'un trimestre à l'autre)	Exercice 2022 Variation
S&P 500	6,2 %	8,5 %	0,6 %	11,0 %	-4,6 %	15,6 %
S&P/TSX	8,1 %	8,5 %	0,2 %	6,5 %	3,8 %	20,2 %
MSCI MARCHÉS ÉMERGENTS	4,0 %	3,9 %	-6,6 %	-0,8 %	-6,1 %	-9,6 %
MSCI MONDE	4,7 %	7,5 %	-1,0 %	6,8 %	-5,3 %	7,7 %
INDICE S&P GS COMMODITY	13,5 %	15,7 %	5,2 %	1,5 %	33,1 %	64,6 %
OBLIGATIONS DU TRÉSOR AMÉRICAIN À 10 ANS	-6,7 %	3,8 %	-0,1 %	0,9 %	-7,0 %	-2,8 %
\$ CA/\$ US	1,4 %	1,3 %	-2,2 %	0,3 %	1,1 %	0,5 %
\$ CA/€	5,6 %	0,2 %	0,1 %	2,2 %	3,8 %	6,5 %

Source : Refinitiv Datastream, estimations pour Canaccord Genuity

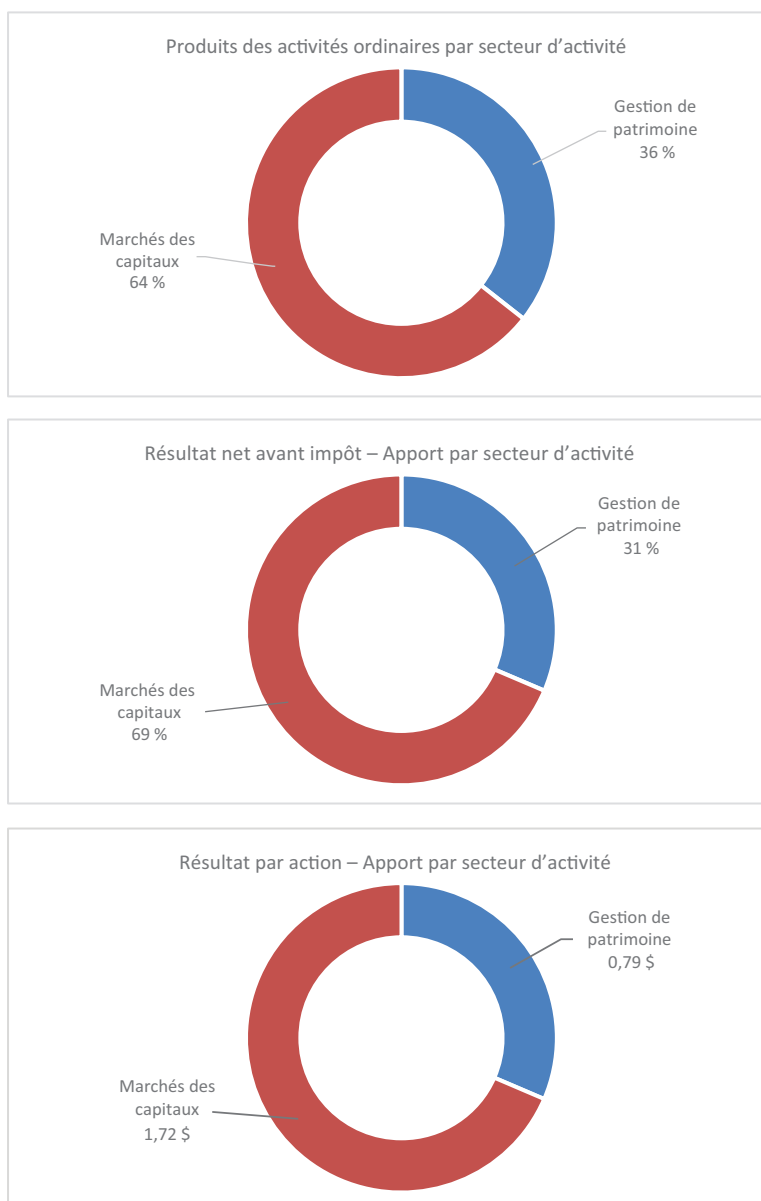
Perspectives pour l'exercice 2023

La montée de l'inflation au cours du deuxième semestre de l'exercice 2022 a incité plusieurs banques centrales à mettre fin à leurs programmes d'achat d'obligations et à amorcer un cycle de resserrement monétaire. Bien que les marchés semblent avoir ignoré quelque peu les différentes hausses des taux d'intérêt par les banques centrales, des incertitudes demeurent pour ce qui est d'établir si ces hausses se traduiront par un atterrissage en douceur ou en force de l'économie. Selon nos perspectives pour l'exercice 2023, nous devrions assister à un recul de l'activité économique à l'échelle mondiale et de la croissance des résultats. En outre, certains facteurs, dont le resserrement des marchés du travail, la demande refoulée des services et les économies supplémentaires accumulées par les consommateurs pendant la pandémie se répercuteront sur les niveaux d'activité en 2023.

Sur cette toile de fond, nous anticipons que la volatilité des actions, des obligations et des prix des produits de base pourrait se poursuivre au cours du premier semestre de l'exercice 2023. Une volatilité accrue des marchés et des perspectives économiques plus incertaines pourraient faire baisser le niveau de mobilisation de capitaux au sein de nos activités sur les marchés des capitaux et de nos activités de gestion de patrimoine. Cependant, le niveau des activités de négociation devrait progresser, à l'heure où nous aidons les clients à composer avec les périodes de volatilité des marchés. Nous continuons de présenter des niveaux d'activité vigoureux au chapitre de nos activités de fusions et acquisitions, et prévoyons que cela, conjugué au resserrement des marchés du travail et au rétrécissement des marges bénéficiaires, permettra à nos niveaux d'activité actuels de se maintenir.

Points saillants de l'exercice 2022 – Rendement des principaux secteurs d'activité

Les graphiques ci-après présentent les produits des activités ordinaires, le résultat net avant impôt et le résultat par action attribuables à nos principaux secteurs d'activité pour l'exercice clos le 31 mars 2022 :



GESTION DE PATRIMOINE CANACCORD GENUITY

À l'échelle mondiale, Gestion de patrimoine Canaccord Genuity a généré des produits des activités ordinaires de 720,4 millions \$ à l'exercice 2022 et, compte non tenu des éléments importants, a dégagé un résultat net avant impôt de 148,5 millions \$¹.

- Gestion de patrimoine Canaccord Genuity (Amérique du Nord) a généré des produits des activités ordinaires de 335,3 millions \$ et, après les imputations intersectorielles, a dégagé un résultat net avant impôt de 56,3 millions \$.
- Les activités de gestion de patrimoine au Royaume-Uni et dans les dépendances de la Couronne ont généré des produits des activités ordinaires de 310,5 millions \$ et, après les imputations intersectorielles et compte non tenu des éléments importants, ont affiché un résultat net avant impôt de 84,8 millions \$ à l'exercice 2022¹.
- Les activités de gestion de patrimoine en Australie ont généré des produits des activités ordinaires de 74,6 millions \$ et, après les imputations intersectorielles et compte non tenu des éléments importants, ont affiché un résultat net avant impôt de 7,3 millions \$ à l'exercice 2022¹.

1) Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14.

Au 31 mars 2022, les actifs pour le compte des clients à l'échelle de la Société se sont chiffrés à 96,1 milliards \$, soit une hausse de 7,3 milliards \$, ou 8,2 %, en regard de 88,8 milliards \$ au 31 mars 2021¹. Au 31 mars 2022, les actifs pour le compte des clients des diverses unités d'exploitation s'établissaient comme suit :

- Un total de 37,9 milliards \$ en Amérique du Nord, en hausse de 5,6 milliards \$, ou 17,5 %, par rapport à celui au 31 mars 2021¹.
- Un total de 52,8 milliards \$ (32,1 milliards £) au Royaume-Uni et dans les dépendances de la Couronne, en hausse de 0,5 milliard \$ (1,9 milliard £), ou 1,0 %, par rapport à 52,3 milliards \$ (30,2 milliards £) à la fin de l'exercice précédent¹.
- Un total de 5,4 milliards \$ dans la plateforme de gestion des placements de la Société en Australie, en hausse de 1,1 milliard \$, ou 26,6 %, par rapport à celui au 31 mars 2021¹.

MARCHÉS DES CAPITAUX CANACCORD GENUITY

À l'échelle mondiale, Marchés des capitaux Canaccord Genuity a généré des produits des activités ordinaires de 1,3 milliard \$ au cours de l'exercice 2022 et, compte non tenu des éléments importants, a dégagé un résultat net avant impôt de 324,6 millions \$¹.

- Marchés des capitaux Canaccord Genuity a été le chef de file pour 329 transactions à l'échelle internationale, chacune dépassant 1,5 million \$, mobilisant ainsi un produit total de 13,5 milliards \$ pour le compte des sociétés du marché intermédiaire dans nos secteurs cibles.
- Marchés des capitaux Canaccord Genuity a pris part à 596 transactions de financement de sociétés à l'échelle internationale, mobilisant ainsi un produit total de 61,2 milliards \$.

Le tableau ci-après présente l'apport des activités sur les marchés des capitaux aux produits des activités ordinaires, en pourcentage du total des produits tirés des activités sur les marchés des capitaux pour l'exercice clos le 31 mars 2022 :

Produits des activités ordinaires par secteur d'activité en pourcentage du total des produits des activités ordinaires de Marchés des capitaux Canaccord Genuity

	Pour les exercices clos les 31 mars		
	2022	2021	Variation entre l'exercice 2022 et l'exercice 2021
Commissions et honoraires	13,4 %	16,2 %	(2,8) p. p.
Financement de sociétés	35,5 %	49,1 %	(13,6) p. p.
Honoraires de consultation	37,5 %	14,7 %	22,8 p. p.
Négociation à titre de contrepartiste	12,1 %	18,7 %	(6,6) p. p.
Intérêts	0,8 %	0,5 %	0,3 p. p.
Divers	0,7 %	0,8 %	(0,1) p. p.
Marchés des capitaux Canaccord Genuity (total)	100 %	100 %	—

Pour plus de renseignements, se reporter à la rubrique Résultats par secteur d'activité à la page 33.

SOMMAIRE DES FAITS SAILLANTS DE LA SOCIÉTÉ AU COURS DE L'EXERCICE 2022

Le 29 juillet 2021, HPS Investment Partners, LLC, au nom de certains comptes et fonds de placement qu'elle gère (collectivement, « HPS »), a conclu son placement dans la division de gestion de patrimoine au Royaume-Uni de la Société. HPS a acheté des actions privilégiées convertibles (« actions privilégiées convertibles ») d'un montant de 125,0 millions £ (218,0 millions \$ CA) qui ont été émises par Canaccord Genuity Wealth Group Holdings (Jersey) Limited (« CGWM UK »), une filiale de la Société. En supposant leur conversion, les actions privilégiées convertibles correspondaient à 21,93 % des titres de participation en circulation de CGWM UK au 31 mars 2022. Une partie du produit a servi à rembourser la facilité d'emprunt à terme garanti assorti d'un privilège de premier rang de 69,0 millions £ qui a été conclue afin de financer une partie du rachat des débetures convertibles subordonnées de premier rang non garanties portant intérêt à 6,25 % de la Société le 9 avril 2021.

En lien avec la transaction, CGWM UK a pris des mesures pour permettre aux dirigeants d'acheter certains instruments de capitaux propres de CGWM UK, tout en tenant compte de la valeur de la transaction, qui représenteront une participation en équivalents de capitaux propres d'environ 4,6 % dans CGWM UK. Une convention d'encouragement à l'intention des dirigeants, prévoyant certaines mesures incitatives fondées sur des seuils de rendements liés à la croissance future de CGWM UK, a également été mise en œuvre.

En lien avec le rajustement du taux de dividende applicable aux actions privilégiées de premier rang de série A à taux ajustable aux cinq ans et à dividendes cumulatifs (les « actions privilégiées de série A ») pour la période de cinq ans commençant le 1^{er} octobre 2021 et prenant fin le 30 septembre 2026, inclusivement, la Société n'a pas exercé son option de racheter une partie ou la totalité des actions privilégiées de série A en circulation le 30 septembre 2021.

1) Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14.

Le 18 août 2021, la Société a déposé un avis de renouvellement de son offre publique de rachat dans le cours normal des activités (« OPRCNA ») qui lui permet de racheter, du 21 août 2021 au 20 août 2022, jusqu'à concurrence de 5 342 990 de ses actions ordinaires par l'intermédiaire de la Bourse de Toronto et de systèmes de négociation parallèles, conformément aux exigences de la Bourse de Toronto. Cette démarche vise à permettre à la Société de racheter de ses actions ordinaires à des fins d'annulation. À la date de l'avis, le nombre maximal d'actions pouvant être rachetées dans le cadre de l'OPRCNA actuelle représentait 5,0 % des actions ordinaires en circulation de la Société. Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2022, 3 401 116 actions ont été rachetées dans le cadre de l'OPRCNA, desquelles 83 300 actions n'avaient pas été annulées au 31 mars 2022. De plus, 70 000 actions qui avaient également été rachetées dans le cadre de l'OPRCNA au cours de l'exercice clos le 31 mars 2021 ont été annulées au cours de l'exercice clos le 31 mars 2022.

Le 1^{er} octobre 2021, la Société a annoncé la conclusion par CGWM UK de l'acquisition des activités de gestion des placements de particuliers d'Adam & Company (y compris l'acquisition de la totalité du capital émis d'Adam & Company Investment Management Limited). Cette acquisition permet à la Société de faire son entrée en Écosse grâce à une entreprise de premier plan et bien établie dont la marque jouit d'une grande notoriété.

Le 31 décembre 2021, la Société a conclu l'acquisition de Sawaya Partners, un cabinet de services-conseils en fusions et acquisitions de premier plan dans le secteur de la consommation qui est établi à New York. Sawaya Partners exerce maintenant ses activités sous la marque Canaccord Genuity en tant que CG Sawaya LLC, une dénomination qui reconnaît l'importante plus-value et la notoriété associées au nom de Sawaya dans le secteur de la consommation. Tous les employés actuels de Sawaya Partners demeureront au service des activités de la Société sur les marchés des capitaux aux États-Unis.

Dans le cadre d'une offre publique de rachat importante qui a commencé le 22 décembre 2021 et expiré le 27 janvier 2022, la Société a déposé une offre (l'« offre ») pour racheter aux fins d'annulation un montant maximal de 100,0 millions \$ de ses actions ordinaires. L'offre faite au moyen d'une vente aux enchères au rabais modifiée permettait aux actionnaires qui choisissaient d'y participer de sélectionner, dans une fourchette de prix d'au moins 15,50 \$ et d'au plus 16,50 \$ par action ordinaire (par tranche de 0,10 \$ par action ordinaire), le prix auquel ils étaient disposés à vendre leurs actions ordinaires. À l'expiration de l'offre, la Société a déterminé que le prix de 15,50 \$ était le prix de rachat le plus bas lui permettant de racheter le nombre maximal d'actions ordinaires valablement déposées, et dont le dépôt n'a pas été dûment révoqué, pour un prix de rachat global d'environ 100,0 millions \$. Par conséquent, la Société a racheté aux fins d'annulation 6 451 612 de ses actions ordinaires au prix de 15,50 \$ par action.

Le 3 janvier 2022, la structure d'actions des activités en Australie a été remaniée par la vente d'actions partiellement payées à certains employés de Canaccord Financial Group (Australia) Pty Ltd. (« CFGA ») et, par conséquent, la participation de la Société dans CFGA a diminué, passant de 80 % à 65 %. À des fins comptables, la participation de la Société est passée de 85 % à 67 % à partir du quatrième trimestre de l'exercice 2022 en raison des actions détenues dans une fiducie d'employés contrôlée par CFGA. L'objectif de cette modification à la structure de propriété était d'assurer une meilleure harmonisation avec nos employés dans la région de l'Australie et de fournir à ces activités les capitaux et l'accès aux capitaux nécessaires à leur croissance.

Le 24 mai 2022, la Société a annoncé qu'elle n'avait pas l'intention d'exercer son option de racheter les actions privilégiées de série C le 30 juin 2022. La Société a l'option de racheter, le 30 juin tous les cinq ans, les actions privilégiées de série C, en tout ou en partie, à 25,00 \$ l'action avec tous les dividendes déclarés et non payés. Le 1^{er} juin 2022, la Société a annoncé le rajustement du taux de dividende de ses actions privilégiées de série C. Les dividendes en espèces cumulatifs trimestriels, lorsque la Société en a déclarés, sont payés à un taux annuel de 4,993 % pour la période de cinq ans close le 30 juin 2022 inclusivement. À compter du 1^{er} juillet 2022 et pour une période prenant fin le 30 juin 2027, inclusivement, les dividendes cumulatifs trimestriels, si la Société en déclare, seront payés à un taux annuel de 6,837 % à l'égard des actions privilégiées de série C. Le taux sera rajusté tous les cinq ans pour qu'il corresponde au taux des obligations du gouvernement du Canada à cinq ans, majoré de 4,03 %. Jusqu'au 15 juin 2022, les porteurs d'actions privilégiées de série C ont le droit de convertir leurs actions en actions privilégiées de série D à un taux variable trimestriellement équivalant au taux des bons du Trésor du gouvernement du Canada à trois mois, majoré de 4,03 %. L'émission des actions privilégiées de série D est assujettie à l'atteinte d'un certain seuil minimal.

Le 31 mai 2022, la Société a annoncé avoir conclu, par l'intermédiaire de ses activités de gestion de patrimoine au Royaume-Uni (« CGWM UK »), l'acquisition précédemment annoncée de Punter Southall Wealth (« PSW »), y compris sa marque intermédiaire Psigma, auprès de Punter Southall Wealth Group. Conjointement à la clôture de l'acquisition, CGWM UK a ajouté 100 millions £ (169,2 millions \$ CA) à sa facilité bancaire existante. En outre, HPS Investment Partners, LLC, au nom des comptes et fonds de placement qu'elle gère, a effectué un investissement additionnel dans CGWM UK en faisant l'achat d'une nouvelle série d'actions privilégiées convertibles de CGWM UK, pour un montant de 65,3 millions £ (110,5 millions \$ CA). Les dividendes cumulatifs sur les actions privilégiées convertibles supplémentaires sont payables par CGWM UK à un taux correspondant à la valeur la plus élevée entre un taux de dividende annuel de 7,5 % et la quote-part des dividendes au titre des actions privilégiées convertibles à laquelle celles-ci donneraient droit en supposant leur conversion. Les actions privilégiées convertibles supplémentaires sont également assorties des droits usuels liés aux participations minoritaires en ce qui concerne la gouvernance de CGWM UK, les questions financières à son endroit, la priorité en cas de liquidation et les protections contre les rachats anticipés.

APERÇU FINANCIER

PRINCIPALES INFORMATIONS FINANCIÈRES^{1, 2, 7}

(en milliers \$ CA, sauf les montants par action, les pourcentages et le nombre d'employés)	Pour les exercices clos les 31 mars				Variation entre l'exercice 2022 et l'exercice 2021
	2022	2021	2020		
Groupe Canaccord Genuity Inc. (GCGI)					
Produits des activités ordinaires					
Commissions et honoraires	761 843 \$	735 239 \$	586 884 \$	26 604 \$	3,6 %
Financement de sociétés	561 725	761 551	236 962	(199 826)	(26,2) %
Honoraires de consultation	493 057	197 092	206 507	295 965	150,2 %
Négociation à titre de contrepartiste	158 978	246 801	108 834	(87 823)	(35,6) %
Intérêts	36 028	26 288	63 690	9 740	37,1 %
Divers	34 371	40 717	20 990	(6 346)	(15,6) %
Total des produits des activités ordinaires	2 046 002	2 007 688	1 223 867	38 314	1,9 %
Charges					
Charge de rémunération	1 248 184	1 227 895	738 313	20 289	1,7 %
Autres charges indirectes ³	395 709	398 693	383 527	(2 984)	(0,7) %
Frais connexes aux acquisitions	9 197	5 922	(124)	3 275	55,3 %
Frais de restructuration ⁴	—	—	1 921	—	—
Variation de la juste valeur de la composante passif dérivé	8 519	—	—	8 519	n. p.
Coûts liés au rachat des débetures convertibles ⁵	5 932	4 354	—	1 578	36,2 %
Quote-part de la perte (du profit) d'une entreprise associée	192	922	207	(730)	(79,2) %
Total des charges	1 667 733	1 637 786	1 123 844	29 947	1,8 %
Résultat avant impôt sur le résultat	378 269	369 902	100 023	8 367	2,3 %
Résultat net	270 565 \$	269 802 \$	86 554 \$	763 \$	0,3 %
Résultat net attribuable aux actionnaires de GCGI	246 314 \$	263 786 \$	86 490 \$	(17 472) \$	(6,6) %
Participations ne donnant pas le contrôle	24 251 \$	6 016 \$	64 \$	18 235 \$	n. p.
Résultat par action ordinaire – de base	2,50 \$	2,30 \$	0,78 \$	0,20 \$	8,7 %
Résultat par action ordinaire après dilution	2,16 \$	2,04 \$	0,65 \$	0,12 \$	5,9 %
Dividendes par action ordinaire	0,32 \$	0,25 \$	0,20 \$	0,07 \$	28,0 %
Dividendes par action privilégiée de série A	0,9981 \$	0,9712 \$	0,9712 \$	0,03	2,8 %
Dividendes par action privilégiée de série C	1,2482 \$	1,2482 \$	1,2482 \$	—	—
Compte non tenu des éléments importants⁶					
Total des produits des activités ordinaires	2 040 602 \$	1 993 488 \$	1 223 867 \$	47 114 \$	2,4 %
Total des charges	1 623 036 \$	1 607 398 \$	1 100 810 \$	15 638 \$	1,0 %
Résultat avant impôt sur le résultat	417 566 \$	386 090 \$	123 057 \$	31 476 \$	8,2 %
Résultat net	305 827 \$	285 887 \$	106 323 \$	19 940 \$	7,0 %
Résultat net attribuable aux actionnaires de GCGI	284 069 \$	279 871 \$	105 895 \$	4 198 \$	1,5 %
Résultat net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	21 758 \$	6 016 \$	428 \$	15 742 \$	261,7 %
Résultat par action ordinaire après dilution	2,51 \$	2,48 \$	0,81 \$	0,03 \$	1,2 %
Données tirées de l'état de la situation financière					
Total de l'actif	7 250 245 \$	7 631 801 \$	5 956 195 \$	(381 556) \$	(5,0) %
Total du passif	5 833 476 \$	6 516 517 \$	5 027 421 \$	(683 041) \$	(10,5) %
Participations ne donnant pas le contrôle	238 700 \$	8 190 \$	156 \$	230 510 \$	n. p.
Total des capitaux propres	1 178 069 \$	1 107 094 \$	928 618 \$	70 975 \$	6,4 %
Nombre d'employés	2 587	2 356	2 308	231	9,8 %

1) Les mesures financières sont conformes aux IFRS, sauf les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14.

2) Les résultats d'exploitation des activités en Australie ont été entièrement consolidés, et des participations ne donnant pas le contrôle respectivement de 15 % et 32,7 % ont été comptabilisées pour les neuf premiers mois de l'exercice 2022 et pour le quatrième trimestre de l'exercice 2022 en raison de la réorganisation des actions en Australie le 3 janvier 2022 (15 % au 31 mars 2021). Les résultats d'exploitation de CGWM UK ont été entièrement consolidés, et des participations ne donnant pas le contrôle respectivement de 1,6 % et 4,3 % ont été comptabilisées pour la période du 1^{er} août 2021 au 31 décembre 2021 et pour le quatrième trimestre de l'exercice 2022 (néant au 31 mars 2021).

3) Désignent les frais de négociation, les frais liés aux locaux et au matériel, les frais liés aux communications et à la technologie, les intérêts, les frais d'administration, l'amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles et des actifs au titre de droits d'utilisation et les frais de développement.

4) Les frais de restructuration pour l'exercice clos le 31 mars 2020 ont été engagés en lien avec CGWM UK et comprennent également des coûts immobiliers et d'autres coûts d'intégration liés à l'acquisition de Patersons.

5) Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2022, la Société a conclu une convention de crédit pour une facilité d'emprunt à terme garanti assorti d'un privilège de premier rang (« facilité d'emprunt ») pour financer une partie du rachat des débetures convertibles. Les coûts de transaction engagés à l'égard de la facilité d'emprunt sont comptabilisés selon la méthode du coût amorti et inclus dans le taux d'intérêt effectif de la facilité d'emprunt. Les intérêts liés à cette facilité d'emprunt sont inclus dans les coûts liés au rachat des débetures convertibles pour l'exercice clos le 31 mars 2022.

6) Le résultat net et le résultat par action ordinaire compte non tenu des éléments importants tiennent compte des ajustements après impôt découlant de ces éléments. Se reporter au tableau « Principales informations financières compte non tenu des éléments importants » ci-après.

7) Les données comprennent les résultats d'exploitation de Thomas Miller depuis le 1^{er} mai 2019, de Patersons depuis le 21 octobre 2019, d'Adam & Company depuis le 1^{er} octobre 2021 et de Sawaya Partners depuis le 31 décembre 2021.

n. p. : non pertinent (les pourcentages de plus de 300 % sont indiqués comme non pertinents).

Principales informations financières compte non tenu des éléments importants¹

(en milliers \$ CA, sauf les montants par action et les pourcentages)	Pour les exercices clos les 31 mars				Variation entre l'exercice 2022 et l'exercice 2021
	2022	2021	2020		
Produits des activités ordinaires					
Produits des activités ordinaires selon les IFRS	2 046 002 \$	2 007 688 \$	1 223 867 \$	38 314 \$	1,9 %
<i>Éléments importants comptabilisés dans le secteur Non sectoriel et autres</i>					
Ajustement de la juste valeur de certains titres négociables non liquides ou temporairement inaccessibles	5 400 \$	14 200 \$	—	(8 800) \$	(62,0) %
Total des produits des activités ordinaires compte non tenu des éléments importants	2 040 602 \$	1 993 488 \$	1 223 867 \$	47 114 \$	2,4 %
Charges					
Charges selon les IFRS	1 667 733 \$	1 637 786 \$	1 123 844 \$	29 947 \$	1,8 %
<i>Éléments importants comptabilisés par Marchés des capitaux Canaccord Genuity</i>					
Amortissement des immobilisations incorporelles	1 843 \$	2 970 \$	9 167 \$	(1 127) \$	(37,9) %
Coûts relatifs aux mesures incitatives liés aux acquisitions ²	364 \$	—	—	364 \$	n. p.
Frais connexes aux acquisitions	537 \$	4 644 \$	1 806 \$	(4 107) \$	(88,4) %
<i>Éléments importants comptabilisés par Gestion de patrimoine Canaccord Genuity</i>					
Amortissement des immobilisations incorporelles	14 629 \$	13 087 \$	13 940 \$	1 542 \$	11,8 %
Frais connexes aux acquisitions	8 660 \$	1 278 \$	(1 930) \$	7 382 \$	n. p.
Coûts relatifs aux mesures incitatives liés aux acquisitions ²	3 419 \$	4 055 \$	(1 870) \$	(636) \$	(15,7) %
Frais de restructuration	—	—	1 921 \$	—	—
Coûts associés à la réorganisation des activités de CGWM UK	794 \$	—	—	794 \$	n. p.
<i>Éléments importants comptabilisés dans le secteur Non sectoriel et autres</i>					
Coûts liés au rachat des débetures convertibles ³	5 932 \$	4 354 \$	—	1 578 \$	36,2 %
Variation de la juste valeur de la composante passif dérivé ⁴	8 519 \$	—	—	8 519 \$	n. p.
Total des éléments importants	44 697 \$	30 388 \$	23 034 \$	14 309 \$	47,1 %
Total des charges compte non tenu des éléments importants	1 623 036 \$	1 607 398 \$	1 100 810 \$	15 638 \$	1,0 %
Résultat net avant impôt sur le résultat – ajusté	417 566 \$	386 090 \$	123 057 \$	31 476 \$	8,2 %
Impôt sur le résultat – ajusté	111 739 \$	100 203 \$	16 734 \$	11 536 \$	11,5 %
Résultat net – ajusté	305 827 \$	285 887 \$	106 323 \$	19 940 \$	7,0 %
<i>Éléments importants ayant une incidence sur le résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires</i>					
Participations ne donnant pas le contrôle – IFRS	24 251 \$	6 016 \$	64 \$	18 235 \$	n. p.
Amortissement de la composante capitaux propres des participations ne donnant pas le contrôle dans CGWM UK et autre ajustement	2 493 \$	—	—	2 493 \$	n. p.
Participations ne donnant pas le contrôle (ajustées)	21 758 \$	6 016 \$	428 \$	15 742 \$	261,7 %
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires compte non tenu des éléments importants	274 585 \$	270 467 \$	96 491 \$	4 118 \$	1,5 %
Résultat par action ordinaire de base compte non tenu des éléments importants ¹	2,92 \$	2,80 \$	0,98 \$	0,12 \$	4,3 %
Résultat par action ordinaire après dilution compte non tenu des éléments importants ¹ – après dilution	2,51 \$	2,48 \$	0,81 \$	0,03 \$	1,2 %

1) Les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14.

2) Coûts relatifs aux mesures incitatives liés aux acquisitions et initiatives de croissance en lien avec les activités sur les marchés des capitaux aux États-Unis et les activités de gestion de patrimoine au Royaume-Uni et dans les dépendances de la Couronne.

3) Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2022, la Société a conclu une convention de crédit pour une facilité d'emprunt à terme garanti assorti d'un privilège de premier rang (« facilité d'emprunt ») pour financer une partie du rachat des débetures convertibles. Les coûts de transaction engagés à l'égard de la facilité d'emprunt sont comptabilisés selon la méthode du coût amorti et inclus dans le taux d'intérêt effectif de la facilité d'emprunt. Les intérêts liés à cette facilité d'emprunt sont inclus dans les coûts liés au rachat des débetures convertibles pour l'exercice clos le 31 mars 2022.

4) Ajustement de la juste valeur liée à la composante passif dérivé des participations ne donnant pas le contrôle relatives aux actions privilégiées convertibles émises par CGWM UK.
n. p. : non pertinent (les pourcentages de plus de 300 % sont indiqués comme non pertinents).

INCIDENCE DES ACTIONS PRIVILÉGIÉES CONVERTIBLES SUR LE RÉSULTAT PAR ACTION (RPA)

Le résultat par action ordinaire après dilution est calculé selon la méthode du rachat des stocks en tenant compte de l'exercice de tous les éléments dilutifs. Les actions privilégiées convertibles émises par CGWM UK sont prises en compte dans le calcul du résultat par action

ordinaire après dilution en ajustant le résultat net attribuable aux détenteurs d'actions ordinaires de la Société pour refléter la quote-part proportionnelle de celle-ci dans le résultat de CGWM UK, après conversion si le calcul est dilutif. Pour l'exercice clos le 31 mars 2022, l'effet de la prise en compte de la quote-part proportionnelle de la Société dans le résultat de CGWM UK est antidilutif aux fins du calcul du résultat par action ordinaire après dilution selon les IFRS, mais dilutif aux fins du calcul du résultat par action ordinaire après dilution compte non tenu des éléments importants¹. Par conséquent, le résultat par action ordinaire après dilution selon les IFRS est calculé en fonction du résultat net attribuable aux détenteurs d'actions ordinaires moins les dividendes courus sur les actions privilégiées convertibles émises par CGWM UK. Le résultat net attribuable aux détenteurs d'actions ordinaires compte non tenu des éléments importants¹ reflète la quote-part proportionnelle de la Société dans le résultat net de CGWM UK compte non tenu des éléments importants¹, après conversion.

CHANGE

Les produits des activités ordinaires et les charges de nos établissements à l'étranger sont initialement comptabilisés dans leur monnaie fonctionnelle respective, puis convertis en dollars canadiens aux cours de change en vigueur durant la période. La fluctuation du change a contribué à une partie de la variation des postes de produits des activités ordinaires et de charges en dollars canadiens comparativement aux périodes correspondantes précédentes et doit être prise en considération lors de l'examen de l'analyse de nos résultats consolidés et de ceux de Marchés des capitaux Canaccord Genuity et de Gestion de patrimoine Canaccord Genuity qui suit.

RÉGIONS GÉOGRAPHIQUES

Nos activités à Dubaï sont incluses dans Marchés des capitaux Canaccord Genuity au Royaume-Uni et en Europe. Aux fins des analyses présentées dans le présent rapport, les activités de Marchés des capitaux Canaccord Genuity au Royaume-Uni, en Europe et à Dubaï sont indiquées comme étant « au Royaume-Uni et Europe ». À compter du T1/20, nos activités en Asie, notamment en Chine et à Hong Kong, ont été regroupées au sein des activités sur les marchés des capitaux au Canada et en Australie pour refléter la manière dont ces unités d'exploitation sont gérées. En outre, à compter du T3/20, nos activités de gestion de patrimoine en Australie, qui englobent les résultats d'exploitation de Patersons depuis le 21 octobre 2019 et les activités de gestion de patrimoine en Australie auparavant prises en compte dans Marchés des capitaux Canaccord Genuity en Australie, sont présentées comme une entreprise en exploitation distincte dans l'analyse ci-après. Les informations comparatives n'ont pas été retraitées.

GOODWILL

À partir des estimations faites par la direction en ce qui a trait aux produits des activités ordinaires, à la performance opérationnelle et aux taux de croissance et d'autres hypothèses qui sont habituellement formulées à l'égard des modèles de flux de trésorerie actualisés, la Société a déterminé que le goodwill affecté à ses unités d'exploitation de la division de Gestion de patrimoine au Royaume-Uni et dans les dépendances de la Couronne et en Australie, ou le goodwill et les immobilisations incorporelles à durée indéterminée affectés à Marchés des capitaux Canaccord Genuity au Canada et aux États-Unis, n'avaient pas subi de perte de valeur.

Cette évaluation faite par la direction au 31 mars 2022 pourrait néanmoins être révisée en fonction de changements économiques ou d'un contexte économique incertain. Si le contexte commercial devait changer et que la Société n'était pas en mesure de réaliser ses prévisions internes, celle-ci pourrait conclure à la dépréciation du goodwill et devoir comptabiliser au cours de périodes futures une charge de dépréciation relative au goodwill affecté à CGWM UK, à Gestion de patrimoine Canaccord Genuity en Australie, à Marchés des capitaux Canaccord Genuity au Canada ou à Marchés des capitaux Canaccord Genuity aux États-Unis. Si des changements défavorables étaient apportés aux principales hypothèses utilisées aux fins des tests de dépréciation à l'égard du goodwill et des immobilisations incorporelles à durée indéterminée, le montant recouvrable estimatif d'une partie ou de l'ensemble des unités d'exploitation applicables pourrait devenir inférieur à leur valeur comptable, ce qui pourrait donner lieu à la comptabilisation de charges de dépréciation. Le montant de toute charge de dépréciation pourrait influencer sur une partie ou la totalité des montants comptabilisés au titre du goodwill et des immobilisations incorporelles à durée indéterminée. Les charges de dépréciation seraient établies en fonction de l'incidence de tout changement apporté aux principales hypothèses, y compris toute répercussion de ces changements sur le résultat d'exploitation estimatif et d'autres facteurs. En outre, même s'il est possible qu'aucun changement ne soit apporté aux estimations liées à la performance utilisées par la Société pour déterminer si les immobilisations incorporelles à durée indéterminée ont subi une perte de valeur relativement à la marque Genuity, dans le cas où la Société modifie sa façon d'utiliser une immobilisation, elle pourrait devoir comptabiliser une charge de dépréciation.

PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES

Sur une base consolidée, les produits des activités ordinaires tirés de nos activités sur les marchés des capitaux et de nos activités de gestion de patrimoine sont générés par six activités : les commissions et les honoraires liés aux activités de placement pour compte et de gestion de patrimoine de particuliers, le financement de sociétés, les honoraires de consultation, la négociation à titre de contrepartiste, les intérêts et les produits divers.

Les produits des activités ordinaires se sont élevés à 2,0 milliards \$ pour l'exercice 2022, en hausse de 1,9 %, ou 38,3 millions \$ en regard de ceux de l'exercice 2021, la baisse de 9,2 millions \$ des produits tirés des activités sur les marchés des capitaux ayant été plus que compensée par la hausse de 56,8 millions \$ des produits tirés des activités de gestion de patrimoine.

Les produits tirés des activités de Marchés des capitaux Canaccord Genuity ont reculé de 9,2 millions \$, ou 0,7 %, comparativement à ceux de l'exercice 2021. Aux États-Unis, les produits des activités ordinaires ont augmenté de 76,6 millions \$, ou 13,0 %, d'un exercice à l'autre, en raison principalement de la hausse de 217,5 millions \$, ou 218,8 %, des produits tirés des activités de consultation. Au Canada, la baisse des produits tirés des activités de financement de sociétés a été le vecteur principal de la diminution de 102,0 millions \$, ou 23,0 %, du total des produits des activités ordinaires par rapport à celui de l'exercice précédent. Nos activités en Australie ont dégagé des produits des activités ordinaires de 174,1 millions \$ comparativement à 182,7 millions \$ à l'exercice 2021, la baisse étant

1) Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14.

attribuable au léger recul des produits tirés des activités de financement de sociétés par rapport aux produits exceptionnellement élevés générés à l'exercice précédent. Au Royaume-Uni, le total des produits des activités ordinaires s'est chiffré à 120,4 millions \$, une hausse de 24,8 millions \$, ou 26,0 %, par rapport à celui de l'exercice précédent, attribuable à la progression de 117,8 % des produits tirés des activités de consultation qui ont atteint 66,6 millions \$.

Les produits tirés des activités de gestion de patrimoine mondiale ont augmenté de 56,8 millions \$, ou 8,6 %, par rapport à ceux de l'exercice 2021. Les activités de gestion de patrimoine au Canada ont généré des produits des activités ordinaires de 335,3 millions \$ au cours de l'exercice 2022, en hausse de 11,2 millions \$, ou 3,5 %, par rapport à ceux de l'exercice précédent. Les produits tirés des activités de gestion de patrimoine au Royaume-Uni et dans les dépendances de la Couronne ont augmenté de 33,2 millions \$, ou 12,0 %, comparativement à ceux de l'exercice clos le 31 mars 2021, ce qui est attribuable à l'accroissement des produits tirés des commissions et des honoraires au cours de l'exercice. En outre, les activités de gestion de patrimoine en Australie ont généré des produits des activités ordinaires de 74,6 millions \$, en hausse de 12,4 millions \$ comparativement à ceux de l'exercice 2021, ce qui reflète l'expansion soutenue de ces activités attribuable aux efforts en cours en matière de recrutement.

Les produits tirés des commissions et des honoraires proviennent principalement des activités de négociation liées à la gestion de placement des particuliers et des ventes et activités de négociation institutionnelles. Les produits tirés des commissions et des honoraires à l'échelle de la Société ont augmenté de 26,6 millions \$, ou 3,6 %, par rapport à ceux de l'exercice 2021, pour s'établir à 761,8 millions \$ à l'exercice 2022. Cette augmentation s'explique surtout par la hausse des produits tirés des commissions et des honoraires attribuables à nos activités de gestion de patrimoine mondiale. L'augmentation a été en partie contrebalancée par le recul de 37,6 millions \$, ou 17,7 %, des produits tirés des commissions et des honoraires dans les activités sur les marchés des capitaux, comparativement à l'exercice 2021.

Les produits tirés des activités de financement de sociétés à l'échelle de la Société ont diminué de 199,8 millions \$, ou 26,2 %, pour s'établir à 561,7 millions \$ à l'exercice 2022, par rapport aux produits records de 761,6 millions \$ générés à l'exercice 2021. Toutes les principales régions où nous menons nos activités ont affiché une baisse des produits tirés des activités de financement de sociétés, les baisses les plus importantes étant celles observées dans nos activités sur les marchés des capitaux au Canada et aux États-Unis. Au Canada, les activités de gestion de patrimoine ont également affiché une baisse de 25,6 millions \$, ou 23,8 %, au titre des produits tirés des activités de financement de sociétés, lesquels se sont établis à 81,6 millions \$ pour l'exercice 2022, en raison de la diminution des nouvelles émissions.

Les produits tirés des honoraires de consultation se sont chiffrés à 493,1 millions \$ pour l'exercice 2022, en hausse de 296,0 millions \$, ou 150,2 %, par rapport à ceux de l'exercice précédent. L'augmentation la plus importante d'un exercice à l'autre, soit 217,5 millions \$, ou 218,8 %, est liée aux activités aux États-Unis, mais les activités au Canada et au Royaume-Uni ont également généré des hausses respectivement de 41,5 millions \$, ou 65,5 %, et 36,0 millions \$, ou 117,8 %.

Les produits tirés des activités de négociation à titre de contrepartiste ont baissé de 87,8 millions \$, ou 35,6 %, pour s'établir à 159,0 millions \$ pour l'exercice clos le 31 mars 2022, du fait surtout de la diminution de la volatilité du marché et des activités de négociation sur les marchés des capitaux aux États-Unis et au Canada par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, ce qui a réduit les occasions propices aux profits de négociation.

Les produits d'intérêts se sont établis à 36,0 millions \$ pour l'exercice 2022, une hausse de 9,7 millions \$, ou 37,1 %, comparativement à ceux de l'exercice précédent, qui est principalement attribuable aux activités de gestion de patrimoine au Canada.

Les produits divers se sont chiffrés à 34,4 millions \$, soit une baisse de 6,3 millions \$, ou 15,6 %, en regard de ceux de l'exercice précédent. Les produits divers du secteur Non sectoriel et autres comprennent un ajustement de 5,4 millions \$ de la juste valeur à l'égard de certains titres non liquides ou temporairement incessibles comptabilisés aux fins de la présentation de l'information financière selon les IFRS. L'ajustement est exclu de l'information de gestion, étant donné qu'il n'est pas pris en compte par la direction dans l'évaluation de la performance opérationnelle, ainsi que du calcul qui vise à déterminer le résultat net compte non tenu des éléments importants¹.

Toute variation future de la juste valeur latente des titres négociables, comme elle est déterminée selon les normes comptables applicables, pourrait s'avérer importante et sera comptabilisée dans les comptes de résultat consolidés.

CHARGES

Charges en pourcentage des produits des activités ordinaires

	Pour les exercices clos les 31 mars		
	2022	2021	Variation entre l'exercice 2022 et l'exercice 2021
Charge de rémunération	61,0 %	61,2 %	(0,2) p. p.
Autres charges indirectes ¹	19,4 %	19,9 %	(0,5) p. p.
Frais connexes aux acquisitions	0,4 %	0,3 %	0,2 p. p.
Variation de la juste valeur de la composante dérivé	0,4 %	0,0 %	0,4 p. p.
Coûts liés au rachat des débentures convertibles	0,3 %	0,2 %	0,1 p. p.
Quote-part de la perte (du profit) d'une entreprise associée	0,0 %	0,0 %	(0,0) p. p.
Total	81,5 %	81,6 %	(0,1) p. p.

1) Désignent les frais de négociation, les frais liés aux locaux et au matériel, les frais liés aux communications et à la technologie, les intérêts, les frais d'administration, l'amortissement et les frais de développement.

p. p. : points de pourcentage

1) Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14.

Pour l'exercice 2022, le total des charges à l'échelle de la Société s'est élevé à 1,7 milliard \$, en hausse de 29,9 millions \$, ou 1,8 %, comparativement à celui de l'exercice 2021. Compte non tenu des éléments importants¹, le total des charges s'est établi à 1,6 milliard \$, en hausse de 15,6 millions \$, ou 1,0 %, par rapport à celui de l'exercice 2021. Le total des charges compte non tenu des éléments importants¹ en pourcentage des produits des activités ordinaires a diminué de 1,1 point de pourcentage par rapport à celui de l'exercice clos le 31 mars 2021.

Charge de rémunération

La charge de rémunération s'est élevée à 1,2 milliard \$, en hausse de 20,3 millions \$, ou 1,7 %, par rapport à celle de l'exercice précédent, ce qui concorde avec l'augmentation des produits ouvrant droit à la rémunération au rendement. La charge de rémunération totale s'est établie à 61,0 % à l'exercice 2022, soit une baisse de 0,2 point de pourcentage par rapport à celle de l'exercice précédent.

Autres charges indirectes

(en milliers \$ CA, sauf les pourcentages)	Pour les exercices clos les 31 mars		
	2022	2021	Variation entre l'exercice 2022 et l'exercice 2021
Frais de négociation	102 824 \$	122 154 \$	(15,8) %
Locaux et matériel	20 074	19 948	0,6 %
Communications et technologie	73 873	67 475	9,5 %
Intérêts	23 598	28 364	(16,8) %
Frais d'administration	101 431	82 310	23,2 %
Amortissement ¹	27 593	26 156	5,5 %
Amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation	23 894	25 040	(4,6) %
Frais de développement	22 422	27 246	(17,7) %
Total des charges indirectes	395 709 \$	398 693 \$	(0,7) %

1) Comprend l'amortissement des immobilisations incorporelles. Se reporter au tableau « Principales informations financières compte non tenu des éléments importants » à la page 25.

Le total des charges indirectes s'est établi à 395,7 millions \$, en baisse de 0,7 % par rapport à celui de l'exercice 2022, les réductions les plus importantes, en lien avec les frais de négociation, la charge d'intérêts et les frais de développement, ayant été en partie contrebalancées par la hausse des frais liés aux communications et à la technologie et des frais d'administration.

Pour l'exercice clos le 31 mars 2022, les frais de négociation ont baissé de 19,3 millions \$, ou 15,8 %, pour se chiffrer à 102,8 millions \$. La baisse est essentiellement attribuable à la diminution des activités de négociation dans nos activités aux États-Unis.

Les frais de développement ont reculé de 4,8 millions \$, ou 17,7 %, en raison surtout de la baisse des frais dans nos activités sur les marchés des capitaux aux États-Unis et dans nos activités de gestion de patrimoine au Royaume-Uni et dans les dépendances de la Couronne. La charge d'intérêts a également reculé de 4,8 millions \$, ou 16,8 %, du fait surtout du rachat des débetures convertibles subordonnées de premier rang non garanties portant intérêt à 6,25 % le 9 avril 2021, ce qui s'est traduit par une baisse de la charge d'intérêts dans notre secteur Non sectoriel et autres, neutralisée en partie par une charge d'intérêts plus élevée dans les activités de CGWM UK, en raison de l'emprunt bancaire supplémentaire lié à l'acquisition d'Adam & Company.

Les frais d'administration, qui comprennent les provisions, les frais de promotion et de déplacement, les frais de bureau, les honoraires professionnels et les dons, ont progressé de 19,1 millions \$, ou 23,2 %, en raison principalement de l'accroissement des frais de promotion et de déplacement, le niveau d'activité s'étant intensifié par la suite de l'assouplissement des restrictions liées à la pandémie de COVID-19.

La charge d'amortissement a également augmenté de 1,4 million \$, ou 5,5 %, ce qui est essentiellement attribuable à l'amortissement des immobilisations incorporelles en lien avec les acquisitions d'Adam & Company et de Sawaya conclues au cours de l'exercice.

Des frais connexes aux acquisitions de 9,2 millions \$ ont été comptabilisés pour l'exercice clos le 31 mars 2022, y compris des honoraires professionnels liés à l'acquisition de Sawaya et d'Adam & Company ainsi qu'à l'acquisition de Punter Southall Wealth Limited, conclue le 31 mai 2022.

Des frais connexes aux acquisitions de 5,5 millions \$ ont été comptabilisés pour l'exercice clos le 31 mars 2021 en lien avec la réévaluation de la contrepartie éventuelle dans le cadre des acquisitions de Jitneytrade et de Thomas Miller, de même que des frais connexes aux acquisitions de 0,4 million \$ au titre des activités de gestion de patrimoine au Royaume-Uni et dans les dépendances de la Couronne.

Pour financer une partie du rachat des débetures convertibles subordonnées de premier rang non garanties portant intérêt à 6,25 %, et conformément aux modalités de la lettre d'engagement conclue le 18 mars 2021 avec des fonds de placement et des comptes gérés par HPS, ou pour lesquels HPS agit à titre de conseiller, le 6 avril 2021, la Société a conclu une convention de crédit auprès des prêteurs Lucid Agency Services Limited, à titre d'agent administratif, et Lucid Trustee Services Limited, à titre d'agent de valeurs mobilières, pour une facilité d'emprunt à terme garanti assorti d'un privilège de premier rang (« facilité d'emprunt ») d'un montant en capital total de 69,0 millions £. Cette facilité d'emprunt a été remboursée à même le produit de l'émission d'actions privilégiées convertibles par CGWM UK à des fonds et des comptes de placement gérés par HPS. Les coûts de transaction engagés à l'égard de la facilité d'emprunt

1) Les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14.

sont comptabilisés selon la méthode du coût amorti et inclus dans le taux d'intérêt effectif de la facilité d'emprunt. Les intérêts associés à cette facilité d'emprunt sont inclus dans les coûts liés au rachat des débetures convertibles de 5,9 millions \$ pour l'exercice clos le 31 mars 2022.

IMPÔT SUR LE RÉSULTAT

Le taux d'impôt effectif pour l'exercice 2022 s'est établi à 28,5 %, comparativement à 27,1 % pour l'exercice précédent. La hausse des bénéficiaires dans des administrations étrangères ayant des taux d'impôt plus élevés, comme les États-Unis, au cours de l'exercice considéré, jumelée à l'incidence de certaines charges non déductibles, a contribué à l'augmentation du taux d'impôt effectif par rapport à celui de l'exercice clos le 31 mars 2021.

RÉSULTAT NET

Le résultat net de l'exercice 2022 s'est établi à 270,6 millions \$, comparativement à un résultat net de 269,8 millions \$ à l'exercice 2021, soit une augmentation de 0,8 million \$, ou 0,3 %. Le résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires s'est chiffré à 236,8 millions \$ pour l'exercice 2022, comparativement à 254,4 millions \$ pour l'exercice 2021. Le résultat par action ordinaire après dilution a été de 2,16 \$ à l'exercice 2022, comparativement à un résultat par action ordinaire après dilution de 2,04 \$ à l'exercice précédent.

Compte non tenu des éléments importants¹, le résultat net pour l'exercice 2022 a été de 305,8 millions \$ et le résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires, de 274,6 millions \$, par rapport à un résultat net de 285,9 millions \$ et à un résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires de 270,5 millions \$ à l'exercice 2021. Le résultat par action après dilution compte non tenu des éléments importants¹ s'est établi à 2,51 \$ pour l'exercice 2022, par rapport à 2,48 \$ à l'exercice précédent.

Informations financières trimestrielles^{1, 2}

Le tableau suivant présente les principales informations financières trimestrielles pour les huit derniers trimestres jusqu'au 31 mars 2022. Ces informations ne sont pas auditées, mais reflètent tous les ajustements récurrents qui sont, de l'avis de la direction, nécessaires à une juste présentation des résultats d'exploitation pour les périodes présentées. Les comparaisons d'un trimestre à l'autre des résultats financiers ne sont pas nécessairement significatives et ne doivent pas être considérées comme une indication du rendement futur.

(en milliers \$ CA, sauf les montants par action)	Exercice 2022				Exercice 2021			
	T4	T3	T2	T1	T4	T3	T2	T1
Produits des activités ordinaires								
Commissions et honoraires	196 976	\$ 197 009	\$ 185 105	\$ 182 753	\$ 214 476	\$ 184 186	\$ 167 575	\$ 169 002
Financement de sociétés	108 801	151 025	106 261	195 638	305 939	213 419	131 625	110 568
Honoraires de consultation	122 353	153 297	139 413	77 994	66 761	72 004	37 281	21 046
Négociation à titre de contrepartiste	41 960	33 980	30 390	52 648	87 830	51 113	42 746	65 112
Intérêts	10 264	9 639	8 458	7 667	7 487	5 791	6 005	7 005
Divers	19 439	7 267	5 534	2 131	24 033	6 564	5 125	4 995
Total des produits des activités ordinaires	499 793	552 217	475 161	518 831	706 526	533 077	390 357	377 728
Total des charges	403 245	457 234	388 124	419 130	518 810	433 803	344 499	340 674
Résultat net avant impôt sur le résultat	96 548	94 983	87 037	99 701	187 716	99 274	45 858	37 054
Résultat net	68 995	\$ 66 732	\$ 61 785	\$ 73 053	139 394	\$ 68 451	\$ 32 993	\$ 28 964
Résultat par action ordinaire – de base	0,62	\$	0,59	\$	0,56	\$	0,72	\$
Résultat par action ordinaire après dilution	1,07	\$	0,67	\$	0,30	\$	0,26	\$
Résultat par action ordinaire après dilution	0,53	\$	0,52	\$	0,49	\$	0,63	\$
Résultat par action ordinaire après dilution	0,93	\$	0,54	\$	0,25	\$	0,22	\$
Compte non tenu des éléments importants³								
Résultat net	66 822	\$ 84 632	\$ 69 719	\$ 84 654	137 128	\$ 78 971	\$ 36 891	\$ 32 897
Résultat par action ordinaire – de base	0,62	\$	0,80	\$	0,66	\$	0,84	\$
Résultat par action ordinaire après dilution	1,38	\$	0,78	\$	0,34	\$	0,30	\$
Résultat par action ordinaire après dilution	0,52	\$	0,69	\$	0,58	\$	0,73	\$
Résultat par action ordinaire après dilution	1,20	\$	0,62	\$	0,28	\$	0,25	\$

1) Les données sont conformes aux IFRS, sauf les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14.

2) Les résultats d'exploitation des activités en Australie ont été entièrement consolidés, et des participations ne donnant pas le contrôle respectivement de 15 % et 32,7 % ont été comptabilisées pour les neuf premiers mois de l'exercice 2022 et pour le quatrième trimestre de l'exercice 2022 en raison de la réorganisation des actions en Australie le 3 janvier 2022 (15 % au 31 mars 2021).

3) Les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter au tableau « Informations financières trimestrielles compte non tenu des éléments importants » ci-après.

1) Les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14.

INFORMATIONS FINANCIÈRES TRIMESTRIELLES COMPTE NON TENU DES ÉLÉMENTS IMPORTANTS^{1, 2}

(en milliers \$ CA, sauf les montants par action)	Exercice 2022				Exercice 2021			
	T4	T3	T2	T1	T4	T3	T2	T1
Total des produits des activités ordinaires selon les IFRS	499 793 \$	552 217 \$	475 161 \$	518 831 \$	706 526 \$	533 077 \$	390 357 \$	377 728 \$
Total des charges selon les IFRS	403 245	457 234	388 124	419 130	518 810	433 803	344 499	340 674
Produits des activités ordinaires								
<i>Éléments importants comptabilisés dans le secteur Non sectoriel et autres</i>								
Ajustement de la juste valeur de certains titres négociables non liquides ou temporairement incessibles	9 000	1 400	—	(5 000)	14 200	—	—	—
Total des produits des activités ordinaires compte non tenu des éléments importants	490 793 \$	550 817 \$	475 161 \$	523 831 \$	692 326 \$	533 077 \$	390 357 \$	377 728 \$
<i>Charges</i>								
<i>Éléments importants comptabilisés par Marchés des capitaux Canaccord Genuity</i>								
Amortissement des immobilisations incorporelles	1 283	107	160	293	738	741	743	748
Frais connexes aux acquisitions	—	537	—	—	—	4 644	—	—
Coûts relatifs aux mesures incitatives liés aux acquisitions ³	364	—	—	—	—	—	—	—
<i>Éléments importants comptabilisés par Gestion de patrimoine Canaccord Genuity</i>								
Amortissement des immobilisations incorporelles	4 190	4 113	3 178	3 148	3 260	3 213	3 288	3 326
Frais de restructuration	—	—	—	—	—	—	—	—
Frais connexes aux acquisitions	515	6 225	1 920	—	418	860	—	—
Coûts relatifs aux mesures incitatives liés aux acquisitions ³	625	348	2 095	351	953	1 842	625	635
Coûts associés à la réorganisation des activités de CGWM UK ³	—	—	794	—	—	—	—	—
<i>Éléments importants comptabilisés dans le secteur Non sectoriel et autres</i>								
Coûts liés au rachat des débetures convertibles ⁴	—	—	468	5 464	4 354	—	—	—
Variation de la juste valeur de la composante passif dérivé	—	8 519	—	—	—	—	—	—
Total des éléments importants – charges	6 977	19 849	8 615	9 256	9 723	11 300	4 656	4 709
Total des charges compte non tenu des éléments importants	396 268	437 385	379 509	409 874	509 087	422 503	339 843	335 965
Résultat net avant impôt sur le résultat – ajusté	94 525 \$	113 432 \$	95 652 \$	113 957 \$	183 239 \$	110 574 \$	50 514 \$	41 763 \$
Charge d'impôt sur le résultat – ajustée	27 703	28 800	25 933	29 303	46 111	31 603	13 623	8 866
Résultat net – ajusté	66 822 \$	84 632 \$	69 719 \$	84 654 \$	137 128 \$	78 971 \$	36 891 \$	32 897 \$
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires	54 678 \$	75 098 \$	63 326 \$	81 251 \$	133 260 \$	75 160 \$	32 982 \$	29 065 \$
Résultat par action ordinaire ajusté – de base ⁵	0,62 \$	0,80 \$	0,66 \$	0,84 \$	1,38 \$	0,78 \$	0,34 \$	0,30 \$
Résultat par action ordinaire ajusté – après dilution ⁵	0,52 \$	0,69 \$	0,58 \$	0,73 \$	1,20 \$	0,62 \$	0,28 \$	0,25 \$

1) Les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14.

2) Les résultats d'exploitation des activités en Australie ont été entièrement consolidés, et des participations ne donnant pas le contrôle respectivement de 15 % et 32,7 % ont été comptabilisées pour les neuf premiers mois de l'exercice 2022 et pour le quatrième trimestre de l'exercice 2022 en raison de la réorganisation des actions en Australie le 3 janvier 2022 (15 % au 31 mars 2021).

3) Coûts relatifs aux mesures incitatives liés aux acquisitions et initiatives de croissance en lien avec les activités sur les marchés des capitaux aux États-Unis et les activités de gestion de patrimoine au Royaume-Uni et dans les dépendances de la Couronne.

4) Le 18 mars 2021, la Société a annoncé son intention de racheter le montant en capital complet de 132,7 millions \$ de ses débetures convertibles subordonnées de premier rang non garanties portant intérêt à 6,25 %. Le rachat a été conclu le 8 avril 2021. La Société a comptabilisé 4,2 millions \$ au titre de la perte et autres coûts liés à l'extinction des débetures convertibles au cours du trimestre clos le 31 mars 2021 et 0,5 million \$ pour le trimestre clos le 30 juin 2021.

5) En raison du changement dans le nombre d'actions après dilution découlant du rachat des débetures convertibles au quatrième trimestre de l'exercice 2021, ainsi que de l'incidence des actions privilégiées convertibles émises au deuxième trimestre de l'exercice 2022, de l'arrondissement des montants du RPA trimestriel et du RPA depuis le début de l'exercice et de l'effet dilutif des engagements d'émission d'actions sur ces montants, la somme des résultats par action ordinaire trimestriels pourrait ne pas correspondre au RPA pour l'exercice.

Le résultat par action ordinaire après dilution (RPA après dilution) est calculé selon la méthode du rachat des stocks en tenant compte de l'exercice de tous les éléments dilutifs. Les actions privilégiées convertibles émises par CGWM UK sont prises en compte dans le calcul du RPA après dilution en ajustant le résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires de la Société pour refléter la quote-part proportionnelle de celle-ci dans le résultat de CGWM UK, après conversion si le calcul est dilutif. Pour le trimestre clos le 31 mars 2022, l'effet de la prise en compte de la quote-part proportionnelle de la Société dans le résultat de CGWM UK est dilutif aux fins du calcul du RPA après dilution selon les IFRS, ainsi qu'aux fins du calcul du RPA après dilution compte non tenu des éléments importants¹. Le résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires selon les IFRS compte non tenu des éléments importants¹ reflète la quote-part proportionnelle de la Société dans le résultat net de CGWM UK compte non tenu des éléments importants¹, après conversion.

L'effet de la prise en compte de la quote-part proportionnelle de la Société dans le résultat net de CGWM UK compte non tenu des éléments importants¹, n'est dilutif que pour les troisième et quatrième trimestres de l'exercice 2022 et l'exercice clos le 31 mars 2022 aux fins du calcul du RPA après dilution compte non tenu des éléments importants¹. L'effet était antidilutif pour le deuxième trimestre de l'exercice 2022.

Tendances et risques du trimestre

Les facteurs saisonniers n'ont généralement pas de répercussions importantes sur nos résultats trimestriels. Toutefois, les produits des activités ordinaires et le résultat de la Société peuvent connaître de grandes variations d'un trimestre à l'autre et d'un exercice à l'autre en raison de facteurs qui ne dépendent pas de la Société. Les affaires sont influencées par la conjoncture globale observée dans les marchés des capitaux mondiaux, par les activités dans nos secteurs cibles et par l'évolution du marché en ce qui concerne les sociétés de croissance et les sociétés des marchés et des secteurs émergents. Les produits des activités ordinaires de la Société tirés d'une transaction de prise ferme ne sont comptabilisés qu'une fois une transaction pratiquement conclue ou conclue. Par conséquent, le moment de la comptabilisation des produits des activités ordinaires peut avoir une incidence notable sur les résultats trimestriels de Groupe Canaccord Genuity Inc.

Rendement du quatrième trimestre de l'exercice 2022

PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES – QUATRIÈME TRIMESTRE DE L'EXERCICE 2022

Produits consolidés

Les produits des activités ordinaires à l'échelle de la Société pour le quatrième trimestre se sont chiffrés à 499,8 millions \$, ce qui représente une baisse de 206,7 millions \$, ou 29,3 %, par rapport aux produits des activités ordinaires records dégagés à la période correspondante de l'exercice précédent.

Sur une base consolidée, les produits tirés des commissions et des honoraires ont diminué de 17,5 millions \$, ou 8,2 %, par rapport à ceux de la période correspondante de l'exercice précédent, pour s'établir à 197,0 millions \$, ce qui est surtout attribuable à la baisse des produits tirés des activités sur les marchés des capitaux. Les produits tirés du financement de sociétés liées à nos activités sur les marchés des capitaux et à nos activités de gestion de patrimoine ont reculé de 197,1 millions \$, ou 64,4 %, comparativement à ceux de la période correspondante de l'exercice précédent en raison de la baisse du niveau d'activité dans nos activités au Canada, aux États-Unis et au Royaume-Uni, ce qui a été contrebalancé en partie par l'accroissement des produits des activités ordinaires générés par nos activités en Australie. Les produits tirés des activités de consultation à l'échelle de la Société pour le quatrième trimestre ont augmenté de 55,6 millions \$, ou 83,3 %, d'un exercice à l'autre pour s'établir à 122,4 millions \$, ce qui est en grande partie attribuable à nos activités aux États-Unis. Les produits tirés des activités de négociation à titre de contrepartiste ont baissé de 52,2 % pour se chiffrer à 42,0 millions \$ au quatrième trimestre de l'exercice, en raison de la volatilité moindre qu'au cours de la période correspondante de l'exercice précédent. Les produits d'intérêts à l'échelle de la Société ont progressé de 37,1 % par rapport à ceux du quatrième trimestre de l'exercice précédent, pour s'établir à 10,3 millions \$, ce qui s'explique par la hausse des intérêts liés aux clients gagnés par nos activités de gestion de patrimoine au Canada ainsi qu'au Royaume-Uni et dans les dépendances de la Couronne.

Au cours du trimestre clos le 31 mars 2022, un ajustement de 9,0 millions \$ de la juste valeur selon les IFRS a été comptabilisé à l'égard de certains titres négociables non liquides ou temporairement incessibles. L'ajustement est exclu de l'information de gestion, étant donné qu'il n'est pas pris en compte par la direction dans l'évaluation de la performance opérationnelle, ainsi que du calcul qui vise à déterminer le résultat net compte non tenu des éléments importants¹. Toute variation future de la juste valeur latente des titres négociables, comme elle est déterminée selon les normes comptables applicables, pourrait s'avérer importante et sera comptabilisée dans les comptes de résultat consolidés.

Marchés des capitaux mondiaux

Nos activités sur les marchés des capitaux mondiaux ont généré des produits des activités ordinaires de 312,0 millions \$ au quatrième trimestre, ce qui représente une baisse de 35,9 %, ou 174,9 millions \$, par rapport aux produits des activités ordinaires records dégagés au T4/21. Les produits tirés du financement de sociétés au quatrième trimestre ont reculé de 170,7 millions \$, ou 64,2 %, comparativement aux produits records générés au T4/21, ce qui a été en partie compensé par une importante hausse de 56,1 millions \$, ou 85,6 %, des produits tirés des honoraires de consultation. Les produits tirés des activités de négociation à titre de contrepartiste ont été également en baisse, diminuant de 45,7 millions \$, ou 52,3 %, par rapport à ceux du quatrième trimestre de l'exercice 2021, ce qui est attribuable à la volatilité réduite du marché.

1) Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14.

Nos activités aux États-Unis sont celles qui ont le plus contribué aux produits tirés des activités de consultation au quatrième trimestre, soit un apport total de 64,8 millions \$, en hausse de 195,3 % d'un exercice à l'autre. Aux États-Unis, le total des produits des activités ordinaires a diminué de 57,0 millions \$, ou 28,0 %, la hausse des produits tirés des honoraires de consultation ayant été neutralisée par la baisse des produits tirés des activités de financement de sociétés et des activités de négociation à titre de contrepartiste, ainsi que des produits tirés des commissions et des honoraires. Au Canada, les produits tirés du financement de sociétés ont reculé de 111,9 millions \$, ou 83,5 %, par rapport à ceux exceptionnellement élevés du T4/21. Nos activités au Royaume-Uni et en Europe ont généré des produits des activités ordinaires de 29,2 millions \$ au T4/22, ce qui représente une diminution de 6,9 millions \$, ou 19,1 %, comparativement à ceux de la période correspondante de l'exercice précédent, la hausse des produits tirés des activités de consultation ayant été contrebalancée par le recul des produits tirés du financement de sociétés. Les activités sur les marchés des capitaux en Australie ont affiché des produits des activités ordinaires en hausse de 13,9 millions \$, ou 29,0 %, comparativement à ceux du quatrième trimestre de l'exercice précédent, ce qui découle d'une progression des activités de financement de sociétés dans nos secteurs cibles, ainsi que de la hausse des profits latents comptabilisés dans certaines positions liées aux titres détenus et des bons de souscription se rapportant aux activités de financement de sociétés.

Gestion de patrimoine mondiale

Les produits tirés de nos activités de gestion de patrimoine mondiale combinées au quatrième trimestre se sont chiffrés à 174,3 millions \$, une baisse de 12,5 % comparativement à ceux du T4/21 qui est surtout liée à une réduction des produits tirés des activités de financement de sociétés générés par les activités de gestion de patrimoine au Canada alors que le volume des nouvelles émissions avait été très important au T4/21. Les produits tirés des activités de gestion de patrimoine au Royaume-Uni et dans les dépendances de la Couronne ont progressé de 5,4 millions \$, ou 7,2 %, ce qui est en partie attribuable à la hausse des produits tirés des honoraires au titre des actifs gérés et à l'augmentation des produits d'intérêts liés aux clients. Les produits tirés de nos activités de gestion de patrimoine en Australie se sont établis à 17,8 millions \$ au quatrième trimestre de l'exercice 2022, ce qui représente une légère hausse de 3,1 % par rapport à ceux du trimestre correspondant de l'exercice précédent.

CHARGES – QUATRIÈME TRIMESTRE DE L'EXERCICE 2022

Les charges à l'échelle de la Société se sont établies à 403,2 millions \$ pour le quatrième trimestre de l'exercice, en baisse de 115,6 millions \$, ou 22,3 %, par rapport à celles du T4/21. Le total des charges compte non tenu des éléments importants¹ a été de 396,3 millions \$, en baisse de 112,8 millions \$, ou 22,2 %, par rapport à celui de la période correspondante de l'exercice précédent. Le total des charges en pourcentage des produits des activités ordinaires compte non tenu des éléments importants¹ s'est établi à 80,7 %, en hausse de 7,2 points de pourcentage par rapport à celui du T4/21, ce qui s'explique par la hausse du ratio de rémunération et de certaines charges indirectes qui ne varient pas proportionnellement aux produits des activités ordinaires.

La charge de rémunération a baissé de 100,9 millions \$, ou 25,5 %, comparativement à celle de la période correspondante de l'exercice précédent. La charge de rémunération totale en pourcentage des produits des activités ordinaires s'est établie à 59,0 % au T4/22, en hausse de 3,0 points de pourcentage par rapport à celle du trimestre clos le 31 mars 2021, ce qui est en partie attribuable aux variations dans la composition des produits des activités ordinaires et à la fluctuation de la rémunération variable associée à différentes sources de produits.

Les charges indirectes autres que de rémunération, exprimées en pourcentage des produits des activités ordinaires, ont été de 21,7 %, en hausse de 4,3 points de pourcentage par rapport à celles du T4/21. Les augmentations les plus importantes des charges autres que de rémunération par rapport à celles de la période correspondante de l'exercice précédent concernent les frais liés aux communications et à la technologie, la charge d'amortissement et les frais d'administration, ce qui a été en partie contrebalancé par la baisse des frais de négociation, de la charge d'intérêts et des frais de développement.

Les frais liés aux communications et à la technologie ont augmenté de 2,9 millions \$, ou 16,7 %, en appui à l'expansion des infrastructures nécessaire pour soutenir la croissance de nos activités et l'ajout de personnel. La charge d'amortissement a augmenté de 2,4 millions \$, ou 37,2 %, en raison de l'amortissement des immobilisations incorporelles acquises dans le cadre des acquisitions d'Adam & Company et de Sawaya Partners, lesquelles ont été conclues au cours de l'exercice 2022. Les frais d'administration ont augmenté de 5,9 millions \$, ou 25,1 %, en raison d'une augmentation des frais liés aux conférences et des autres frais de promotion et de déplacement en lien avec l'assouplissement continu des restrictions liées à la COVID-19. Ces augmentations ont été partiellement compensées par une diminution des frais de négociation de 15,8 millions \$, ou 40,2 %, du fait surtout de la baisse des activités de négociation sur les marchés des capitaux aux États-Unis. Les frais de développement ont reculé de 4,6 millions \$ par rapport à ceux de la période correspondante de l'exercice précédent, ce qui est en partie lié à l'amortissement accéléré de certaines immobilisations incorporelles liées à la technologie qui a été comptabilisé dans le secteur Non sectoriel et autres au quatrième trimestre de 2021.

Au cours du quatrième trimestre de 2022, des frais connexes aux acquisitions de 0,5 million \$ ont été comptabilisés en lien avec l'acquisition de Punter Southall Wealth Limited, conclue le 31 mai 2022. Au cours du quatrième trimestre de l'exercice 2021, des frais connexes aux acquisitions de 0,4 million \$ avaient été comptabilisés pour les activités de gestion de patrimoine au Royaume-Uni et dans les dépendances de la Couronne.

CHARGE D'IMPÔT SUR LE RÉSULTAT – QUATRIÈME TRIMESTRE DE L'EXERCICE 2022

La charge d'impôt sur le résultat s'est chiffrée à 27,6 millions \$ au T4/22 par rapport à 48,3 millions \$ pour le trimestre clos le 31 mars 2021. Compte non tenu des éléments importants¹, le taux d'impôt effectif pour le T4/22 s'est établi à 29,3 %, comparativement à 25,2 % pour le T4/21. L'augmentation du taux d'impôt effectif pour le trimestre considéré est en partie liée à divers ajustements non déductibles aux fins de l'impôt, ainsi qu'à la proportion plus importante des produits qui ont été gagnés dans des administrations ayant des taux d'impôt plus élevés.

1) Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14.

RÉSULTAT NET – QUATRIÈME TRIMESTRE DE L'EXERCICE 2022

Le résultat net pour le quatrième trimestre de 2022 s'est chiffré à 69,0 millions \$, comparativement à un résultat net de 139,4 millions \$ au T4/21. Le résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires s'est établi à 56,3 millions \$ au T4/22 par rapport à 135,5 millions \$ au T4/21. Le RPA après dilution pour le trimestre considéré s'est fixé à 0,53 \$, par rapport à 0,93 \$ au T4/21. Compte non tenu des éléments importants¹, le résultat net a été de 66,8 millions \$ au T4/22 en regard de 137,1 millions \$ au T4/21, soit une baisse de 70,3 millions \$, ou 51,3 %, qui découle surtout de la baisse des produits des activités ordinaires par rapport à ceux de la période correspondante de l'exercice précédent. Le résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires compte non tenu des éléments importants¹ s'est établi à 54,7 millions \$, comparativement à 133,3 millions \$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Le RPA après dilution compte non tenu des éléments importants¹ s'est chiffré à 0,52 \$ au T4/22 par rapport à 1,20 \$ au T4/21.

Résultats par secteur d'activité^{1, 2} – Exercice clos le 31 mars 2022 par rapport à l'exercice clos le 31 mars 2021

(en milliers \$ CA, sauf le nombre d'employés)	Pour les exercices clos les 31 mars							
	2022				2021			
	Marchés des capitaux Canaccord Genuity	Gestion de patrimoine Canaccord Genuity	Non sectoriel et autres	Total	Marchés des capitaux Canaccord Genuity	Gestion de patrimoine Canaccord Genuity	Non sectoriel et autres	Total
Produits des activités ordinaires								
Canada	341 453	\$ 328 458	\$ 22 521	\$ 692 432	\$ 443 444	\$ 314 529	\$ 31 841	\$ 789 814
Royaume-Uni et Europe	120 355	310 495	—	430 850	95 535	277 329	—	372 864
États-Unis	667 176	6 821	—	673 997	590 534	9 512	—	600 046
Australie	174 090	74 633	—	248 723	182 715	62 249	—	244 964
Total des produits des activités ordinaires	1 303 074	720 407	22 521	2 046 002	1 312 228	663 619	31 841	2 007 688
Charges	961 236	576 728	129 769	1 667 733	976 646	529 476	131 664	1 637 786
Imputations intersectorielles	20 007	22 670	(42 677)	—	18 263	17 288	(35 551)	—
Résultat avant impôt sur le résultat	321 831	\$ 121 009	\$ (64 571)	\$ 378 269	\$ 317 319	\$ 116 855	\$ (64 272)	\$ 369 902
Compte non tenu des éléments importants³								
Produits des activités ordinaires	1 303 074	720 407	17 121	2 040 602	1 312 228	663 619	17 641	1 993 488
Charges	958 492	549 226	115 318	1 623 036	969 032	511 056	127 310	1 607 398
Imputations intersectorielles	20 007	22 670	(42 677)	—	18 263	17 288	(35 551)	—
Résultat avant impôt sur le résultat	324 575	148 511	(55 520)	417 566	324 933	135 275	(74 118)	386 090
Nombre d'employés	890	1 292	405	2 587	808	1 186	362	2 356

1) Les mesures financières sont conformes aux IFRS, sauf les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14. Les résultats financiers détaillés des secteurs d'activité sont présentés à la note 25 des états financiers consolidés audités à la page 107.

2) Les résultats d'exploitation des activités en Australie ont été entièrement consolidés, et des participations ne donnant pas le contrôle respectivement de 15 % et 32,7 % ont été comptabilisées pour les neuf premiers mois de l'exercice 2022 et pour le quatrième trimestre de l'exercice 2022 en raison de la réorganisation des actions en Australie le 3 janvier 2022 (15 % au 31 mars 2021).

3) Se reporter au tableau « Principales informations financières compte non tenu des éléments importants » à la page 25.

Les activités de Groupe Canaccord Genuity sont divisées en trois secteurs : Marchés des capitaux Canaccord Genuity et Gestion de patrimoine Canaccord Genuity sont les principaux secteurs d'exploitation, tandis que le secteur Non sectoriel et autres est principalement un secteur administratif.

MARCHÉS DES CAPITAUX CANACCORD GENUITY

Aperçu

Marchés des capitaux Canaccord Genuity fournit un éventail complet de services de financement de sociétés, de consultation, de recherche sur les actions, de vente et de négociation pour le compte de clients qui sont des sociétés, des institutions et des gouvernements, et il exerce des activités de négociation à titre de contrepartiste au Canada, aux États-Unis, au Royaume-Uni et en Europe, en Australie, en Asie et au Moyen-Orient. Marchés des capitaux Canaccord Genuity compte des bureaux et des employés dans 21 établissements répartis dans quatre continents à l'échelle mondiale.

Notre division des marchés des capitaux compte 890 professionnels du secteur des marchés des capitaux qui sont divisés en groupes selon les produits, secteurs d'activité et régions géographiques qu'ils couvrent. Nos groupes sectoriels sont axés sur les principaux secteurs de croissance de l'économie mondiale et visent principalement les secteurs de la technologie, des sciences de la vie, des métaux et des mines ainsi que des produits de consommation, en plus d'offrir une exposition aux secteurs des produits diversifiés, du transport et des produits industriels, de l'énergie, des produits structurés et du développement durable. Nos capacités englobent les placements privés, la prise ferme de titres de participation et de titres de créance, les premiers appels publics à l'épargne, les placements complémentaires, les placements au cours du marché, les financements par emprunts et la restructuration de dettes, les services de

1) Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14.

consultation (notamment pour les fusions, les acquisitions, ainsi que les opérations sur capital privé et à titre de promoteur financier), la négociation à titre de contrepartiste, les opérations sur bloc et la tenue de marché.

Notre approche rigoureuse axée sur le marché intermédiaire et nos initiatives d'harmonisation mondiales permettent de renforcer la position de Marchés des capitaux Canaccord Genuity à titre de banque d'investissement indépendante d'envergure mondiale dans l'ensemble de nos secteurs cibles et régions de prédilection. Selon nous, la plateforme mondiale intégrée de Marchés des capitaux Canaccord Genuity et la priorité qu'elle accorde judicieusement aux principaux secteurs de croissance de l'économie mondiale procure un avantage concurrentiel à la Société par rapport à quantité d'entreprises axées sur le marché national auxquelles nous livrons concurrence. Nous nous consacrons à fournir une expertise et des capacités d'exécution différenciées dans un segment du marché qui est relativement négligé à l'heure actuelle par d'autres banques d'investissement mondiales.

Nos résultats d'exploitation témoignent de la force de notre entreprise dans le marché intermédiaire mondial et du succès de nos initiatives visant à diversifier nos sources de produits des activités ordinaires et à améliorer l'alignement dans l'ensemble de nos activités et de nos régions.

Perspectives

Marchés des capitaux Canaccord Genuity continue de renforcer sa position de chef de file du marché intermédiaire dans bon nombre des principaux marchés dans lesquels la Société mène ses activités. La direction prévoit mettre l'accent sur les gains d'efficacité opérationnelle et le renforcement de la rentabilité par une intégration plus poussée de notre plateforme mondiale des marchés des capitaux et par l'amélioration constante de la coordination transfrontalière entre nos bureaux partout dans le monde.

La Société prévoit que les avantages continus découlant de ses investissements permettront d'accroître l'apport des activités de consultation à marge plus élevée. L'acquisition de Sawaya Partners, un cabinet de services-conseils en fusions et acquisitions axés sur le secteur de la consommation établi aux États-Unis, tire parti de nos activités dans ce secteur, tout en offrant une forte convergence avec les secteurs cibles de la technologie et des médias, des sciences de la vie et du développement durable.

L'environnement d'exploitation des activités sur les marchés des capitaux mondiaux étant très dynamique dans le contexte du marché intermédiaire, nous devons continuer de faire preuve d'une certaine agilité dans la composition de nos activités afin de rester concurrentiels et de répondre aux besoins changeants de nos clients. Pour cette raison, la Société continuera d'investir de manière disciplinée dans l'ajout de petites équipes dans des marchés verticaux précis ou des gammes de services clés afin de renforcer nos activités dans des régions où nous croyons pouvoir accroître notre part de marché.

La Société continue d'étendre ses capacités en matière de produits et sa gamme de services auxiliaires afin d'améliorer son offre à sa clientèle cible du marché intermédiaire et de se concentrer davantage sur les secteurs dans lesquels elle a démontré une position dominante. Nous nous efforçons de maintenir un équilibre entre les investissements dans les initiatives de croissance et notre capacité à générer des profits dans différentes conjonctures de marché.

La Société maintient son engagement à mener ses activités sur les marchés des capitaux avec toute l'efficacité qui s'impose afin de maintenir sa capacité à offrir une expertise et des services en matière d'exécution de premier plan sur le marché lors des périodes marquées par la volatilité du marché ou par un niveau d'activité restreint dans l'ensemble de ses secteurs cibles et régions de prédilection. La culture de compression des coûts continue d'être renforcée dans l'ensemble de la Société, et cette dernière continue d'évaluer des stratégies de réduction des coûts d'exploitation à long terme.

La période prolongée de télétravail dans le contexte de la pandémie de COVID-19 a permis de rehausser la productivité sur le plan des conférences, des séances de présentation avec ou sans transaction et de la collaboration transfrontalière, et nous nous attendons à ce que certains gains d'efficacité et économies de coûts se poursuivent à long terme avec la reprise du travail et des activités en présentiel.

L'équipe de direction croit que les mesures instaurées par la Société pour améliorer la présence internationale de Marchés des capitaux Canaccord Genuity et affiner son offre de services dans les secteurs de croissance clés de l'économie mondiale l'ont très bien positionnée pour l'avenir.

RENDEMENT FINANCIER^{1, 2}

(en milliers \$ CA, sauf le nombre d'employés)	Exercice clos le 31 mars 2022					Exercice clos le 31 mars 2021				
	Canada	Royaume-Uni ⁵	États-Unis	Australie	Total	Canada	Royaume-Uni ⁵	États-Unis	Australie	Total
Produits des activités ordinaires	341 453	120 355	667 176	174 090	1 303 074	443 444	95 535	590 534	182 715	1 312 228
Charges										
Charge de rémunération	168 942	78 963	385 975	107 906	741 786	224 429	63 467	335 907	119 194	742 997
Autres charges indirectes	53 675	28 205	120 831	14 836	217 547	50 514	27 874	131 890	12 872	223 150
Frais de développement	60	—	1 263	43	1 366	(393)	—	5 206	1 042	5 855
Frais connexes aux acquisitions	—	—	537	—	537	4 644	—	—	—	4 644
Total des charges	222 677	107 168	508 606	122 785	961 236	279 194	91 341	473 003	133 108	976 646
Imputations intersectorielles ³	14 526	1 484	3 248	749	20 007	12 449	1 027	4 392	395	18 263
Résultat avant impôt sur le résultat ³	104 250 \$	11 703 \$	155 322 \$	50 556 \$	321 831 \$	151 801 \$	3 167 \$	113 139 \$	49 212 \$	317 319 \$
Participations ne donnant pas le contrôle ²	—	—	—	6 581	6 581	—	—	—	5 301	5 301
Compte non tenu des éléments importants⁴										
Total des produits des activités ordinaires	341 453	120 355	667 176	174 090	1 303 074	443 444	95 535	590 534	182 715	1 312 228
Total des charges	222 301	107 168	506 238	122 785	958 492	271 998	91 341	472 585	133 108	969 032
Imputations intersectorielles ³	14 526	1 484	3 248	749	20 007	12 449	1 027	4 392	395	18 263
Résultat avant impôt sur le résultat ³	104 626 \$	11 703 \$	157 690 \$	50 556 \$	324 575 \$	158 997 \$	3 167 \$	113 557 \$	49 212 \$	324 933 \$
Nombre d'employés	278	143	378	91	890	274	131	319	84	808

- 1) Les mesures financières sont conformes aux IFRS, sauf les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14.
- 2) Les résultats d'exploitation des activités en Australie ont été entièrement consolidés, et des participations ne donnant pas le contrôle respectivement de 15 % et 32,7 % ont été comptabilisées pour les neuf premiers mois de l'exercice 2022 et pour le quatrième trimestre de l'exercice 2022 en raison de la réorganisation des actions en Australie le 3 janvier 2022 (15 % au 31 mars 2021).
- 3) Le résultat avant impôt sur le résultat tient compte des imputations intersectorielles et exclut les participations ne donnant pas le contrôle. Se reporter à la rubrique « Frais intersectoriels imputés » à la page 43.
- 4) Se reporter au tableau « Principales informations financières compte non tenu des éléments importants » à la page 25.
- 5) Comprend les activités à Dubaï.

PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES – MARCHÉS DES CAPITAUX CANACCORD GENUITY

PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES PAR RÉGION EN POURCENTAGE DES PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES DE MARCHÉS DES CAPITAUX CANACCORD GENUITY

	Pour les exercices clos les 31 mars		
	2022	2021	Variation entre l'exercice 2022 et l'exercice 2021
Produits des activités ordinaires générés dans les régions suivantes :			
Canada	26,2 %	33,8 %	(7,6) p. p.
Royaume-Uni et Europe	9,2 %	7,3 %	1,9 p. p.
États-Unis	51,2 %	45,0 %	6,2 p. p.
Australie	13,4 %	13,9 %	(0,5) p. p.
Marchés des capitaux Canaccord Genuity (total)	100 %	100 %	

p. p. : points de pourcentage

Marchés des capitaux Canaccord Genuity a généré des produits des activités ordinaires de 1,3 milliard \$, une diminution de 9,2 millions \$, ou 0,7 %, par rapport à ceux de l'exercice 2021. Nos activités sur les marchés des capitaux aux États-Unis sont celles qui ont le plus contribué aux produits des activités ordinaires pour la période de douze mois, en générant des produits de 667,2 millions \$, en hausse de 13,0 % par rapport à ceux de l'exercice précédent. Les produits des activités ordinaires dégagés par nos activités sur les marchés des capitaux au Royaume-Uni et en Europe ont augmenté de 26,0 % et atteint 120,4 millions \$, ce qui reflète l'apport plus élevé des activités de consultation au Royaume-Uni et en Europe. Les produits des activités ordinaires générés dans nos activités au Canada et en Australie ont reculé respectivement de 23,0 % et 4,7 % par rapport à aux produits records de l'exercice précédent, tout en demeurant cependant au-dessus des niveaux historiques.

Financement de sociétés

Au cours de l'exercice 2022, la Société a continué de diversifier ses secteurs cibles. Les produits tirés du secteur des métaux et mines, qui est un secteur dominant pour la Société, tiennent compte de l'apport de l'Australie et du Canada. Les produits tirés des secteurs de la technologie et des sciences de la vie sont essentiellement attribuables à nos activités sur les marchés des capitaux aux États-Unis. Les produits tirés des activités de financement de sociétés pour la période de douze mois se sont établis à 463,1 millions \$, soit des produits qui arrivent au deuxième rang des produits les plus élevés de notre histoire dans ce secteur. Les activités de prise ferme ont ralenti par rapport au niveau élevé de l'exercice précédent et le contexte incertain a entraîné le report de certaines transactions, mais le niveau d'engagement des clients demeure élevé et notre carnet de commandes, bien rempli.

Les transactions réalisées par Marchés des capitaux Canaccord Genuity par secteurs cibles, et les produits qui en sont tirés sont présentés en détail ci-après.

Produits tirés des activités de financement de sociétés par secteur (en % des produits tirés des activités de financement de sociétés pour chaque région)

Secteurs	Pour l'exercice clos le 31 mars 2022				
	Total mondial	Canada	États-Unis	Royaume-Uni	Australie
Sciences de la vie	18 %	19 %	37 %	0 %	7 %
Technologie	34 %	43 %	54 %	21 %	11 %
Métaux et mines	22 %	14 %	2 %	5 %	60 %
Produits de consommation et de détail	5 %	3 %	1 %	19 %	4 %
Divers	21 %	21 %	6 %	55 %	18 %
Total	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %

Note : Dans les tableaux ci-dessus, les transactions avec les sociétés du secteur du cannabis au Canada sont incluses dans le secteur Sciences de la vie.

Consultation

L'accroissement de l'apport des activités de consultation à marge plus élevée demeure une importante priorité stratégique pour la Société. Notre expertise spécialisée dans des secteurs clés de l'économie et nos nombreux succès dans les activités sur les marchés des capitaux nous placent en bonne position pour ouvrir de nouvelles possibilités à nos clients au fil de leur croissance. Nous menons des mandats de consultation stratégiques dans des domaines très variés pour des acheteurs ou des vendeurs, tant à l'échelle nationale qu'à l'échelle internationale, et nous avons établi une position de chef de file dans les structures de financement alternatives. Les produits tirés des activités de consultation sur les marchés des capitaux au cours de l'exercice 2022 ont augmenté de 152,5 % d'un exercice à l'autre, atteignant un nouveau sommet de 488,6 millions \$. Nos activités aux États-Unis sont celles dont l'apport a été le plus important dans ce secteur, générant des produits tirés des activités de consultation de 317,0 millions \$, ce qui constitue une hausse de 218,8 % d'un exercice à l'autre et un record pour ces activités. Les produits tirés des activités de consultation générés dans nos activités au Canada pour l'exercice 2022 ont augmenté de 65,5 %, ou 41,5 millions \$, pour atteindre 105,0 millions \$. Nos activités sur les marchés des capitaux au Royaume-Uni et en Europe ont dégagé des produits tirés des activités de consultation d'un montant record de 66,6 millions \$, ce qui représente une progression de 117,8 % d'un exercice à l'autre.

Produits tirés des honoraires de consultation par secteur (en % des produits tirés des activités de consultation pour chaque région)

Secteurs	Pour l'exercice clos le 31 mars 2022			
	Total mondial	Canada	États-Unis	Royaume-Uni
Sciences de la vie	15 %	36 %	9 %	3 %
Technologie	66 %	23 %	85 %	12 %
Produits industriels	4 %	0 %	5 %	0 %
Métaux et mines	6 %	27 %	0 %	3 %
Produits de consommation et de détail	7 %	9 %	1 %	60 %
Divers	2 %	5 %	—	22 %
Total	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %

Négociation à titre de contrepartiste

Les produits tirés des activités de négociation à titre de contrepartiste se sont établis à 158,2 millions \$, en baisse de 87,4 millions \$, ou 35,6 %, par rapport à ceux de l'exercice précédent, ce qui reflète principalement la diminution de la volatilité du marché qui a eu pour effet de réduire le niveau d'activité sur les marchés et les possibilités de générer des produits, comparativement aux niveaux records établis au cours de l'exercice précédent. Les produits tirés des activités de négociation à titre de contrepartiste de 144,1 millions \$ dans nos activités aux États-Unis sont surtout attribuables au groupe Actions internationales.

Commissions et honoraires

Les produits tirés des commissions et des honoraires se sont chiffrés à 174,8 millions \$, ce qui représente une baisse de 17,7 % par rapport à ceux de l'exercice précédent, laquelle reflète la diminution du niveau des activités de négociation pour les particuliers et du niveau des activités des nouveaux émetteurs. Nos activités aux États-Unis et au Canada ont affiché les plus fortes baisses des produits tirés des commissions et des honoraires comparativement aux niveaux records observés au T4/21.

CHARGES – MARCHÉS DES CAPITAUX CANACCORD GENUITY

Les charges de notre division internationale des marchés des capitaux se sont établies à 961,2 millions \$ pour l'exercice 2022, en baisse de 15,4 millions \$, ou 1,6 %, par rapport à celles de l'exercice précédent. Compte non tenu des éléments importants¹, le total des charges pour l'exercice 2022 a été de 958,5 millions \$, en baisse de 10,5 millions \$, ou 1,1 %, comparativement à celui de l'exercice 2021. En pourcentage des produits des activités ordinaires, le total des charges compte non tenu des éléments importants¹ a légèrement diminué de 0,3 point de pourcentage par rapport à celui de l'exercice clos le 31 mars 2021.

1) Les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14.

Charge de rémunération

La charge de rémunération dans notre division internationale des marchés des capitaux pour l'exercice 2022 a reculé de 1,2 million \$, ou 0,2 %, par rapport à celle de l'exercice 2021. La charge de rémunération totale en pourcentage des produits des activités ordinaires s'est établie à 56,9 % pour l'exercice clos le 31 mars 2022, en hausse de 0,3 point de pourcentage par rapport à celle de l'exercice 2021.

Au Canada, en Australie ainsi qu'au Royaume-Uni et en Europe, la charge de rémunération totale en pourcentage des produits des activités ordinaires a diminué par rapport à celle de l'exercice 2021, en raison des variations des niveaux relatifs de la rémunération fixe et variable. Dans nos activités aux États-Unis, la charge de rémunération totale en pourcentage des produits des activités ordinaires a augmenté de 1,0 point de pourcentage par rapport à celle de l'exercice 2021, ce qui est attribuable aux variations dans la composition des produits des activités ordinaires et à la fluctuation de la rémunération variable associée à différentes sources de produits.

Charge de rémunération en pourcentage des produits des activités ordinaires par région de Marchés des capitaux Canaccord Genuity

	Pour les exercices clos les 31 mars		
	2022	2021	Variation entre l'exercice 2022 et l'exercice 2021
Canada	49,5 %	50,6 %	(1,1) p. p.
Royaume-Uni et Europe	65,6 %	66,4 %	(0,8) p. p.
États-Unis	57,9 %	56,9 %	1,0 p. p.
Australie	62,0 %	65,2 %	(3,2) p. p.
Marchés des capitaux Canaccord Genuity (total)	56,9 %	56,6 %	0,3 p. p.

p. p. : points de pourcentage

Autres charges indirectes

Les autres charges indirectes dans cette division ont été de 217,5 millions \$ pour l'exercice 2022 par rapport à 223,2 millions \$ pour l'exercice 2021, ce qui représente une baisse de 5,6 millions \$, ou 2,6 %. La plus importante baisse a été observée au chapitre des frais de négociation, qui ont reculé de 19,9 millions \$, ou 19,3 %, par rapport à ceux de l'exercice 2021, en lien principalement avec la diminution des frais de négociation liés à nos activités aux États-Unis. Les frais de développement ont également reculé de 4,5 millions \$, ou 76,7 %, par suite de la baisse des frais engagés dans nos activités aux États-Unis.

Les baisses susmentionnées des frais de négociation et des frais de développement ont été contrebalancées en partie par une hausse de 12,5 millions \$, ou 34,4 %, des frais d'administration par rapport à ceux de l'exercice 2021, ce qui s'explique principalement par l'accroissement des frais de promotion et de déplacement et des frais liés aux conférences en raison de l'assouplissement des restrictions imposées liées à la COVID-19 au cours de l'exercice.

Au cours de l'exercice 2022, des frais connexes aux acquisitions de 0,5 million \$ relatifs à l'acquisition de Sawaya ont été comptabilisés. Au cours de l'exercice précédent, des frais connexes aux acquisitions de 4,6 millions \$ liés à la réévaluation de la contrepartie éventuelle relative à l'acquisition de Jitneytrade avaient été comptabilisés.

RÉSULTAT AVANT IMPÔT SUR LE RÉSULTAT

Le résultat avant impôt sur le résultat au titre de nos activités sur les marchés des capitaux combinées s'est établi à 321,8 millions \$ pour l'exercice 2022, en hausse de 4,5 millions \$ par rapport à celui de l'exercice 2021. Compte non tenu des éléments importants¹, le résultat avant impôt sur le résultat, y compris les charges indirectes imputées, a reculé, passant de 324,9 millions \$ à l'exercice 2021 à 324,6 millions \$ à l'exercice 2022.

GESTION DE PATRIMOINE CANACCORD GENUITY

Aperçu

La Société a des activités de gestion de patrimoine au Canada, au Royaume-Uni et dans les dépendances de la Couronne, ainsi qu'en Australie.

La division de gestion de patrimoine de Groupe Canaccord Genuity offre une gamme étendue de services financiers et de produits de placement aux particuliers, institutions, intermédiaires et organismes de bienfaisance. Les produits tirés des activités de gestion de patrimoine proviennent des services classiques de courtage à la commission, de la vente de produits et de services tarifés et des intérêts liés aux clients. De plus, les conseillers en placement au Canada et en Australie génèrent des produits tirés des honoraires et des commissions en lien avec les transactions de financement de sociétés et les transactions mettant en jeu du capital de risque.

1) Les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14.

Au Royaume-Uni et dans les dépendances de la Couronne, Gestion de patrimoine Canaccord Genuity comptait 16 bureaux au Royaume-Uni, à Guernesey, à Jersey et à l'île de Man au 31 mars 2022. Les produits des activités ordinaires de cette division proviennent en grande partie des comptes assortis d'honoraires ainsi que des activités de gestion de portefeuille et de planification financière. Les produits tirés des honoraires en pourcentage du total des produits des activités ordinaires de cette division s'établissaient à 78,6 % pour l'exercice 2022. La division offre des services aux clients au Royaume-Uni, à l'international et en Europe et leur offre des options de placement dans des produits financiers exclusifs ou de tierces parties, y compris des fonds de placement gérés par les gestionnaires de portefeuille de Gestion de patrimoine Canaccord Genuity. Cette division comptait 220 experts en placement au 31 mars 2022.

Au 31 mars 2022, Gestion de patrimoine Canaccord Genuity comptait neuf bureaux dans l'ensemble du Canada, dont des conseillers en placement inscrits aux États-Unis. Les produits tirés des honoraires en pourcentage du total des produits des activités ordinaires de cette division ont augmenté pour s'établir à 39,5 % pour l'exercice clos le 31 mars 2022, comparativement à 28,5 % pour l'exercice 2021. Cette division comptait 146 équipes de conseillers au 31 mars 2022.

En Australie, Gestion de patrimoine Canaccord Genuity comptait neuf bureaux au 31 mars 2022. Cette division comptait 115 équipes de conseillers au 31 mars 2022.

Perspectives

Notre virage stratégique visant à accroître l'apport du rendement de notre secteur de gestion de patrimoine mondiale demeure une priorité majeure pour la Société. Les priorités de la direction en ce qui concerne Gestion de patrimoine Canaccord Genuity consisteront à accroître les actifs sous administration et sous gestion et à augmenter la proportion des produits tirés des honoraires en pourcentage du total des produits des activités ordinaires. En disposant d'un plus grand nombre de sources récurrentes de produits, nous nous attendons à rendre notre entreprise considérablement moins sensible aux variations des conditions de marché et aux activités de négociation associées aux produits tirés des transactions.

Nous continuons d'explorer un vaste éventail de possibilités pour générer une croissance rentable dans nos activités de gestion de patrimoine mondiale. En plus d'investir dans la main-d'œuvre et les acquisitions, nous développons activement notre réseau de spécialistes dans la technologie, le développement durable et d'autres secteurs de croissance afin de suivre la cadence des besoins en constante évolution des investisseurs.

La Société demeurera à l'affût de possibilités stratégiques pour accroître l'envergure de ses activités de gestion de patrimoine au Royaume-Uni et dans les dépendances de la Couronne.

Le 14 décembre 2021, la Société a annoncé avoir conclu, par l'intermédiaire de CGWM UK, une convention d'achat d'actions visant l'acquisition de Punter Southall Wealth Limited (« PSW »), y compris sa marque intermédiaire Psigma, auprès de Punter Southall Group. Cette acquisition représentait pour CGWM UK une occasion de poursuivre la croissance exceptionnelle qu'elle a connue jusqu'ici et de faire progresser son objectif prioritaire qui est de devenir une société de gestion de patrimoine intégrée d'envergure. La conclusion de cette acquisition a été annoncée le 31 mai 2022. Conjointement à la clôture de l'acquisition, CGWM UK a ajouté 100 millions £ (169,2 millions \$ CA) à sa facilité bancaire existante. En outre, HPS, au nom des comptes et fonds de placement qu'elle gère, a effectué un investissement additionnel dans CGWM UK à la clôture de l'acquisition, en faisant l'achat d'une nouvelle série d'actions privilégiées convertibles de CGWM UK, pour un montant de 65,3 millions £ (110,5 millions \$ CA). Cet investissement et la petite composante capitaux propres qui doit être émise en lien avec l'acquisition auront pour effet de réduire la participation effective de la Société dans CGWM UK, la faisant passer d'environ 73,5 % à environ 66,9 %, en supposant la conversion.

Au Canada, la Société demeure à l'affût de possibilités pour générer une croissance rentable en mettant l'accent sur l'amélioration des marges, la gestion des coûts et la croissance de l'entreprise grâce à un recrutement ciblé et à d'autres initiatives visant l'accroissement des actifs pour le compte des clients. Le recrutement et le maintien en fonction de conseillers en placement constituent une importante priorité. Bien que le contexte d'embauche demeure concurrentiel, notre capacité à attirer et à retenir des conseillers compétents s'appuie sur les avantages liés à notre plateforme indépendante qui permet d'accéder à des ressources et compétences mondiales, ainsi que sur les investissements dans l'évolution de notre technologie et de notre offre de produits et notre bilan éprouvé en matière d'accroissement des produits et de la rentabilité sur plusieurs années consécutives. Grâce à notre plateforme, les conseillers en placement ont découvert des possibilités pour faire fructifier leurs activités plus rapidement et de façon plus durable. Nous offrons aux conseillers en placement des ressources pour les aider à développer leurs activités et des occasions de participer à des conférences et à des événements sectoriels. Nous restons fortement déterminés à investir dans la technologie et dans les programmes de formation et à bâtir une gamme complète de produits de qualité visant à attirer des investisseurs fortunés et à aider nos conseillers à élargir leurs activités.

La Société a l'intention de continuer de tirer parti du succès de ses activités de gestion de patrimoine élargies en Australie. Nous prévoyons une expansion soutenue grâce à un recrutement ciblé et au développement de services et de produits de gestion de patrimoine dans ce marché, ainsi qu'aux avantages découlant de la relation avec les activités sur les marchés des capitaux de premier plan menées par Canaccord Genuity dans la région. Le contexte de marché robuste propice aux activités de financement de sociétés à petite capitalisation au cours de l'exercice 2022 a renforcé la collaboration avec notre groupe des marchés des capitaux dans cette région et nous nous attendons donc à en tirer parti à mesure que nous progressons vers l'atteinte de nos priorités stratégiques. Nous nous efforcerons également de convertir d'autres actifs, totalisant 17,5 milliards \$, détenus dans la plateforme de négociation de cette entreprise, en actifs générateurs de produits plus élevés.

RENDEMENT FINANCIER – GESTION DE PATRIMOINE CANACCORD GENUITY EN AMÉRIQUE DU NORD^{1, 2}

(en milliers \$ CA, sauf les ASA et les ASG qui sont en millions \$ CA, le nombre d'employés et d'équipes de conseillers, et les pourcentages)	Pour les exercices clos les 31 mars			
	2022	2021	Variation entre l'exercice 2022 et l'exercice 2021	
Produits des activités ordinaires	335 279 \$	324 041 \$	11 238 \$	3,5 %
Charges				
Charge de rémunération	198 197	193 934	4 263	2,2 %
Autres charges indirectes	60 079	51 423	8 656	16,8 %
Total des charges	258 276 \$	245 357 \$	12 919 \$	5,3 %
Imputations intersectorielles ³	20 659	16 065	4 594	28,6 %
Résultat avant impôt sur le résultat ³	56 344 \$	62 619 \$	(6 275) \$	(10,0) %
ASG (discrétionnaires) ⁴	8 482	6 307	2 175	34,5 %
ASA ⁵	37 881	32 240	5 641	17,5 %
Nombre d'équipes de conseillers	146	145	1	0,7 %
Nombre d'employés	489	454	35	7,7 %
Compte non tenu des éléments importants⁶				
Total des charges	258 276 \$	245 357 \$	12 919 \$	5,3 %
Imputations intersectorielles ³	20 659	16 065	4 594	28,6 %
Résultat avant impôt sur le résultat ³	56 344 \$	62 619 \$	(6 275) \$	(10,0) %

1) Les mesures financières sont conformes aux IFRS, à l'exception des chiffres ne tenant pas compte des éléments importants. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14.

2) Comprend les activités de Gestion de patrimoine Canaccord Genuity au Canada et aux États-Unis.

3) Le résultat avant impôt sur le résultat tient compte des imputations intersectorielles. Se reporter à la rubrique « Frais intersectoriels imputés » à la page 43.

4) Les ASG comprennent tous les actifs gérés de manière discrétionnaire dans le cadre de programmes, dont les programmes de solutions gérées de Gestion de patrimoine Canaccord Genuity et le Programme de gestion des placements des particuliers. Les services fournis comprennent la sélection des placements et la prestation de conseils en placement. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14.

5) Les ASA représentent la valeur de marché des actifs pour le compte des clients qui sont administrés par la Société et dont celle-ci tire des commissions ou des honoraires. Les ASA englobent les ASG.

6) Se reporter au tableau « Principales informations financières compte non tenu des éléments importants » à la page 25.

Les produits des activités ordinaires de Gestion de patrimoine Canaccord Genuity en Amérique du Nord se sont chiffrés à 335,3 millions \$, soit une hausse de 11,2 millions \$, ou 3,5 %, par rapport à ceux de l'exercice 2021, attribuable à l'augmentation des produits tirés des commissions et des honoraires, en partie contrebalancée par la baisse des produits tirés des activités de financement de sociétés attribuable à la diminution des nouvelles émissions.

Les ASA au Canada ont augmenté de 17,5 %, passant de 32,2 milliards \$ au 31 mars 2021 à 37,9 milliards \$ au 31 mars 2022, par suite de la hausse de la valeur de marché ainsi que des entrées de trésorerie nettes générées par de nouveaux actifs. Il y avait 146 équipes de conseillers au Canada, soit une de plus qu'il y a un an. Les produits tirés des honoraires au titre de nos activités en Amérique du Nord ont augmenté de 10,9 points de pourcentage par rapport à ceux de l'exercice précédent et ont représenté 39,5 % des produits tirés des activités de gestion de patrimoine générés au Canada au cours de l'exercice clos le 31 mars 2022.

Pour l'exercice 2022, les charges se sont élevées à 258,3 millions \$, en hausse de 12,9 millions \$, ou 5,3 %, par rapport à celles de l'exercice 2021. Le total des charges en pourcentage des produits des activités ordinaires a légèrement augmenté de 1,3 point de pourcentage par rapport à celui de l'exercice précédent.

La charge de rémunération a augmenté de 4,3 millions \$, ou 2,2 %, comparativement à celle de l'exercice précédent. La charge de rémunération totale exprimée en pourcentage des produits des activités ordinaires a légèrement diminué de 0,7 point de pourcentage par rapport à celle de l'exercice précédent, pour s'établir à 59,1 % à l'exercice 2022.

Les autres charges indirectes exprimées en pourcentage des produits des activités ordinaires ont augmenté de 2,0 points de pourcentage comparativement à celles de l'exercice 2021. Les frais d'administration ont augmenté de 3,3 millions \$, ou 38,4 %, en raison d'une augmentation des frais liés aux conférences. Les frais liés aux communications et à la technologie ont également augmenté de 2,5 millions \$, ou 56,2 %, en appui à l'ajout de personnel dans ce secteur. Les frais de développement se sont accrus de 1,8 million \$ en raison de l'amortissement des paiements incitatifs à l'intention des nouveaux employés.

Le résultat avant impôt sur le résultat s'est établi à 56,3 millions \$ pour l'exercice 2022, en baisse de 6,3 millions \$, ou 10,0 %, par rapport à celui de l'exercice précédent, ce qui est surtout attribuable à la hausse des charges indirectes décrite précédemment.

RENDEMENT FINANCIER – GESTION DE PATRIMOINE CANACCORD GENUITY AU ROYAUME-UNI ET DANS LES DÉPENDANCES DE LA COURONNE^{1, 5}

Pour les exercices clos les 31 mars

(en milliers \$ CA, sauf les ASG qui sont en millions \$ CA, le nombre d'employés, d'experts en placement et de gestionnaires de fonds, et les pourcentages)	2022	2021	Variation entre l'exercice 2022 et l'exercice 2021	
Produits des activités ordinaires	310 495 \$	277 329 \$	33 166 \$	12,0 %
Charges				
Charge de rémunération	162 618	149 095	13 523	9,1 %
Autres charges indirectes	79 645	78 423	1 222	1,6 %
Frais connexes aux acquisitions	8 660	1 278	7 382	n. p.
Total des charges	250 923	228 796	22 127	9,7 %
Imputations intersectorielles ²	1 758	1 208	550	45,5 %
Résultat avant impôt sur le résultat ²	57 814	47 325	10 489	22,2 %
Participation ne donnant pas le contrôle ⁶	16 879	—	16 879	n. p.
ASG ³	52 830	52 298	532	1,0 %
Nombre d'experts en placement et de gestionnaires de fonds	220	202	18	8,9 %
Nombre d'employés	581	528	53	10,0 %
Compte non tenu des éléments importants ⁴				
Total des charges	223 895 \$	210 862 \$	13 033 \$	6,2 %
Imputations intersectorielles ²	1 758	1 208	550	45,5 %
Résultat avant impôt sur le résultat ²	84 842	65 259	19 583	30,0 %
Participation ne donnant pas le contrôle ⁶	14 386	—	14 386	n. p.

1) Les mesures financières sont conformes aux IFRS, sauf les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14.

2) Le résultat avant impôt sur le résultat tient compte des imputations intersectorielles. Se reporter à la rubrique « Frais intersectoriels imputés » à la page 43.

3) Les ASG au Royaume-Uni et en Europe représentent la valeur de marché des actifs pour le compte des clients qui sont gérés et administrés par la Société qui en tire des commissions ou des honoraires. Cette mesure comprend les comptes discrétionnaires et non discrétionnaires.

4) Se reporter au tableau « Principales informations financières compte non tenu des éléments importants » à la page 25.

5) Comprend les résultats d'exploitation de Thomas Miller depuis la date d'acquisition du 1^{er} mai 2019 et ceux d'Adam & Company depuis la date d'acquisition du 1^{er} octobre 2019.

6) La participation ne donnant pas le contrôle représente la tranche du résultat net après impôt de CGWM UK qui n'est pas attribuable à la Société.

Les produits des activités ordinaires générés par nos activités au Royaume-Uni et dans les dépendances de la Couronne proviennent en grande partie des comptes assortis d'honoraires et des activités de gestion de portefeuille et, par conséquent, sont peu sensibles aux variations des conditions du marché. Les produits des activités ordinaires se sont élevés à 310,5 millions \$ pour l'exercice 2022, en hausse de 33,2 millions \$, ou 12,0 %, par rapport à ceux de l'exercice 2021. Évalués en monnaie locale (livre sterling), les produits des activités ordinaires ont atteint 181,4 millions £ pour l'exercice 2022, en hausse de 20,9 millions £, ou 13,0 %, par rapport à ceux de l'exercice précédent.

Au 31 mars 2022, les ASG au Royaume-Uni et dans les dépendances de la Couronne s'établissaient à 52,8 milliards \$, en hausse de 1,0 % par rapport à 52,3 milliards \$ au 31 mars 2021. Évalués en monnaie locale (livre sterling), les ASG ont augmenté de 6,4 % comparativement à ceux au 31 mars 2021. Les produits tirés des honoraires dans nos activités de gestion de patrimoine au Royaume-Uni et dans les dépendances de la Couronne ont représenté 78,6 % du total des produits des activités ordinaires dans cette région à l'exercice 2022, ce qui représente une hausse de 6,5 points de pourcentage par rapport à ceux de l'exercice précédent.

Puisque cette division tire plus du trois quarts de ses produits à partir d'activités récurrentes qui donnent droit à des honoraires, les produits générés par CGWM UK contribuent à améliorer la stabilité de son rendement global. Les avoirs des clients dans nos produits de gestion de placement internes se chiffrent à plus de 1 milliard \$ et suscitent un intérêt de plus en plus marqué chez les sociétés de fonds intermédiaires nationales et internationales.

La charge de rémunération s'est chiffrée à 162,6 millions \$, en hausse de 13,5 millions \$ par rapport à 149,1 millions \$ à l'exercice 2021. La charge de rémunération totale en pourcentage des produits des activités ordinaires a légèrement diminué de 1,4 point de pourcentage, passant de 53,8 % pour l'exercice 2021 à 52,4 % pour l'exercice 2022.

Pour l'exercice clos le 31 mars 2022, les autres charges indirectes ont augmenté de 1,2 million \$, ou 1,6 %, par rapport à celles de l'exercice précédent. La hausse la plus importante au chapitre des charges indirectes est liée à charge d'intérêts, qui a augmenté de 2,3 millions \$, ou 62,3 %, d'un exercice à l'autre, en raison des coûts d'emprunt additionnels liés à l'emprunt bancaire obtenu dans le cadre de l'acquisition d'Adam & Company. Les frais liés aux locaux et au matériel ont augmenté de 1,7 million \$, ou 45,7 %, en raison de la réorganisation de certains bureaux. La charge d'amortissement a également augmenté de 1,2 million \$, ou 7,3 %, par rapport à celle de l'exercice 2021, en raison de l'amortissement des immobilisations incorporelles en lien avec l'acquisition d'Adam & Company.

Les hausses susmentionnées des charges ont été compensées par une baisse de 1,2 million \$, ou 6,0 %, des frais d'administration, ce qui découle essentiellement de la diminution des honoraires professionnels et de la réduction de la provision liée aux questions juridiques. Les frais de développement ont reculé de 0,8 million \$, ou 12,8 %, comparativement à ceux de l'exercice précédent en raison de la baisse des coûts relatifs aux mesures incitatives liées aux acquisitions antérieures.

Au cours de l'exercice 2022, des frais connexes aux acquisitions de 8,7 millions \$ ont été comptabilisés dans nos activités de gestion de patrimoine au Royaume-Uni en lien avec l'acquisition d'Adam & Company et l'acquisition de Punter Southall Wealth Limited, conclue le 31 mai 2022. Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2021, la Société avait également comptabilisé des frais connexes aux acquisitions de 1,3 million \$ relativement à diverses acquisitions et à une réorganisation.

Le résultat avant impôt sur le résultat s'est établi à 57,8 millions \$, comparativement à 47,3 millions \$ pour l'exercice précédent, ce qui s'explique principalement par l'accroissement des produits des activités ordinaires ainsi que par une légère baisse du ratio de rémunération et des charges indirectes. Compte non tenu des éléments importants¹, le résultat avant impôt sur le résultat s'est établi à 84,8 millions \$, soit une hausse de 19,6 millions \$, ou 30,0 %, par rapport à celui de l'exercice précédent, qui reflète la croissance de l'apport net de nos activités dans cette région.

RENDEMENT FINANCIER – GESTION DE PATRIMOINE CANACCORD GENUITY EN AUSTRALIE¹

(en milliers \$ CA, sauf les ASG qui sont en millions \$ CA, le nombre d'employés, d'experts en placement et de gestionnaires de fonds, et les pourcentages)	Pour les exercices clos les 31 mars			
	2022	2021	Variation entre l'exercice 2022 et l'exercice 2021	
Produits des activités ordinaires	74 633 \$	62 249 \$	12 384 \$	19,9 %
Charges				
Charge de rémunération	51 505	42 084	9 421	22,4 %
Autres charges indirectes	16 024	13 239	2 785	21,0 %
Total des charges	67 529	55 323	12 206	22,1 %
Imputations intersectorielles ²	253	15	238	n. p.
Résultat avant impôt sur le résultat ²	6 851	6 911	(60)	(0,9) %
Participation ne donnant pas le contrôle ⁵	791	715	76	10,6 %
ASG ³	5 352	4 228	1 124	26,6 %
Nombre d'experts en placement et de gestionnaires de fonds	115	110	5	4,5 %
Nombre d'employés	222	204	18	8,8 %
Compte non tenu des éléments importants⁴				
Total des charges	67 055 \$	54 837 \$	12 218 \$	22,3 %
Imputations intersectorielles ²	253	15	238	n. p.
Résultat avant impôt sur le résultat ²	7 325	7 397	(72)	(1,0) %
Participation ne donnant pas le contrôle ⁵	791	726	76	10,6 %

1) Les mesures financières sont conformes aux IFRS, sauf les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14.

2) Le résultat avant impôt sur le résultat tient compte des imputations intersectorielles. Se reporter à la rubrique « Frais intersectoriels imputés » à la page 43.

3) Les ASG représentent la valeur de marché des actifs pour le compte des clients qui sont gérés et administrés par la Société qui en tire des commissions ou des honoraires. Cette mesure comprend les comptes discrétionnaires et non discrétionnaires.

4) Se reporter au tableau « Principales informations financières compte non tenu des éléments importants » à la page 25.

5) La participation ne donnant pas le contrôle représente la tranche du résultat net après impôt de Gestion de patrimoine Canaccord Genuity en Australie qui n'est pas attribuable à la Société.

n. p. : non pertinent (les pourcentages de plus de 300 % sont indiqués comme non pertinents).

Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2022, Gestion de patrimoine Canaccord Genuity en Australie a généré des produits des activités ordinaires de 74,6 millions \$, comparativement à 62,2 millions \$ pour l'exercice 2021. Les ASG s'établissaient à 5,4 milliards \$ au 31 mars 2022, en hausse de 1,1 milliard \$, ou 26,6 %, comparativement à ceux au 31 mars 2021. En outre, des actifs pour le compte des clients¹ totalisant 17,5 milliards \$ sont également détenus en propriété inscrite dans d'autres comptes moins actifs des plateformes de gestion de patrimoine en Australie, comparativement à 15,8 milliards \$ au 31 mars 2021. Les produits tirés des honoraires au titre de nos activités en Australie en pourcentage du total des produits des activités ordinaires ont représenté 27,1 % des produits tirés des activités de gestion de patrimoine pour l'exercice 2022, ce qui représente une hausse de 1,0 point de pourcentage par rapport à l'exercice précédent.

Le total des charges s'est établi à 67,5 millions \$, en hausse de 12,2 millions \$, ou 22,1 %, comparativement à celui de l'exercice clos le 31 mars 2021.

La charge de rémunération s'est établie à 51,5 millions \$ pour l'exercice 2022 comparativement à 42,1 millions \$ pour l'exercice 2021. La charge de rémunération totale en pourcentage des produits des activités ordinaires s'est chiffrée à 69,0 % pour l'exercice clos le 31 mars 2022, soit une hausse de 1,4 point de pourcentage par rapport à celle de l'exercice précédent, attribuable aux coûts de rémunération liés aux nouveaux employés embauchés au cours du quatrième trimestre de 2022.

Les charges indirectes en pourcentage des produits des activités ordinaires ont légèrement augmenté de 0,2 point de pourcentage par rapport à celles de l'exercice précédent. Les hausses les plus importantes au chapitre des autres charges indirectes comprennent une augmentation de 1,1 million \$, ou 34,4 %, des frais d'administration qui ont été engagés en appui à la croissance dans ce secteur, ainsi qu'une augmentation de 2,3 millions \$ des frais de développement en lien avec l'amortissement des paiements incitatifs à l'intention des nouveaux employés et les autres coûts de recrutement.

Le résultat avant impôt sur le résultat est demeuré inchangé, à 6,9 millions \$, comme à l'exercice précédent. Compte non tenu des éléments importants¹, le résultat avant impôt sur le résultat s'est élevé à 7,3 millions \$, soit une baisse de 0,1 million \$ par rapport à celui de l'exercice précédent.

1) Les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14.

NON SECTORIEL ET AUTRES

Aperçu

Le secteur Non sectoriel et autres comprend Pinnacle Correspondent Services, les intérêts, les produits liés au change et les charges qui ne sont pas spécifiquement imputables à Marchés des capitaux Canaccord Genuity ou à Gestion de patrimoine Canaccord Genuity.

Pinnacle Correspondent Services offre des services d'exécution d'ordres, de compensation, de règlement, de garde ainsi que d'autres services de suivi de marché et d'arrière-guichet à des remisiers, à des gestionnaires de portefeuille et à des intermédiaires financiers. Cette unité d'exploitation a été créée en guise de prolongement et d'application de l'investissement de taille que la Société a fait dans son infrastructure de technologie de l'information et d'exploitation.

Ce secteur comprend également les groupes de services d'administration, d'exploitation et de soutien de la Société, qui sont responsables des systèmes de technologie de l'information de guichet et d'arrière-guichet, de la conformité et de la gestion des risques, de l'exploitation, des services juridiques, des finances et des autres fonctions administratives. La Société compte 405 employés dans le secteur Non sectoriel et autres. La plupart des fonctions de soutien administratif de la Société sont établies à Vancouver et à Toronto, au Canada.

Notre groupe de l'exploitation est responsable du traitement des transactions sur titres, dont la compensation et le règlement des transactions sur titres, la gestion de comptes ainsi que la garde des titres des clients. Le service des finances s'occupe de la comptabilité et des contrôles financiers internes et de la présentation de l'information financière et réglementaire externe; quant au service de la conformité, il est responsable de la surveillance de la solvabilité et des comptes de la clientèle conformément à certaines exigences réglementaires de nature juridique et financière. Les activités de gestion des risques et les activités de conformité de la Société incluent des procédures qui permettent de repérer, de contrôler, de mesurer et de surveiller l'exposition au risque de la Société à tout moment.

RENDEMENT FINANCIER – NON SECTORIEL ET AUTRES¹

(en milliers \$ CA, sauf le nombre d'employés et les pourcentages)	Pour les exercices clos les 31 mars			
	2022	2021	Variation entre l'exercice 2022 et l'exercice 2021	
Produits des activités ordinaires	22 521 \$	31 841 \$	(9 320) \$	(29,3) %
Charges				
Charge de rémunération	94 078	99 785	(5 707)	(5,7) %
Autres charges indirectes	21 048	26 603	(5 555)	(20,9) %
Variation de la juste valeur du passif dérivé	8 519	—	8 519	n. p.
Coûts liés au rachat des débetures convertibles ³	5 932	4 354	1 578	36,2 %
Quote-part de la perte d'une entreprise associée	192	922	(730)	(79,2) %
Total des charges	129 769	131 664	(1 895)	(1,4) %
Imputations intersectorielles ²	(42 677)	(35 551)	(7 126)	(20,0) %
Perte avant impôt sur le résultat ²	(64 571)	(64 272)	(299)	(0,5) %
Nombre d'employés	405	362	43	11,9 %
Compte non tenu des éléments importants⁴				
Produits des activités ordinaires	17 121 \$	17 641 \$	(520) \$	(2,9) %
Total des charges	115 318	127 310	(11 992)	(9,4) %
Imputations intersectorielles ²	(42 677)	(35 551)	(7 126)	(20,0) %
Résultat avant impôt sur le résultat ²	(55 520)	(74 118)	18 598	25,1 %

1) Les mesures financières sont conformes aux IFRS, sauf les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants et le nombre d'employés. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14.

2) La perte avant impôt sur le résultat tient compte des imputations intersectorielles. Se reporter à la rubrique « Frais intersectoriels imputés » à la page 43.

3) Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2022, la Société a conclu une convention de crédit pour une facilité d'emprunt à terme garanti assorti d'un privilège de premier rang (« facilité d'emprunt ») pour financer une partie du rachat des débetures convertibles, lequel a été conclu le 8 avril 2022. Les coûts de transaction engagés à l'égard de la facilité d'emprunt sont comptabilisés selon la méthode du coût amorti et inclus dans le taux d'intérêt effectif de la facilité d'emprunt. Les intérêts liés à cette facilité d'emprunt sont inclus dans les coûts liés au rachat des débetures convertibles pour l'exercice clos le 31 mars 2022. Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2021, la Société avait comptabilisé un montant de 4,2 millions \$ au titre de la perte et autres coûts liés à l'extinction des débetures convertibles.

4) Se reporter au tableau « Principales informations financières compte non tenu des éléments importants » à la page 25.

n. p. : non pertinent (les pourcentages de plus de 300 % sont indiqués comme non pertinents).

Les produits des activités ordinaires de ce secteur se sont établis à 22,5 millions \$ pour l'exercice 2022, en baisse de 9,3 millions \$, ou 29,3 %, par rapport à ceux de l'exercice 2021. Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2022, un ajustement de la juste valeur de 5,4 millions \$ a été comptabilisé à l'égard de certains titres négociables non liquides ou temporairement inaccessibles. Cet ajustement est exclu de l'information de gestion, étant donné qu'il n'est pas pris en compte par la direction dans l'évaluation de la performance opérationnelle, ainsi que du calcul qui vise à déterminer le résultat net compte non tenu des éléments importants¹. Toute variation future de la juste valeur latente des titres négociables, comme elle est déterminée selon les normes comptables applicables, pourrait s'avérer importante et sera comptabilisée dans les comptes de résultat consolidés.

1) Les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14.

Le total des charges de ce secteur s'est établi à 129,8 millions \$ pour l'exercice clos le 31 mars 2022, soit une baisse de 1,9 million \$, ou 1,4 %, comparativement à celui de l'exercice précédent. L'élément ayant le plus contribué à cette baisse est le recul de 9,7 millions \$ de la charge d'intérêts par suite du rachat des débetures convertibles subordonnées de premier rang non garanties portant intérêt à 6,25 % (« débetures convertibles »), le 9 avril 2021. Les coûts de rémunération ont également diminué de 5,7 millions \$, ou 5,7 %, ce qui est en partie lié à la baisse de l'ajustement de la juste valeur du régime d'UALR de la Société. Les frais de développement ont baissé de 3,7 millions \$ du fait de l'amortissement accéléré de certaines immobilisations incorporelles liées à la technologie qui avait été comptabilisé au cours de l'exercice précédent. Ces baisses ont été contrebalancées par une hausse des frais d'administration de 3,4 millions \$, ou 24,8 %, liée à l'augmentation des honoraires professionnels et des frais de promotion et de déplacement engagés en appui à la croissance de nos activités.

Comme il a été expliqué précédemment dans le présent rapport de gestion, pour financer une partie du rachat des débetures convertibles, la Société a conclu une facilité d'emprunt de 69,0 millions £. Les coûts de transaction engagés à l'égard de la facilité d'emprunt sont comptabilisés selon la méthode du coût amorti et inclus dans le taux d'intérêt effectif de la facilité d'emprunt. Les intérêts liés à cette facilité d'emprunt sont inclus dans les coûts liés au rachat des débetures convertibles de 5,9 millions \$ pour l'exercice clos le 31 mars 2022. Au cours de l'exercice 2021, la Société avait comptabilisé un montant de 4,4 millions \$ au titre de la perte et autres coûts liés à l'extinction des débetures convertibles.

Les actions privilégiées convertibles émises à certains investisseurs institutionnels et les actions préférentielles émises à des dirigeants et à des employés de CGWM UK sont traitées comme un instrument hybride qui comporte une composante capitaux propres, représentant les dividendes discrétionnaires et la priorité en cas de liquidation, et une composante passif qui reflète un dérivé visant à régler l'instrument en contrepartie de l'équivalent économique d'un nombre variable d'actions ordinaires de CGWM UK. Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2022, un ajustement de la juste valeur de 8,5 millions \$ a été comptabilisé en lien avec le passif dérivé.

La perte avant impôt sur le résultat s'est chiffrée à 64,6 millions \$ pour l'exercice 2022, par rapport à une perte avant impôt sur le résultat de 64,3 millions \$ pour l'exercice précédent. Compte non tenu des éléments importants¹, la perte avant impôt sur le résultat s'est chiffrée à 55,5 millions \$ pour l'exercice clos le 31 mars 2022, par rapport à une perte avant impôt sur le résultat de 74,1 millions \$ pour l'exercice précédent.

FRAIS INTERSECTORIELS IMPUTÉS

Le secteur Non sectoriel et autres comprend certains frais de services de soutien et d'autres frais qui ont été engagés pour soutenir les activités de Marchés des capitaux Canaccord Genuity et de Gestion de patrimoine Canaccord Genuity au Canada. Certains frais de négociation, de compensation et de règlement sont inclus dans les frais de négociation de l'unité d'exploitation applicable et comme recouvrement des frais de négociation dans le secteur Non sectoriel et autres. En outre, certaines charges indirectes sont facturées à Gestion de patrimoine Canaccord Genuity au Royaume-Uni et dans les dépendances de la Couronne par Marchés des capitaux Canaccord Genuity au Royaume-Uni et en Europe et sont incluses dans les frais intersectoriels imputés pour ces unités d'exploitation.

1) Les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14.

Situation financière

Certains postes du bilan pour les cinq derniers exercices sont présentés ci-dessous.

(en milliers \$ CA)	Données de l'état de la situation financière aux 31 mars				
	2022	2021	2020	2019	2018
Actifs					
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1 788 261 \$	1 883 292 \$	997 111 \$	820 739 \$	862 838 \$
Titres détenus	1 051 229	1 041 583	931 467	690 499	469 217
Créances clients	3 438 655	3 973 442	3 275 841	2 656 664	2 215 837
Impôt sur le résultat à recevoir	1 967	738	5 603	2 502	1 170
Actifs d'impôt différé	98 224	81 229	39 487	22 117	19 941
Placements	22 928	12 193	10 105	6 224	2 035
Matériel et aménagements des locaux loués	34 643	23 070	24 860	25 792	30 967
Goodwill et autres immobilisations incorporelles	697 272	531 038	565 587	524 757	418 731
Actif au titre de droits d'utilisation	117 066	85 216	106 134	—	—
Total de l'actif	7 250 245 \$	7 631 801 \$	5 956 195 \$	4 749 294 \$	4 020 736 \$
Passif et capitaux propres					
Dette bancaire	— \$	— \$	— \$	9 639 \$	— \$
Titres vendus à découvert	567 290	889 607	875 017	373 419	301 006
Dettes fournisseurs, charges à payer et provisions	4 853 894	5 170 957	3 680 186	3 141 977	2 647 382
Impôt sur le résultat à payer	15 952	56 285	11 721	5 415	7 851
Tranche à court terme de l'emprunt bancaire	6 574	12 119	7 042	9 294	9 679
Tranche à court terme des obligations locatives	23 928	24 311	23 417	—	—
Tranche à court terme de la contrepartie éventuelle	10 618	17 706	57 859	—	—
Billet payable	—	—	—	5 832	—
Obligations locatives	101 620	70 591	88 922	—	—
Autres passifs	75 758	19 577	58 340	132 285	59 841
Emprunt bancaire	145 467	66 200	79 192	50 370	61 758
Passifs d'impôt différé	24 875	13 552	9 903	7 978	13 715
Dette subordonnée	7 500	7 500	7 500	7 500	7 500
Déventures convertibles	—	168 112	128 322	127 225	57 081
Capitaux propres	1 178 069	1 107 094	928 618	876 363	841 352
Participations ne donnant pas le contrôle	238 700	8 190	156	1 997	13 571
Total du passif et des capitaux propres	7 250 245 \$	7 631 801 \$	5 956 195 \$	4 749 294 \$	4 020 736 \$

ACTIFS

La trésorerie et les équivalents de trésorerie étaient de 1,8 milliard \$ au 31 mars 2022, contre 1,9 milliard \$ au 31 mars 2021. Pour plus de renseignements, se reporter à la section « Situation de trésorerie et sources de financement ».

Les titres détenus s'établissaient 1,1 milliard \$ au 31 mars 2022, en hausse de 9,6 millions \$ par rapport à ceux de l'exercice précédent, ce qui découle d'un accroissement au titre des actions et des déventures convertibles.

Les créances clients se chiffraient à 3,4 milliards \$ au 31 mars 2022, en comparaison de 4,0 milliards \$ au 31 mars 2021, ce qui s'explique surtout par une augmentation des montants à recevoir des courtiers en valeurs mobilières.

Au 31 mars 2022, le goodwill atteignait 510,3 millions \$ et les immobilisations incorporelles, 187,0 millions \$. Au 31 mars 2021, le goodwill était de 380,1 millions \$ et les immobilisations incorporelles, de 150,9 millions \$. Ces montants représentent le goodwill et les immobilisations incorporelles acquis dans le cadre des acquisitions de Marchés des capitaux Genuity, de Collins Stewart Hawkpoint plc (CSHP), d'Eden Financial Ltd., de Hargreave Hale, de Jitneytrade, de McCarthy Taylor, de Petsky Prunier, de Patersons, d'Adam & Company et de Sawaya.

Les actifs au titre de droits d'utilisation se chiffraient à 117,1 millions \$, comparativement à 85,2 millions \$ au 31 mars 2021, principalement en lien avec les nouveaux bureaux dans nos activités au Canada et en Australie, ce qui a été en partie contrebalancé par la charge d'amortissement comptabilisée au cours de l'exercice.

Les autres actifs, composés de l'impôt sur le résultat à recevoir, des actifs d'impôt différé, du matériel et des aménagements des locaux loués et des placements, atteignaient 157,8 millions \$ au 31 mars 2022, comparativement à 117,2 millions \$ au 31 mars 2021, principalement en raison d'une hausse des actifs d'impôt différé et des placements.

PASSIF ET CAPITAUX PROPRES

Les titres vendus à découvert étaient de 567,3 millions \$ au 31 mars 2022, contre 889,6 millions \$ au 31 mars 2021, en raison surtout d'une augmentation des positions vendeur sur les titres de créance de sociétés et de gouvernements.

Les dettes fournisseurs et charges à payer, y compris les provisions, s'établissaient à 4,9 milliards \$, en baisse de 0,3 milliard \$ par rapport à ceux au 31 mars 2021, ce qui est principalement attribuable à une diminution des sommes dues aux courtiers en valeurs mobilières.

L'impôt sur le résultat à payer a diminué de 40,3 millions \$ pour s'établir à 16,0 millions \$ au 31 mars 2022, en raison des acomptes provisionnels versés au cours de l'exercice.

Les obligations locatives s'élevaient à 125,5 millions \$ au 31 mars 2022, comparativement à 94,9 millions \$ au 31 mars 2021, la variation étant principalement liée aux nouveaux bureaux dans nos activités au Canada et en Australie.

Comme il a été expliqué précédemment dans le présent rapport de gestion, le 29 juillet 2021, des actions privilégiées convertibles d'un montant de 125,0 millions £ (218,0 millions \$ CA) ont été émises par la filiale de la Société, CGWM UK.

Les actions privilégiées convertibles et les actions préférentielles émises à des dirigeants et à des employés de CGWM UK ont été traitées comme un instrument hybride qui comporte une composante capitaux propres, représentant les dividendes discrétionnaires et la priorité en cas de liquidation, et une composante passif reflétant un dérivé visant à régler l'instrument, en remettant l'équivalent économique d'un nombre variable d'actions ordinaires de CGWM UK. La composante capitaux propres des actions privilégiées convertibles et des actions préférentielles était présentée dans les capitaux propres et la composante passif dérivé de 25,0 millions £ (41,1 millions \$ CA), dans les autres passifs à l'état de la situation financière au 31 mars 2022.

Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2022, la Société a payé la tranche restante de la contrepartie éventuelle en lien avec l'acquisition de Petsky Prunier (29,2 millions \$ au 31 mars 2021) et la contrepartie différée en lien avec l'acquisition de Hargreave Hale (8,1 millions \$ au 31 mars 2021). Dans le cadre de l'acquisition de Sawaya, une contrepartie éventuelle de 42,5 millions \$ a été comptabilisée dans les autres passifs et une contrepartie différée de 11,4 millions \$, dans les capitaux propres à l'état de la situation financière consolidé résumé au 31 mars 2022.

Une filiale de la Société a obtenu une facilité de crédit de premier rang pour financer une partie de la contrepartie au comptant pour les acquisitions de Hargreave Hale, de Thomas Miller et d'Adam & Company. L'emprunt est remboursable par versements de capital et d'intérêts et vient à échéance en septembre 2024. L'emprunt était assorti d'un taux d'intérêt annuel de 3,375 % au 31 mars 2022 (taux annuel de 2,1288 % au 31 mars 2021).

Compte non tenu de l'emprunt bancaire lié à l'acquisition de Hargreave Hale, de Thomas Miller et d'Adam & Company décrit précédemment, les filiales de la Société disposent également d'autres facilités de crédit auprès de banques au Canada et au Royaume-Uni pour un total de 657,0 millions \$ (637,1 millions \$ au 31 mars 2021). Ces facilités de crédit, constituées d'emprunts remboursables à vue, de lettres de crédit et de facilités de découvert d'un jour, sont garanties par des titres non réglés de clients ou des titres détenus par la Société. Au 31 mars 2022, la Société avait un solde impayé sur sa dette bancaire de néant (néant au 31 mars 2021).

Les participations ne donnant pas le contrôle se chiffraient à 238,7 millions \$ au 31 mars 2022, en comparaison de 8,2 millions \$ au 31 mars 2021, ce qui représente une hausse de 230,5 millions \$ liée à la composante capitaux propres des actions privilégiées convertibles émises par CGWM UK. Les participations ne donnant pas le contrôle représentent également 32,7 % de l'actif net des activités en Australie (15 % au 31 mars 2021).

Arrangements hors bilan

Une filiale de la Société a fourni des lettres de crédit de soutien garanties irrévocables d'une institution financière totalisant 3,7 millions \$ (2,9 millions \$ US) (3,3 millions \$ (2,3 millions \$ US) au 31 mars 2021) à titre de garantie de location pour ses locaux loués à New York.

Dette bancaire et autres facilités de crédit

La Société contracte des emprunts à vue ou des positions à découvert surtout pour faciliter le processus de règlement des titres pour ses propres transactions sur titres et pour celles des clients. La dette bancaire est garantie par des titres non réglés des clients ou des titres détenus par la Société. Aux 31 mars 2022 et 2021, la Société avait un solde impayé sur sa dette bancaire de néant.

Dans le cours normal des activités, la Société conclut des contrats qui donnent lieu à des engagements à l'égard de paiements minimaux futurs qui ont une influence sur sa situation de trésorerie.

Le tableau qui suit résume les obligations contractuelles à long terme de Groupe Canaccord Genuity au 31 mars 2022 :

(en milliers \$ CA)	Total	Exercice 2023	Exercice 2024 – Exercice 2025	Exercice 2026 – Exercice 2027	Par la suite
Contrats de location simple relatifs aux locaux et au matériel	156 805	30 351	54 651	26 882	44 921
Emprunt bancaire ¹	167 171	11 810	155 361	—	—
Total des obligations contractuelles	323 976	42 161	210 012	26 882	44 921

¹ L'emprunt bancaire a été obtenu pour financer une partie de la contrepartie au comptant liée aux acquisitions de Hargreave Hale, de Thomas Miller et d'Adam & Company. L'emprunt bancaire porte intérêt au taux annuel de 3,375 % (taux annuel de 2,6584 % au 31 mars 2021), est remboursable en versements comprenant le capital et les intérêts, et vient à échéance en septembre 2024.

Situation de trésorerie et sources de financement

La structure du capital de la Société englobe la composante capitaux propres des débetures convertibles, les actions privilégiées, les actions ordinaires, le surplus d'apport, les résultats non distribués et le cumul des autres éléments du résultat global. Au 31 mars 2022, la trésorerie et les équivalents de trésorerie étaient de 1,8 milliard \$, en baisse de 95,0 millions \$ par rapport à 1,9 milliard \$ au 31 mars 2021. Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2022, des flux de trésorerie de 142,9 millions \$ ont été affectés aux activités de financement, pour le rachat des débetures convertibles (168,1 millions \$), le versement de dividendes sur les actions ordinaires et privilégiées (40,3 millions \$), le versement de dividendes sur les actions privilégiées convertibles (7,1 millions \$) et les paiements de loyers (29,5 millions \$). Ces montants ont été partiellement compensés par les entrées de trésorerie nettes de 80,0 millions \$ provenant des emprunts bancaires. Des flux de trésorerie de 202,0 millions \$ ont été affectés aux activités d'investissement, notamment pour les acquisitions d'Adam & Company et Sawaya Partners (respectivement 93,3 millions \$ et 45,5 millions \$), l'achat de placements (14,2 millions \$), l'achat de matériel et les aménagements des locaux loués (12,1 millions \$), ainsi que le paiement de contrepartie différée et de contrepartie éventuelle (32,9 millions \$). Les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation ont totalisé 263,3 millions \$, en lien principalement avec le résultat d'exploitation en espèces. La conversion des monnaies a également entraîné une sortie de trésorerie de 13,4 millions \$.

Les activités de la Société nécessitent des capitaux aux fins des activités d'exploitation et de la réglementation. Les actifs courants figurant aux états de la situation financière consolidés audités de la Société sont, en majeure partie, très liquides. La plupart des positions liées aux titres détenus sont facilement négociables, et toutes ces positions sont comptabilisées à leur juste valeur. Les titres vendus à découvert sont des titres hautement liquides. La juste valeur de ces titres fluctue chaque jour, car des facteurs comme des changements dans les conditions du marché, la conjoncture économique et les perspectives des investisseurs influent sur les prix du marché. Les créances clients sont garanties par des titres facilement négociables et font l'objet d'un examen quotidien pour déceler toute baisse de valeur et déterminer leur recouvrabilité. Les montants à recevoir des courtiers et à payer à ceux-ci ont trait à des transactions ouvertes à court terme qui se règlent généralement dans le cycle normal de règlement de deux jours, à des titres garantis qui sont empruntés ou prêtés dans le cadre de transactions qui peuvent être conclues à vue en quelques jours, et à des soldes pour le compte des remisiers qui représentent les soldes nets liés à leurs comptes clients.

Actions privilégiées

ACTIONS PRIVILÉGIÉES DE SÉRIE A

Au cours de l'exercice 2012, la Société a émis 4 540 000 actions privilégiées de premier rang de série A à taux ajustable aux cinq ans et à dividendes cumulatifs (« actions privilégiées de série A ») à un prix d'achat de 25,00 \$ par action, pour un produit brut de 113,5 millions \$. Le montant net total comptabilisé après déduction des frais d'émission, net de l'impôt différé de 1,0 million \$, s'est élevé à 110,8 millions \$.

Le 1^{er} septembre 2021, la Société a annoncé le rajustement du taux de dividende de ses actions privilégiées de série A. Les dividendes en espèces cumulatifs trimestriels, lorsque la Société en a déclarés, ont été payés à un taux annuel de 3,885 % pour la période de cinq ans close le 30 septembre 2021. Depuis le 1^{er} octobre 2021 et pour une période prenant fin le 30 septembre 2026, inclusivement, les dividendes cumulatifs trimestriels, si la Société en déclare, seront payés à un taux annuel de 4,028 %. Le taux sera rajusté tous les cinq ans pour qu'il corresponde au taux des obligations du gouvernement du Canada à cinq ans, majoré de 3,21 %.

Le 30 septembre 2021, les porteurs d'actions privilégiées de série A avaient le droit de convertir une partie ou la totalité de leurs actions en un nombre équivalent d'actions privilégiées de premier rang de série B à taux variable et à dividendes cumulatifs (« actions privilégiées de série B »), sous réserve de certaines conditions, et ils pourront se prévaloir de ce droit le 30 septembre tous les cinq ans par la suite. Au 30 septembre 2021, date limite de la conversion, le nombre d'actions déposées aux fins de conversion était inférieur au nombre minimal requis pour procéder à la conversion et, par conséquent, aucune action privilégiée de série B n'a été émise. Les actions privilégiées de série B donnent à leurs porteurs le droit de recevoir des dividendes préférentiels cumulatifs à taux variable payables trimestriellement, si la Société en déclare, à un taux équivalent au taux des bons du Trésor du gouvernement du Canada à trois mois, majoré de 3,21 %.

Le 30 septembre 2021, la Société avait l'option de racheter les actions privilégiées de série A, en tout ou en partie, à 25,00 \$ l'action avec tous les dividendes déclarés et non payés, et elle peut exercer cette option le 30 septembre tous les cinq ans par la suite.

ACTIONS PRIVILÉGIÉES DE SÉRIE C

Au cours de l'exercice 2013, la Société a émis 4 000 000 d'actions privilégiées de premier rang de série C à taux ajustable aux cinq ans et à dividendes cumulatifs (« actions privilégiées de série C ») à un prix d'achat de 25,00 \$ par action, pour un produit brut de 100,0 millions \$. Le montant net total comptabilisé après déduction des frais d'émission, net de l'impôt différé de 1,0 million \$, s'est élevé à 97,5 millions \$.

Le 1^{er} juin 2022, la Société a annoncé le rajustement du taux de dividende de ses actions privilégiées de série C. Les dividendes en espèces cumulatifs trimestriels, lorsque la Société en a déclarés, sont payés à un taux annuel de 4,993 % pour la période de cinq ans close le 30 juin 2022 inclusivement. À compter du 1^{er} juillet 2022 et pour une période prenant fin le 30 juin 2027, inclusivement, les dividendes cumulatifs trimestriels, si la Société en déclare, seront payés à un taux annuel de 6,837 % sur toute action privilégiée de série C en circulation. Le taux sera rajusté tous les cinq ans pour qu'il corresponde au taux des obligations du gouvernement du Canada à cinq ans, majoré de 4,03 %.

Le 30 juin 2022, les porteurs d'actions privilégiées de série C ont le droit de convertir une partie ou la totalité de leurs actions en un nombre équivalent d'actions privilégiées de premier rang de série D à taux variable et à dividendes cumulatifs (« actions privilégiées de série D »), sous réserve de certaines conditions, et ils pourront se prévaloir de ce droit le 30 juin tous les cinq ans par la suite. Les actions

privilégiées de série C seront converties en actions privilégiées de série D seulement si le nombre minimal requis pour procéder à la conversion des actions privilégiées de série C en actions privilégiées de série D est atteint avant la date limite du choix. Les actions privilégiées de série D donnent à leurs porteurs le droit de recevoir des dividendes préférentiels cumulatifs à taux variable payables trimestriellement, si la Société en déclare, à un taux équivalant au taux des bons du Trésor du gouvernement du Canada à trois mois, majoré de 4,03 %.

Le 24 mai 2022, la Société a annoncé qu'elle n'avait pas l'intention d'exercer son option de racheter les actions privilégiées de série C le 30 juin 2022. La Société a l'option de racheter, le 30 juin tous les cinq ans par la suite, les actions privilégiées de série C, en tout ou en partie, à 25,00 \$ l'action avec tous les dividendes déclarés et non payés.

DÉBENTURES CONVERTIBLES

Le 9 avril 2021, la Société a réalisé le rachat de ses débetures convertibles subordonnées de premier rang non garanties portant intérêt à 6,25 %, pour un prix de rachat de 168,1 millions \$.

Données sur les actions en circulation

	Actions en circulation aux 31 mars	
	2022	2021
Actions privilégiées		
Actions de série A émises et en circulation	4 540 000	4 540 000
Actions de série C émises et en circulation	4 000 000	4 000 000
Actions ordinaires		
Nombre d'actions émises compte non tenu des actions dont les droits ne sont pas acquis ¹	88 057 175	95 791 083
Nombre d'actions émises et en circulation ²	99 697 799	108 191 331
Nombre d'actions émises et en circulation – après dilution ³	104 500 074	112 567 757
Nombre moyen d'actions en circulation – de base	94 871 398	96 658 863
Nombre moyen d'actions en circulation – après dilution ⁴	109 434 474	108 618 446

- 1) Exclut 122 355 actions en circulation dont les droits ne sont pas acquis relativement aux prêts destinés à l'achat d'actions pour les programmes de recrutement et de maintien en poste, 11 023 169 actions dont les droits ne sont pas acquis achetées par des fiduciaires pour les avantages du personnel dans le cadre du RILT et 495 100 actions visées par l'engagement de rachat dans le cadre de l'OPRCNA.
- 2) Inclut 122 355 actions dont les droits ne sont pas acquis relativement aux prêts destinés à l'achat d'actions pour les programmes de recrutement et de maintien en poste, 11 023 169 actions dont les droits ne sont pas acquis achetées par des fiduciaires pour les avantages du personnel dans le cadre du RILT et 495 100 actions visées par l'engagement de rachat dans le cadre de l'OPRCNA.
- 3) Inclut des engagements à l'égard de l'émission de 4 802 275 actions, nets des renoncations.
- 4) S'entend du nombre d'actions diluées utilisé pour calculer le RPA après dilution.

Dans le cadre d'une offre publique de rachat importante qui a commencé le 22 décembre 2021 et expiré le 27 janvier 2022, la Société a déposé une offre (l'« offre ») pour racheter aux fins d'annulation un montant maximal de 100,0 millions \$ de ses actions ordinaires. L'offre faite au moyen d'une vente aux enchères au rabais modifiée permettait aux actionnaires qui choisissaient d'y participer de sélectionner, dans une fourchette de prix d'au moins 15,50 \$ et d'au plus 16,50 \$ par action ordinaire (par tranche de 0,10 \$ par action ordinaire), le prix auquel ils étaient disposés à vendre leurs actions ordinaires. À l'expiration de l'offre, la Société a déterminé que le prix de 15,50 \$ était le prix de rachat le plus bas lui permettant de racheter le nombre maximal d'actions ordinaires valablement déposées, et dont le dépôt n'a pas été dûment révoqué, pour un prix de rachat global d'environ 100,0 millions \$. Par conséquent, la Société a racheté aux fins d'annulation 6 451 612 de ses actions ordinaires au prix de 15,50 \$ par action. Le solde des actions ordinaires est réduit du nombre d'actions qui ont été rachetées selon la valeur moyenne pondérée de l'action, et l'excédent est comptabilisé en réduction du surplus d'apport et des résultats non distribués.

Le 18 août 2021, la Société a déposé un avis de renouvellement de son offre publique de rachat dans le cours normal des activités (« OPRCNA ») qui lui permet de racheter, du 21 août 2021 au 20 août 2022, jusqu'à 5 342 990 de ses actions ordinaires par l'intermédiaire de la Bourse de Toronto et de systèmes de négociation parallèles, conformément aux exigences de la Bourse de Toronto. Cette démarche vise à permettre à la Société de racheter de ses actions ordinaires à des fins d'annulation. À la date de l'avis, le nombre maximal d'actions pouvant être rachetées dans le cadre de l'OPRCNA actuelle représentait 5,0 % des actions ordinaires en circulation de la Société. Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2022, 3 401 116 actions ont été rachetées dans le cadre de l'OPRCNA, desquelles 83 300 actions n'avaient pas été annulées au 31 mars 2022. De plus, 70 000 actions qui avaient également été rachetées dans le cadre de l'OPRCNA au cours de l'exercice clos le 31 mars 2021 ont été annulées au cours de l'exercice 2022.

La Société a conclu un plan déterminé à l'avance avec un courtier désigné lui permettant de racheter des actions ordinaires dans le cadre de cette OPRCNA. Le courtier de la Société peut racheter les actions ordinaires conformément au plan n'importe quel jour de négociation dans le cadre de l'OPRCNA, y compris à tout moment pendant les périodes d'interdiction d'opérations internes de la Société. Le plan a été passé en revue par la Bourse de Toronto et prendra fin lorsque la Société y mettra fin selon ses conditions ou à la date d'expiration de l'OPRCNA, selon la première des deux éventualités.

La possibilité d'effectuer des rachats aux termes de l'OPRCNA actuelle a commencé le 21 août 2021 et se poursuivra pendant un an (jusqu'au 20 août 2022) à l'appréciation de la Société. La contrepartie maximale sera le cours du marché des titres au moment de l'acquisition. Afin de se conformer aux règles de négociation de la Bourse de Toronto, les rachats quotidiens sont limités à 105 393 actions ordinaires de la Société (ce qui correspond à 25 % du volume de négociation quotidien moyen d'actions ordinaires de la Société à la Bourse de Toronto au cours de la période de six mois civile allant de février 2021 à juillet 2021 (25 % du volume de négociation quotidien moyen de 421 574 actions ordinaires)). Au cours de la période visée par l'offre publique de rachat importante décrite précédemment, aucune action ordinaire n'a été rachetée dans le cadre de l'OPRCNA.

Au 31 mai 2022, 99 194 132 actions ordinaires de la Société étaient émises et en circulation.

ÉMISSION ET ANNULATION D' ACTIONS ORDINAIRES

Solde au 31 mars 2021	108 191 331
Actions émises en lien avec le règlement de la contrepartie différée de Petsy Prunier	736 850
Actions émises en lien avec l'exercice des options sur actions liées au rendement	609 046
Actions rachetées et annulées dans le cadre de l'offre publique de rachat importante	(6 451 612)
Actions rachetées et annulées dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités	(3 387 816)
Solde au 31 mars 2022	99 697 799

Régimes de paiements fondés sur des actions

RÉGIME D'INTÉRESSEMENT À LONG TERME

En vertu du régime d'intéressement à long terme (« RILT »), des unités d'actions temporairement inaccessibles (« UATI »), dont les droits sont généralement acquis sur trois ans sont attribuées aux participants admissibles. Pour les employés du Canada, des États-Unis, des îles de la Manche, de l'Australie et du Royaume-Uni, des fiducies pour les avantages du personnel (« fiducies ») ont été constituées. La Société ou certaines de ses filiales, selon le cas, versent dans les fiducies des fonds que les fiduciaires utiliseront pour acheter sur le marché libre des actions ordinaires qu'ils détiendront en fiducie jusqu'à l'acquisition des droits rattachés aux UATI.

UNITÉS D' ACTIONS DIFFÉRÉES DES ADMINISTRATEURS INDÉPENDANTS

À compter du 1^{er} avril 2011, la Société a adopté un régime d'unités d'actions différées (« UAD ») pour ses administrateurs indépendants. Depuis le 7 août 2020, la moitié des honoraires annuels des administrateurs indépendants a été versée sous forme d'UAD. Les administrateurs peuvent décider tous les ans de recevoir une plus grande partie de leur rémunération sous forme d'UAD. Lorsqu'un administrateur quitte le conseil d'administration, les UAD en cours sont payées en trésorerie, le montant équivalant au nombre d'UAD détenues étant multiplié par le cours moyen pondéré des actions ordinaires de la Société pour les dix jours de Bourse précédant immédiatement une date d'évaluation choisie à l'avance par l'administrateur sortant qui peut tomber à tout moment entre la date de départ de l'administrateur et le 1^{er} décembre de l'année civile suivante. En vertu du régime, les administrateurs n'ont pas le droit de recevoir d'actions ordinaires de la Société et en aucun cas les UAD ne confèrent au titulaire les droits ou privilèges d'un porteur d'actions ordinaires.

UNITÉS D' ACTIONS DIFFÉRÉES DES MEMBRES DE LA DIRECTION

Le 1^{er} juin 2021, la Société a adopté un régime d'unités d'actions différées (« UAD ») pour certains membres clés de la haute direction. Toutes les attributions octroyées en vertu du régime d'UAD seront réglées en espèces au moment du départ à la retraite de l'employé, après trois ans à compter de la date de l'attribution dans le cas d'un « départ en bons termes » ou au décès. Les UAD sont réglées en espèces un an après que les participants ont quitté la Société selon certaines conditions du régime.

UNITÉS D' ACTIONS LIÉES AU RENDEMENT

La Société a adopté un régime d'unités d'actions liées au rendement (« UALR ») pour certains membres de la haute direction. Les UALR sont des instruments notionnels de capitaux propres liés à la valeur des actions ordinaires de la Société. À la fin d'une période d'acquisition des droits de trois ans, le nombre d'UALR dont les droits sont acquis correspond à un multiple du nombre d'UALR initialement attribuées qui se situe dans une fourchette de 0x à 2x selon l'atteinte de certaines cibles prédéterminées pour chaque attribution annuelle. Les droits rattachés aux UALR sont acquis en bloc à la date du troisième anniversaire de l'attribution. Le nombre d'UALR dont les droits sont acquis est également ajusté en fonction des dividendes versés au cours de la période d'acquisition des droits. Les UALR sont réglées en trésorerie, en fonction du cours de marché des actions de la Société au moment de l'acquisition des droits.

Les UALR sont évaluées à la juste valeur à la date d'attribution. Les variations de la valeur des UALR à chaque période de présentation de l'information financière sont amorties sur la période d'acquisition des droits résiduelle et comptabilisées dans la charge de rémunération au compte de résultat. Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2021, le régime d'UALR a été modifié pour y ajouter certaines conditions d'acquisition des droits liées à l'emploi entraînant une variation de la charge périodique comptabilisée au cours de la période d'acquisition des droits.

OPTIONS SUR ACTIONS LIÉES AU RENDEMENT

La Société a adopté un régime d'options sur actions liées au rendement pour certains membres de la haute direction. Les options sur actions liées au rendement ont une durée de cinq ans et les droits à ces options seront acquis au fil du temps au prorata sur une période de quatre ans (les droits d'un tiers des options étant acquis aux deuxième, troisième et quatrième anniversaires de l'attribution). Les options sur actions liées au rendement seront également assujetties aux conditions d'acquisition liées au rendement sur le marché (cours de l'action), et seront assorties d'un plafond sur les paiements égal à quatre fois le prix d'exercice (c'est-à-dire que le profit à l'exercice des options est limité à trois fois le prix d'exercice).

AUTRE PROGRAMME DE MAINTIEN EN FONCTION ET RÉGIME D'INTÉRESSEMENT

D'autres programmes de maintien en fonction et régimes d'intéressement ont été offerts à certains employés, y compris le régime d'actionariat des employés, dont le coût total n'était pas important.

Transactions avec des parties liées

Les parties liées à la Société comprennent les personnes ou entités suivantes : a) les entités contrôlées ou sous influence notable de la Société, et b) les principaux dirigeants, dont les administrateurs de la Société, et les membres de la direction qui participent aux décisions d'ordre stratégique de la Société.

Les filiales agissant à titre de contrepartistes et les sociétés de portefeuille intermédiaires de la Société figurent dans le tableau qui suit :

	Pays de constitution en société	Participation en %	
		31 mars 2022	31 mars 2021
Corporation Canaccord Genuity	Canada	100 %	100 %
CG Investments Inc.	Canada	100 %	100 %
CG Investments Inc. III	Canada	100 %	100 %
CG Investments Inc. IV	Canada	100 %	100 %
CG Investments Inc. V	Canada	100 %	100 %
CG Investments Inc. VI	Canada	100 %	100 %
CG G Sponsors Inc. I	Canada	100 %	100 %
Jitneytrade Inc.	Canada	100 %	100 %
Finlogik Inc.	Canada	100 %	100 %
Finlogik Tunisie SARL	Tunisie	75 %	75 %
Canaccord Genuity SAS	France	100 %	100 %
Canaccord Genuity Wealth (International) Limited*	Guernesey	96,7 %	100 %
Canaccord Genuity Financial Planning Limited*	Royaume-Uni	96,7 %	100 %
Canaccord Genuity Wealth Limited*	Royaume-Uni	96,7 %	100 %
Canaccord Genuity Wealth Group Limited*	Royaume-Uni	96,7 %	100 %
Canaccord Genuity Wealth (International) Holdings Limited*	Guernesey	96,7 %	100 %
Hargreave Hale Limited*	Royaume-Uni	96,7 %	100 %
CG Wealth Planning Limited*	Royaume-Uni	96,7 %	100 %
Adam & Company Investment Management Limited*	Royaume-Uni	96,7 %	100 %
Canaccord Genuity Limited	Royaume-Uni	100 %	100 %
Canaccord Genuity Wealth Group Holdings Ltd.	Canada	100 %	100 %
Canaccord Genuity LLC	États-Unis	100 %	100 %
Canaccord Genuity Wealth Management (USA) Inc.	États-Unis	100 %	100 %
Canaccord Genuity Wealth & Estate Planning Services Ltd.	Canada	100 %	100 %
Canaccord Genuity Petsky Prunier LLC	États-Unis	100 %	100 %
Canaccord Adams Financial Group Inc.	États-Unis	100 %	100 %
Collins Stewart Inc.	États-Unis	100 %	100 %
Canaccord Genuity (2021) LLC	États-Unis	100 %	100 %
Canaccord Genuity Finance Corp.	Canada	100 %	100 %
Canaccord Adams (Delaware) Inc.	États-Unis	100 %	100 %
Canaccord Genuity Securities LLC	États-Unis	100 %	100 %
CG Sawaya, LLC	États-Unis	100 %	100 %
Canaccord Genuity (2021) Holdings ULC	Canada	100 %	100 %
Canaccord Genuity (2021) Limited Partnership	Canada	100 %	100 %
Canaccord Genuity (2021) GP ULC	Canada	100 %	100 %
Stockwave Equities Ltd.	Canada	100 %	100 %
Canaccord Genuity Group Finance Company Ltd.	Canada	100 %	100 %
Canaccord Genuity Emerging Markets Ltd.	Bahamas	100 %	s. o.
Canaccord Genuity (Hong Kong) Limited	Chine (RAS de Hong Kong)	100 %	100 %
Canaccord Financial Group (Australia) Pty Ltd.**	Australie	65 %	80 %
Canaccord Genuity (Australia) Limited**	Australie	65 %	80 %
Canaccord Genuity Financial Limited*	Australie	65 %	80 %
Patersons Asset Management Limited**	Australie	65 %	65 %
Canaccord Genuity Asia (Beijing) Limited	Chine	100 %	100 %
加通亚洲 (北京) 投资顾问有限公司			
The Balloch Group Limited	Îles Vierges britanniques	100 %	100 %
Canaccord Genuity Asia (Hong Kong) Limited	Chine (RAS de Hong Kong)	100 %	100 %
Canaccord Genuity (Dubai) Ltd.	Émirats arabes unis	100 %	100 %
Canaccord Genuity Wealth Group Holdings (Jersey) Limited*	Jersey	96,7 %	100 %
Canaccord Genuity Hawkpoint Limited	Royaume-Uni	100 %	100 %
Canaccord Genuity Management Company Limited	Irlande	100 %	100 %

* Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2022, la Société a émis des actions privilégiées convertibles à certains investisseurs institutionnels et certains instruments de capitaux propres de CGWM UK de sorte que la valeur de la transaction représente une participation de 4,3 % dans les actions ordinaires en circulation de CGWM UK. Après conversion, les actions privilégiées convertibles, les actions préférentielles et les actions ordinaires émises à la direction et aux employés de CGWM UK représentent 26,5 % de la participation en équivalents de capitaux propres.

** La Société détient 65 % des actions émises de Canaccord Financial Group (Australia) Pty Ltd., de Canaccord Genuity (Australia) Limited et de Canaccord Genuity Financial Limited; toutefois, à des fins comptables, la Société était considérée comme détenant une participation de 67,3 % au 31 mars 2022 (85 % au 31 mars 2021), en raison des actions détenues dans une fiducie contrôlée par Canaccord Financial Group (Australia) Pty Ltd.

Les opérations sur titres effectuées pour le compte d'employés, de dirigeants et d'administrateurs de Groupe Canaccord Genuity Inc. se déroulent selon les mêmes modalités que celles pratiquées pour tous les clients. Le produit tiré des commissions sur ces transactions n'est pas important par rapport à celui provenant de l'ensemble des activités de Groupe Canaccord Genuity Inc.

La Société offre divers régimes de paiements fondés sur des actions à ses principaux dirigeants, incluant des prêts destinés à l'achat d'actions ordinaires, un régime d'intéressement à long terme, un régime d'UALR, un régime d'options sur actions liées au rendement et un régime d'UAD pour les membres de la haute direction. Les administrateurs indépendants ont également reçu des UAD.

Les montants figurant dans le tableau ci-dessous sont les montants comptabilisés à titre de charges relativement à des personnes qui font partie des principaux dirigeants, aux 31 mars 2022 et 2021.

(en milliers)	31 mars 2022	31 mars 2021
Avantages du personnel à court terme	33 585 \$	10 663 \$
Paiements fondés sur des actions	736	654
Rémunération totale versée aux principaux dirigeants	34 321 \$	11 317 \$

Les dettes fournisseurs et charges à payer comprennent les soldes suivants se rapportant aux principaux dirigeants :

(en milliers)	31 mars 2022	31 mars 2021
Créances clients	12 009 \$	4 686 \$
Dettes fournisseurs et charges à payer	1 271 \$	1 562 \$

Méthodes comptables critiques et estimations

La présente section est un sommaire des estimations comptables critiques de Groupe Canaccord Genuity. Les principales méthodes comptables de la Société sont conformes aux IFRS et sont présentées à la note 5 des états financiers consolidés audités pour l'exercice clos le 31 mars 2022. Les états financiers consolidés de la Société pour les exercices clos les 31 mars 2022 et 2021 ont aussi été préparés conformément aux IFRS.

La préparation des états financiers consolidés audités au 31 mars 2022 selon les IFRS exige de la direction qu'elle effectue des estimations et qu'elle pose des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés des actifs et des passifs et sur l'information à fournir à l'égard des actifs éventuels et des passifs éventuels à la date des états financiers. Par conséquent, les résultats réels peuvent différer de ces estimations et de ces hypothèses. Les jugements, estimations et hypothèses significatifs touchent la consolidation, la comptabilisation des produits des activités ordinaires, les paiements fondés sur des actions, l'impôt sur le résultat et l'évaluation des actifs d'impôt différé, la dépréciation du goodwill, les immobilisations incorporelles et les autres actifs à long terme, les provisions pour pertes sur créances, la juste valeur des instruments financiers, l'incorporation dans le coût des immobilisations incorporelles des coûts liés aux logiciels ainsi que les provisions. Des modifications peuvent être apportées aux estimations liées à l'actif net acquis dans le cadre d'une acquisition ainsi qu'à la répartition entre les immobilisations incorporelles identifiables à durée de vie indéterminée ou déterminée. Des jugements, des estimations et des hypothèses ont également été utilisés dans le cadre de l'évaluation du goodwill et des immobilisations incorporelles acquis en lien avec les acquisitions de Patersons Securities Limited et de Thomas Miller Wealth Management et Thomas Miller Investment (Isle of Man) Limited.

Les méthodes comptables significatives et les méthodes qui exigent le jugement et les estimations de la direction sont présentées dans les notes 2 et 5 des états financiers consolidés audités pour l'exercice clos le 31 mars 2022.

CONSOLIDATION

Au 31 mars 2022, la Société détenait 65 % des actions avec droit de vote de Canaccord Genuity (Australia) Limited (« CGAL ») et de Canaccord Genuity Financial Limited (« CGFL »). La Société a évalué ses ententes contractuelles avec les autres actionnaires de CGAL et de CGFL et le contrôle qu'elle détient sur les politiques financières et opérationnelles des deux filiales et elle a déterminé qu'elle devait procéder à la consolidation en vertu de l'IFRS 10, *États financiers consolidés* (« IFRS 10 »), aux 31 mars 2022 et 2021. La situation financière, le rendement financier et les flux de trésorerie de CGAL et de CGFL ont donc été consolidés.

Le 3 janvier 2022, la structure d'actions des activités en Australie a été remaniée par la vente d'actions partiellement payées à certains employés de Canaccord Financial Group (Australia) Pty Ltd. (« CFGA ») et, par conséquent, la participation de la Société dans CFGA a diminué, passant de 80 % à 65 %. À des fins comptables, la participation de la Société est passée de 85 % à 67,3 %, à partir du quatrième trimestre de l'exercice 2022, en raison des actions détenues dans une fiducie d'employés contrôlée par CFGA. Par conséquent, la Société a consolidé l'entité et comptabilisé une participation ne donnant pas le contrôle de 32,7 % (15,0 % au 31 mars 2021), ce qui représente la portion de l'actif net identifiable de CGAL et de CGFL qui n'appartient pas à la Société. Le résultat net et chaque composante des autres éléments du résultat global sont attribués à la participation ne donnant pas le contrôle et aux propriétaires de la société mère.

La Société a constitué des fiducies pour les avantages du personnel, qui sont considérées comme des entités ad hoc, afin de satisfaire à ses obligations envers ses employés qui découlent des régimes de paiements fondés sur des actions de la Société. Les fiducies pour les avantages du personnel ont été consolidées conformément à l'IFRS 10 puisque leurs activités sont menées au nom de la Société et que la Société conserve la majorité des avantages et des risques liés à ces fiducies.

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Les immobilisations incorporelles identifiables acquises séparément sont évaluées au coût lors de la comptabilisation initiale. Le coût des immobilisations incorporelles identifiables acquises dans le cadre d'un regroupement d'entreprises correspond à leur juste valeur à la

date d'acquisition. Par suite de la comptabilisation initiale, les immobilisations incorporelles identifiables sont comptabilisées au coût, après déduction de l'amortissement cumulé et du cumul des pertes de valeur.

La Société doit apprécier si la durée d'utilité des immobilisations incorporelles identifiables est déterminée ou indéterminée. Les immobilisations incorporelles identifiables à durée d'utilité déterminée sont amorties sur leur durée de vie économique et soumises à des tests de dépréciation chaque fois qu'il y a un indice que l'immobilisation incorporelle identifiable peut s'être dépréciée. La durée d'amortissement et le mode d'amortissement d'une immobilisation incorporelle identifiable sont passés en revue au moins une fois l'an à la clôture de chaque exercice. Les immobilisations incorporelles identifiables à durée d'utilité indéterminée ne sont pas amorties, mais sont soumises annuellement à un test de dépréciation.

Les dépenses de développement des technologies d'un projet individuel sont comptabilisées à titre d'immobilisations incorporelles lorsque la Société peut démontrer la faisabilité technique de l'actif en question. L'actif est comptabilisé au coût, après déduction de l'amortissement cumulé et du cumul des pertes de valeur. L'amortissement de l'actif commence lorsque le développement est terminé et que l'actif est prêt à être mis en service. L'actif est amorti sur la durée des avantages futurs prévus.

DÉPRÉCIATION D'ACTIFS NON FINANCIERS

La Société évalue chaque date de clôture s'il existe un indice qu'un actif a pu se déprécier. Si un tel indice existe, ou si un test de dépréciation annuel est requis pour un actif, la Société estime la valeur recouvrable de l'actif. La valeur recouvrable d'un actif est la valeur la plus élevée entre la juste valeur diminuée des coûts de la vente et la valeur d'utilité d'un actif ou d'une unité génératrice de trésorerie (« UGT »). La valeur recouvrable est déterminée pour un actif pris individuellement à moins que l'actif ne génère pas d'entrées de trésorerie largement indépendantes des entrées de trésorerie générées par d'autres actifs ou groupes d'actifs. Lorsque la valeur comptable d'un actif ou d'une UGT excède sa valeur recouvrable, l'actif est considéré comme étant déprécié, et sa valeur comptable est ramenée à sa valeur recouvrable et la perte de valeur est comptabilisée dans les comptes de résultat consolidés.

Afin de déterminer la juste valeur diminuée des coûts de la vente, les flux de trésorerie futurs estimés sont actualisés au moyen d'un taux d'actualisation avant impôt qui reflète les appréciations actuelles du marché de la valeur temps de l'argent et des risques spécifiques à l'actif. Les calculs de dépréciation de la Société sont fondés sur les calculs budgétaires annuels, qui sont préparés individuellement pour chacune des UGT de la Société auxquelles les actifs pris individuellement sont attribués. Ces calculs budgétaires couvrent généralement une période de cinq ans. Pour les périodes plus longues, un taux de croissance à long terme est calculé et appliqué aux projections de flux de trésorerie futurs après la cinquième année.

Les pertes de valeur sont comptabilisées dans les comptes de résultat consolidés dans les catégories de charges qui correspondent à la fonction de l'actif déprécié.

Pour les actifs autres que le goodwill, la Société effectue une évaluation chaque date de clôture afin de déterminer s'il existe un indice que les pertes de valeur comptabilisées antérieurement n'existent plus ou ont diminué. Si un tel indice existe, la Société estime la valeur recouvrable de l'actif ou des UGT. Une perte de valeur comptabilisée antérieurement est reprise seulement si les hypothèses utilisées afin de déterminer la valeur recouvrable de l'actif ont changé depuis la comptabilisation de la plus récente perte de valeur. La reprise est limitée afin que la valeur comptable de l'actif n'excède pas sa valeur recouvrable ou n'excède pas la valeur comptable qui aurait été calculée, nette de l'amortissement, si aucune perte de valeur n'avait été comptabilisée pour l'actif au cours des exercices antérieurs. Une telle reprise est comptabilisée dans les comptes de résultat consolidés sauf si l'actif est comptabilisé à son montant réévalué, auquel cas la reprise est traitée comme une réévaluation positive.

Les actifs suivants ont des caractéristiques précises pour les tests de dépréciation :

Goodwill

Le goodwill est soumis à un test de dépréciation chaque année, au 31 mars, et lorsque des circonstances indiquent que la valeur comptable pourrait avoir subi une dépréciation.

Une perte de valeur est calculée pour le goodwill en évaluant la valeur recouvrable de chaque UGT (ou groupe d'UGT) à laquelle se rapporte le goodwill. Une perte de valeur est comptabilisée lorsque la valeur recouvrable de l'UGT est inférieure à sa valeur comptable. Les pertes de valeur relatives au goodwill ne peuvent être reprises au cours de périodes futures.

Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéterminée sont soumises à un test de dépréciation au niveau de l'UGT chaque année, au 31 mars, et lorsque des circonstances indiquent que la valeur comptable pourrait avoir subi une dépréciation.

COMPTABILISATION DES PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES

Les produits des activités ordinaires sont comptabilisés au moment où une obligation de prestation unique est remplie ou progressivement au cours de la période pendant laquelle une obligation de prestation est remplie et que le client peut s'en prévaloir. La Société évalue ses ententes génératrices de produits des activités ordinaires pour déterminer si elle agit à titre de contrepartiste ou d'intermédiaire. Les principales catégories de produits tirés de contrats sont les suivantes :

Les produits tirés des commissions et des honoraires comprennent les produits générés par les services de courtage à la commission, qui sont comptabilisés à la date de transaction, et ceux générés par la vente de produits et services donnant droit à des honoraires, qui sont comptabilisés selon la comptabilité d'engagement. Les profits et les pertes réalisés et latents sur les titres achetés aux fins des transactions liées aux clients sont présentés comme des pertes de facilitation nettes et comptabilisés après déduction des produits tirés des commissions. Les pertes de facilitation pour l'exercice clos le 31 mars 2022 ont été de 9,1 millions \$ (8,4 millions \$ en 2021). Les produits tirés des commissions sont comptabilisés au moment où l'obligation de prestation est remplie (à la date de transaction).

Les produits tirés des services de financement de sociétés comprennent les honoraires de prise ferme et les commissions gagnées sur les transactions de financement de sociétés. La prise ferme de titres constitue la seule obligation de prestation, et les produits sont comptabilisés au moment de la clôture de la transaction de prise ferme.

Les honoraires de consultation se composent des honoraires de gestion et de consultation courants qui sont comptabilisés au cours de la période pendant laquelle l'obligation de prestation est remplie. Ils comprennent également les produits tirés des activités de fusions et acquisitions, qui sont comptabilisés au moment où la transaction sous-jacente est pratiquement conclue aux termes du mandat et lorsqu'il est probable qu'il n'y aura pas d'ajustement à la baisse important des produits des activités ordinaires.

Les produits tirés de la négociation à titre de contrepartiste englobent les produits gagnés dans le cadre des transactions de négociation à titre de contrepartiste et sont exclus du champ d'application de l'IFRS 15.

Les produits d'intérêts sont constitués de l'intérêt gagné sur les comptes sur marge des particuliers, de l'intérêt gagné sur la trésorerie de la Société, de l'intérêt gagné sur la trésorerie livrée à l'appui des activités d'emprunt de titres et des dividendes gagnés sur les titres détenus. Les produits d'intérêts et de dividendes sont exclus du champ d'application de l'IFRS 15.

Les produits divers comprennent les profits ou les pertes de change, les produits tirés des services de courtage de correspondance et les produits tirés des honoraires.

IMPÔT SUR LE RÉSULTAT

Impôt exigible

Les actifs et les passifs d'impôt exigible pour la période considérée sont évalués au montant que la Société s'attend à recouvrer auprès des administrations fiscales ou qui leur sera versé. Les taux d'impôt et les réglementations fiscales utilisés pour calculer les montants sont ceux qui étaient adoptés ou quasi adoptés à la date de présentation de l'information financière dans les pays où la Société exerce ses activités et génère un résultat imposable.

La direction évalue périodiquement les positions adoptées dans les déclarations fiscales à l'égard de situations pour lesquelles les réglementations fiscales applicables prêtent à interprétation et établit des provisions le cas échéant.

L'impôt exigible lié aux éléments comptabilisés directement dans les capitaux propres est comptabilisé dans les capitaux propres et non dans les comptes de résultat consolidés.

Impôt différé

L'impôt différé est comptabilisé selon la méthode du report variable. Cette méthode exige que l'impôt différé reflète les effets de l'impôt différé attendu des différences temporaires à la date de clôture entre la valeur comptable des actifs et passifs aux fins des états financiers et leur base fiscale.

Un passif d'impôt différé est comptabilisé pour toutes les différences temporaires imposables, sauf dans le cas où ces différences sont générées par des placements dans des filiales si la Société est capable de contrôler la date à laquelle la différence temporaire se résorbera et s'il est probable que la différence temporaire ne se résorbera pas dans un avenir prévisible.

Un actif d'impôt différé est comptabilisé pour toutes les différences temporaires déductibles, le report en avant de crédits d'impôt non utilisés et le report en avant de pertes fiscales non utilisées, dans la mesure où il est probable que l'on disposera d'un bénéfice imposable auquel ces différences temporaires déductibles et le report en avant de crédits d'impôt non utilisés et de pertes fiscales non utilisées pourront être imputés. La valeur comptable d'un actif d'impôt différé est revue à la date de clôture et est réduite dans la mesure où il n'est plus probable qu'un bénéfice imposable suffisant sera disponible pour permettre d'utiliser l'avantage de la totalité ou d'une partie de cet actif d'impôt différé. Les actifs d'impôt différé non comptabilisés sont évalués chaque date de clôture et sont comptabilisés dans la mesure où il est devenu probable qu'un bénéfice imposable futur permettra de recouvrer l'actif d'impôt différé.

Les actifs et passifs d'impôt différé sont évalués aux taux d'impôt dont l'application est attendue sur la période au cours de laquelle l'actif sera réalisé ou le passif réglé, sur la base des taux d'impôt (et des lois fiscales) qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la fin de la période de présentation de l'information financière. L'impôt différé est passé à titre de charges ou de produits dans les comptes de résultat, sauf s'il concerne des éléments directement crédités dans les capitaux propres, auquel cas l'impôt différé est imputé directement aux capitaux propres.

Taxe sur les ventes

Les produits des activités ordinaires, les charges et les actifs sont comptabilisés nets du montant de la taxe sur les ventes, sauf si le montant de la taxe sur les ventes engagée n'est pas recouvrable auprès de l'administration fiscale. Dans ce cas, la taxe sur les ventes est comptabilisée à titre de partie du coût d'acquisition de l'actif ou à titre de partie d'un élément de la charge. Le montant net de la taxe sur les ventes recouvrable auprès de l'administration fiscale ou exigible par celle-ci est inclus dans les créances clients ou les dettes fournisseurs dans les états de la situation financière consolidés.

PAIEMENTS FONDÉS SUR DES ACTIONS

Les employés (y compris les membres de la haute direction) de la Société reçoivent une rémunération sous forme de transactions dont le paiement est fondé sur des actions, par lesquelles les employés rendent des services en contrepartie d'instruments de capitaux propres (« transactions réglées en instruments de capitaux propres »). Les employés participants peuvent recevoir des unités d'actions temporairement inaccessibles (« UATI ») dont les droits sont généralement acquis sur trois ans. Ce programme est connu sous le nom de régime d'intéressement à long terme (le « RILT » ou « le régime »).

Les administrateurs indépendants reçoivent également, dans le cadre de leur rémunération, des unités d'actions différées (« UAD ») qui ne peuvent être réglées qu'en trésorerie (« transactions réglées en trésorerie »). Certains membres de la haute direction peuvent également recevoir, dans le cadre de leur rémunération, des options sur actions liées au rendement qui sont réglées en instruments de capitaux propres. En outre, certains membres de la haute direction reçoivent, dans le cadre de leur rémunération, des unités d'actions liées au rendement (« UALR ») ainsi que des UAD aux termes du régime d'UAD pour les membres de la haute direction, qui ne peuvent être réglées qu'en trésorerie (« transactions réglées en trésorerie »).

L'effet dilutif, le cas échéant, des options en cours et des paiements fondés sur des actions est pris en compte à titre de dilution additionnelle dans le calcul du résultat par action ordinaire après dilution.

Transactions réglées en instruments de capitaux propres

Dans le cas des transactions réglées en instruments de capitaux propres, la Société évalue la juste valeur des attributions à base d'actions à la date d'attribution.

Les droits rattachés aux UATI émises aux termes du régime continuent d'être acquis après la cessation d'emploi, à condition que l'employé respecte certaines restrictions postérieures à l'emploi et ne se livre pas à certaines activités ayant trait à la concurrence ou à la sollicitation, tel qu'il est décrit dans le régime. La Société a déterminé que les attributions ne répondent pas, en substance, au critère de condition de service, tel qu'il est défini par l'IFRS 2. Par conséquent, les UATI attribuées dans le cadre du cycle normal des versements relatifs à la rémunération au rendement sont passées en charges au cours de la période pendant laquelle ces attributions sont réputées être gagnées, soit généralement l'exercice au cours duquel les attributions ont été octroyées ou l'exercice précédent dans le cas des attributions qui ont été octroyées après la fin de cet exercice, et une augmentation correspondante est reflétée dans le surplus d'apport.

Pour certaines attributions, en général les attributions à l'embauche ou de maintien en poste, l'acquisition des droits est conditionnée par un emploi continu, et ces attributions sont par conséquent assujetties à une exigence de service continu. Par conséquent, la Société comptabilise graduellement les coûts à titre de charge sur la période d'acquisition des droits applicable et une augmentation correspondante est reflétée dans le surplus d'apport. La Société estime le nombre d'instruments de capitaux propres dont les droits seront ultimement acquis lorsqu'elle calcule la charge attribuable aux transactions réglées en instruments de capitaux propres. Aucune charge n'est comptabilisée pour les attributions d'instruments de capitaux propres dont les droits ne sont pas ultimement acquis.

Lorsque les droits sont acquis, le surplus d'apport est réduit du montant applicable et le capital social est augmenté du même montant.

Transactions réglées en trésorerie

Le coût des transactions réglées en trésorerie est évalué initialement à la juste valeur à la date de l'attribution. La juste valeur des UAD est passée en charges au moment de l'attribution, étant donné qu'il n'existe pas de conditions d'acquisition des droits. Le passif est réévalué à la juste valeur chaque date de clôture jusqu'à la date de règlement au plus tard, et les variations de la juste valeur sont comptabilisées dans les comptes de résultat. Les UALR sont évaluées à la juste valeur à la date d'attribution. Les variations de la valeur des UALR à chaque période de présentation de l'information financière sont amorties sur la période d'acquisition des droits résiduelle et comptabilisées à titre de charge de rémunération au compte de résultat en tenant compte de certaines conditions liées à l'emploi.

CONVERSION DES TRANSACTIONS EN MONNAIES ÉTRANGÈRES ET DES COMPTES DES FILIALES ÉTRANGÈRES

Les états financiers consolidés de la Société sont présentés en dollars canadiens, monnaie fonctionnelle de la Société. Chaque filiale de la Société détermine sa propre monnaie fonctionnelle, et les éléments inclus dans les états financiers de chaque filiale sont évalués au moyen de la monnaie fonctionnelle.

Transactions et soldes

Les transactions en monnaies étrangères sont initialement comptabilisées par la Société et ses filiales au cours de change de leur monnaie fonctionnelle respective en vigueur à la date de la transaction.

Les actifs et les passifs monétaires libellés en monnaies étrangères sont convertis par la Société et ses filiales dans leur monnaie fonctionnelle respective au cours de change en vigueur à la date de clôture. Toutes les différences de conversion sont comptabilisées dans les comptes de résultat consolidés.

Les actifs et les passifs non monétaires libellés en monnaies étrangères sont convertis par la Société et ses filiales dans leur monnaie fonctionnelle respective aux cours historiques. Les éléments non monétaires évalués à la juste valeur dans une monnaie étrangère sont convertis au cours de change en vigueur à la date à laquelle cette juste valeur a été déterminée.

Conversion des filiales étrangères

Les actifs et les passifs des filiales étrangères ayant une monnaie fonctionnelle autre que le dollar canadien sont convertis en dollars canadiens au cours en vigueur à la date de clôture, et les produits des activités ordinaires et les charges sont convertis aux cours de change moyens en vigueur pendant la période. Les profits latents ou pertes latentes découlant de la conversion des filiales étrangères sont comptabilisés dans le cumul des autres éléments du résultat global. En cas de cession d'un établissement à l'étranger, la composante des autres éléments du résultat global liée à cet établissement est comptabilisée dans les comptes de résultat consolidés.

La Société détient également des actifs et des passifs monétaires qui sont des montants à recevoir des établissements à l'étranger ou à payer à ceux-ci. Si le règlement de ces montants à recevoir ou à payer n'est ni planifié ni probable dans un avenir prévisible, les écarts de change sont comptabilisés dans le cumul des autres éléments du résultat global, ces montants à recevoir et à payer représentant une partie de l'investissement net dans les établissements à l'étranger.

PROVISIONS

Lorsque la Société a une obligation actuelle découlant d'un événement passé, des provisions sont comptabilisées s'il est probable qu'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques sera requise pour éteindre l'obligation et si le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable. La charge connexe aux provisions est présentée dans les comptes de résultat, nette de tout remboursement. Lorsque l'effet de la valeur temps de l'argent est significatif, le montant de la provision est actualisé au moyen d'un taux courant avant impôt reflétant, le cas échéant, les risques spécifiques à ce passif. Lorsque les provisions sont actualisées, l'augmentation de la provision attribuable au passage du temps est comptabilisée à titre de charge d'intérêts.

Instruments financiers

Les instruments financiers représentent une partie importante de l'actif et du passif de la Société. Celle-ci a recours aux instruments financiers dans le cadre de ses activités de négociation et autres que de négociation. Les activités de négociation de la Société comprennent l'achat et la vente de titres à des fins de facilitation de transactions pour le compte de clients et la prise de positions de négociation à titre de contrepartiste dans le but de dégager un profit.

L'utilisation d'instruments financiers peut entraîner ou atténuer l'exposition aux risques de marché, de crédit ou de liquidité. Pour de plus amples renseignements sur la façon dont ces risques sont gérés, se reporter à la rubrique « Gestion des risques » du présent rapport de gestion. Pour connaître les principales hypothèses qui ont été formulées pour évaluer les instruments financiers et autres instruments, se reporter à la note 7 des états financiers consolidés audités de l'exercice clos le 31 mars 2022.

CHANGE

La Société gère son risque de change en couvrant périodiquement ses règlements de titres en monnaie étrangère en attente. Les profits et les pertes réalisés et latents ayant trait à ces transactions sont constatés dans les résultats au cours de la période. Au 31 mars 2022, les contrats à terme en cours visant la vente de dollars américains avaient un notionnel de 1,8 million \$ US (néant au 31 mars 2021). Les contrats à terme en cours visant l'achat de dollars américains avaient un notionnel de 2,3 millions \$ US, une diminution de 3,6 millions \$ US par rapport au montant au 31 mars 2021. La juste valeur de ces contrats était négligeable. Certaines activités de la Société aux États-Unis, au Royaume-Uni et en Europe, en Australie, à Hong Kong et en Chine se déroulent en monnaie locale; toutefois, tout risque de change à l'égard de ces activités est généralement limité, étant donné que les règlements en attente des deux côtés de la transaction se font habituellement dans la monnaie locale.

Ces contrats ont été conclus afin d'atténuer le risque de change sur les règlements de titres en monnaie étrangère en attente. La juste valeur de ces contrats est négligeable en raison de la courte durée jusqu'à leur échéance.

Le secteur Gestion de patrimoine Canaccord Genuity de la Société au Royaume-Uni et en Europe se charge de la négociation de contrats de change à terme pour le compte de ses clients et de conclure les contrats correspondants avec les contreparties. La Société n'a pas d'exposition nette importante, en supposant que les contreparties ne manquent pas à leurs obligations.

CONTRATS À TERME STANDARDISÉS

Dans le cadre de ses activités canadiennes, la Société négocie divers contrats à terme standardisés afin d'essayer d'atténuer le risque de marché, le risque de taux d'intérêt, le risque lié à la courbe de rendement et le risque de liquidité. Les contrats à terme standardisés sont des contrats d'achat ou de vente d'un montant standardisé d'un actif sous-jacent, à une date et à un prix futurs prédéterminés, selon les modalités précisées par un marché à terme réglementé, et sont susceptibles de faire l'objet d'appels de marge au comptant quotidiens. Dans le cadre de ses activités canadiennes, la Société négociait traditionnellement des contrats à terme standardisés sur des obligations des gouvernements du Canada et des États-Unis afin d'atténuer ses risques. Au 31 mars 2022, le notionnel des contrats à terme standardisés sur des obligations en cours s'établissait à une position acheteur de 9,7 millions \$ (position vendeur de 1,1 million \$ au 31 mars 2021).

Dans le cadre de ses activités canadiennes, la Société négocie également des contrats à terme standardisés sur des bons du Trésor américain afin d'essayer d'atténuer le risque de taux d'intérêt, le risque lié à la courbe de rendement et le risque de liquidité. Aux 31 mars 2022 et 2021, il n'y avait aucun contrat à terme standardisé sur des bons du Trésor américain en cours.

La juste valeur de tous les contrats à terme standardisés dont il est question ci-dessus est négligeable en raison de la courte durée jusqu'à leur échéance. Les profits et les pertes réalisés et latents ayant trait à ces contrats sont comptabilisés dans le résultat net au cours de la période considérée.

Adoption de nouvelles normes et de normes révisées

Aucune nouvelle norme comptable n'a été adoptée pour la période close le 31 mars 2022.

Modifications futures des méthodes comptables et des estimations

La Société surveille les modifications potentielles qui sont proposées par l'International Accounting Standards Board et analyse l'incidence qu'elles pourraient avoir sur ses activités.

NORMES PUBLIÉES, MAIS NON ENCORE EN VIGUEUR

Il n'y avait pas de normes publiées qui pourraient raisonnablement avoir une incidence importante sur les états financiers de la Société et qui n'étaient pas encore en vigueur au 31 mars 2022.

Contrôles et procédures de communication de l'information et contrôle interne à l'égard de l'information financière

CONTRÔLES ET PROCÉDURES DE COMMUNICATION DE L'INFORMATION

En date du 31 mars 2022, il y a eu une évaluation, sous la supervision et avec la participation de la direction, dont le président et chef de la direction et le vice-président à la direction et chef des finances, de l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information selon le **Règlement 52-109**. D'après cette évaluation, le président et chef de la direction et le vice-président à la direction et chef des finances ont conclu que la conception et le fonctionnement de ces contrôles et procédures étaient efficaces en date du 31 mars 2022 et pendant l'exercice clos à cette date.

CONTRÔLE INTERNE À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

La direction, y compris le président et chef de la direction et le vice-président à la direction et chef des finances, a conçu le contrôle interne à l'égard de l'information financière aux termes du **Règlement 52-109**, qui vise à donner une assurance raisonnable quant à la fiabilité de l'information financière et de la préparation des états financiers aux fins externes selon les IFRS. D'après cette évaluation, le président et chef de la direction et le vice-président à la direction et chef des finances ont conclu que le contrôle interne de la Société à l'égard de l'information financière était conçu et fonctionnait efficacement en date du 31 mars 2022 et pendant l'exercice clos à cette date, et qu'il n'y avait pas de faiblesse significative dans le contrôle interne à l'égard de l'information financière.

CHANGEMENT DANS LE CONTRÔLE INTERNE À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

Le contrôle interne à l'égard de l'information financière n'a subi aucune modification au cours de l'exercice clos le 31 mars 2022 qui a eu une incidence significative, ou est raisonnablement susceptible d'avoir une incidence significative, sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Société.

Gestion des risques

APERÇU

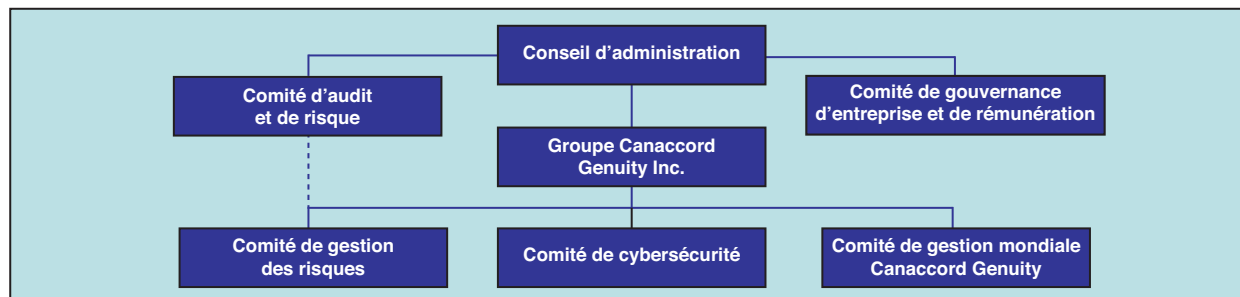
L'incertitude et le risque sont inhérents lorsque des activités sont menées sur les marchés financiers. À titre de participant actif aux marchés des capitaux canadien et international, la Société s'expose à des risques susceptibles d'entraîner des pertes financières. Les principaux risques de la Société sont le risque de marché, le risque de crédit, le risque opérationnel et les autres risques. Par conséquent, la gestion des risques et la maîtrise de l'équilibre entre le risque et le rendement sont des éléments essentiels au maintien de la stabilité financière et de la rentabilité de la Société. Un cadre de gestion des risques efficace est donc partie intégrante du succès de Groupe Canaccord Genuity Inc.

STRUCTURE DE GESTION DES RISQUES ET GOUVERNANCE

Le processus de gestion des risques rigoureux de la Société s'applique à un certain nombre de secteurs fonctionnels et exige des communications fréquentes, du jugement et une bonne connaissance de l'entreprise et de ses produits et marchés. La haute direction de la Société participe activement à la gestion des risques et a élaboré des politiques, des procédures et des rapports qui permettent à la Société d'évaluer et de maîtriser ses risques. Ces politiques et procédures sont constamment révisées et modifiées, car les activités, les marchés et les circonstances changent.

Dans le cadre de la philosophie de la Société en matière de risque, la première ligne de responsabilité en gestion des risques incombe aux directeurs de succursale, aux chefs de service et aux directeurs des pupitres de négociation (à l'intérieur de limites prescrites). La surveillance et le contrôle de l'exposition au risque de la Société sont menés par un large éventail de systèmes distincts, mais complémentaires, de présentation d'informations sur les finances, le crédit, l'exploitation, la conformité et l'aspect juridique.

La structure de gouvernance de la Société comprend ce qui suit :



Le conseil d'administration surveille le cadre de gestion des risques à l'échelle de la Société, dont la responsabilité est déléguée aux comités d'audit et de gestion des risques. Se reporter à la notice annuelle de l'exercice considéré de la Société pour de plus amples renseignements sur le mandat du comité d'audit et de risque en ce qui a trait à la gestion des risques.

Le comité d'audit et de risque aide le conseil d'administration à s'acquitter de sa responsabilité de surveillance en suivant de près l'efficacité des contrôles internes et de l'environnement de contrôle. En outre, il reçoit et examine diverses mises à jour trimestrielles et annuelles ainsi que des rapports sur les facteurs de risque importants et le programme général de gestion des risques.

Le comité de gestion des risques aide le conseil d'administration à s'acquitter de ses responsabilités de surveillance de l'exposition au risque par rapport à l'appétence pour le risque et, de manière générale, du processus de gestion des risques. Le comité de gestion des risques est dirigé par le chef de la gestion des risques et les membres du comité comprennent le chef de la direction, le chef des finances et des représentants de la haute direction des entreprises productrices de revenus clés et des secteurs fonctionnels de la Société. Le comité de gestion des risques identifie, évalue et surveille les principaux risques auxquels la Société est exposée en examinant et en approuvant l'appétence pour le risque de la Société, de même que les politiques, procédures et limites ou seuils relatifs aux risques de la Société.

La séparation des tâches et la surveillance exercée par la direction sont des aspects importants du cadre de gestion des risques de la Société. Cette dernière compte un certain nombre de fonctions indépendantes des entreprises productrices de revenus qui effectuent des activités de gestion des risques, dont la surveillance, l'évaluation et l'analyse des risques. Ces fonctions comprennent la gestion des risques d'entreprise, la conformité, l'exploitation, l'audit interne, la trésorerie, les finances, les technologies de l'information de même que les questions juridiques.

Le comité mondial de cybersécurité de la Société a pour mission d'identifier, de surveiller et de gérer les risques propres aux réseaux informatiques, aux données et aux systèmes internes de la Société. Ce comité est présidé par le chef de la gestion des risques et les membres du comité comprennent des experts TI à l'échelle de la Société ainsi que des représentants des groupes des affaires juridiques, de la conformité, de l'audit interne et de l'exploitation. Le comité de cybersécurité se penche sur des questions comme l'évaluation du cyber-risque, les sauvegardes et contrôles informatiques, les risques liés aux tiers fournisseurs de services, la formation du personnel et les programmes de sensibilisation et plans d'intervention en cas d'incident.

RISQUE DE MARCHÉ

Le risque de marché est le risque qu'une variation des cours ou de tout facteur de marché sous-jacent entraîne des pertes. Il incombe à chaque secteur de l'entreprise de s'assurer que sa position est prudente par rapport au risque de marché dans les limites de risque fixées par le comité de gestion des risques et approuvées par le comité d'audit et de risque. En outre, la Société a établi des procédures visant à ce que les risques soient mesurés, étroitement surveillés, maîtrisés et communiqués à la haute direction.

La Société est exposée au risque sur actions, au risque de liquidité et au risque de fluctuation du fait qu'elle négocie en son nom propre les options boursières et les titres de capitaux propres. La Société est également exposée au risque de taux d'intérêt, au risque d'écart de taux et au risque de liquidité précis du fait qu'elle négocie en son nom propre les titres à revenu fixe. En plus de la supervision et de l'examen actifs de ses activités de négociation par sa haute direction, Groupe Canaccord Genuity atténue son exposition au risque par l'application de diverses limites pour contrôler la concentration, la répartition et l'utilisation du capital, ainsi que de politiques et directives en matière de négociation. La Société gère et surveille ses risques dans ce domaine en appliquant des mesures quantitatives et qualitatives, à l'échelle de la Société ainsi que par pupitre de négociation. La direction examine et surveille régulièrement le niveau des stocks et les positions, les résultats des transactions de négociation, la situation de trésorerie, l'âge des positions et les niveaux de concentration. Groupe Canaccord Genuity exploite également un système d'analyse de scénarios et de mesure de la valeur à risque (« VAR ») pour son portefeuille de titres de participation et de titres à revenu fixe et d'instruments dérivés. Par conséquent, la Société s'assure qu'elle est bien diversifiée en ce qui a trait aux facteurs de risque de marché et que ses activités de négociation respectent les niveaux de tolérance au risque établis par la haute direction.

RISQUE DE CRÉDIT

Le risque de crédit est le risque de perte associé à l'incapacité d'une contrepartie de remplir ses obligations de paiement. Les activités de négociation des clients de l'entreprise Jitneytrade, acquise par la Société au cours de l'exercice 2019 (renommée « CG Direct »), et des secteurs Gestion de patrimoine Canaccord Genuity, y compris les comptes de marge de particuliers, sont la principale source de risque de crédit pour Groupe Canaccord Genuity. Pour réduire au minimum son exposition financière dans ce domaine, la Société applique un ensemble de normes de crédit et effectue des examens financiers à l'égard de clients et des nouveaux comptes.

La Société fournit à ses clients un financement sous forme de prêt sur marge. Dans le cadre d'un prêt sur marge, la Société consent un crédit pour une tranche de la valeur marchande des titres dans le compte d'un client, jusqu'à concurrence de certains plafonds. Les prêts sur marge sont garantis par ces titres dans le compte du client. Dans le cadre de ces activités de prêt, la Société est confrontée à un risque de perte financière dans le cas où un client ne répond pas à un appel de marge si les cours des titres détenus en garantie baissent et si la Société est dans l'impossibilité de tirer une valeur suffisante de ces titres. Aux fins des prêts sur marge, la Société a établi des plafonds fondés sur le risque qui sont généralement plus restrictifs que ceux qui sont exigés par les politiques réglementaires applicables. En outre, la Société a établi des limites à l'égard des prêts consentis sur un titre individuel ou un groupe de titres dans un seul secteur afin de restreindre le risque de concentration.

Les stratégies de négociation fondées sur l'utilisation de produits dérivés, comme les options négociées en Bourse et les contrats à terme standardisés, comportent un certain niveau de risque pour la Société. La nature non linéaire et intrinsèquement associée à un effet de levier des instruments dérivés a pour effet d'exacerber la rapidité avec laquelle leur valeur fluctue, ce qui peut entraîner le déclenchement d'appels de marge et de pertes liées aux clients. Bien que la Société impose des limites strictes aux activités de négociation des clients et qu'elle surveille l'exposition des clients en temps réel, rien ne garantit que ces procédures permettront d'éliminer ou de réduire le risque de pertes pour la Société.

L'octroi des crédits au moyen de prêts sur marge est supervisé par le comité du crédit de la Société. Le comité se réunit régulièrement afin d'examiner et d'analyser les risques de crédit de la Société, dont les importants prêts aux particuliers, la qualité de la garantie, les ratios de couverture des prêts et le risque de concentration. Il se réunit également, au besoin, pour discuter de toute nouvelle entente de prêt proposée par la haute direction.

La Société est aussi exposée à un risque de perte financière lié aux activités de négociation de ses clients dans le cas où celles-ci se traduisent par des montants exigibles ou en souffrance dans les comptes au comptant partiellement garantis. La Société a conçu un certain nombre de contrôles dans son système de gestion des ordres d'achat et de vente automatisé afin que les transactions par compte individuel et par conseiller individuel soient faites en conformité avec les plafonds et les paramètres de risque établis.

La Société se livre à diverses activités de négociation et de courtage dans le cadre desquelles les contreparties sont principalement des courtiers en valeurs mobilières, des banques, des chambres de compensation, des Bourses, des intermédiaires financiers et d'autres institutions financières. Ces activités comprennent l'activité de placement pour compte, la négociation à titre de contrepartiste, l'emprunt et le prêt de titres de même que la signature de conventions de mise en pension et de prise en pension de titres. Lorsque les contreparties ne remplissent pas leurs obligations, la Société peut être exposée à un risque. Le risque de défaut d'exécution dépend de la solvabilité de la contrepartie ou de l'émetteur de l'instrument. La Société gère ce risque en imposant pour chaque contrepartie des limites de négociation et de position individuelles et générales, qu'elle surveille, au sein de chaque segment commercial, et elle passe régulièrement en revue le crédit des contreparties financières, examine les concentrations de titres et de prêts, détient et évalue à la valeur du marché la garantie sur certaines transactions et fait affaire avec certains organismes de compensation qui garantissent l'exécution.

La Société comptabilise une provision pour créances douteuses dans les frais d'administration. Toute perte réelle découlant des activités de négociation de ses clients ou qui s'y rapporte, selon ce qui est exposé ci-dessus, est imputée à cette provision. Par le passé, cette provision a suffi à couvrir les pertes réelles.

RISQUE OPÉRATIONNEL

Le risque opérationnel est le risque de perte attribuable à des processus internes inadéquats ou ayant échoué, à des gens et à des systèmes, ou à d'autres événements externes, comme des désastres ou des menaces pour la sécurité. Le risque opérationnel est présent dans l'ensemble des activités de la Société, y compris les processus, les systèmes et les contrôles utilisés pour la gestion d'autres risques. L'incapacité de gérer le risque opérationnel peut entraîner une perte financière, une atteinte à la réputation, des amendes réglementaires et l'incapacité à gérer les risques de marché, les risques de crédit ou d'autres risques.

La Société exerce ses activités sur différents marchés et s'en remet à ses employés, à ses systèmes internes et aux systèmes de tiers pour traiter un grand nombre de transactions et fournir d'autres fonctions de technologie et de soutien. Pour atténuer ce risque, la Société a créé un système de contrôles internes et d'automatismes régulateurs aux niveaux appropriés qui comportent notamment le rapprochement des transactions au jour le jour, des procédures de contrôle liées à la compensation et au règlement, des transactions et des limites de valeur quotidiennes de toutes les applications de négociation, des contrôles des liquidités, de la sécurité physique, des procédures d'examen indépendant, des normes relatives à la documentation, des procédures de facturation et de perception ainsi que des contrôles d'autorisation et de traitement à l'égard des transactions et des comptes. De plus, la Société a mis sur pied un programme axé sur le risque opérationnel (se reporter à la rubrique « Contrôle et autoévaluation des risques » ci-après) qui aide Groupe Canaccord Genuity à mesurer, à gérer, à signaler et à surveiller les questions concernant le risque opérationnel. La Société a également des procédures de reprise après sinistre, des plans de poursuite des activités et des redondances intégrées en cas de panne de système ou de défaillance technique. En outre, la Société conclut des ententes de service avec des tiers et a recours à des audits de sécurité, le cas échéant.

Contrôle et autoévaluation des risques

Le contrôle et l'autoévaluation des risques ont pour but :

- de recenser et d'évaluer les principaux risques inhérents à l'entreprise et de les catégoriser en fonction de leur gravité et de leur fréquence;
- d'évaluer l'efficacité des contrôles mis en place à l'égard de ces risques principaux;
- d'atténuer les risques par l'établissement de plans d'action visant à améliorer l'environnement de contrôle, au besoin;
- de fournir aux membres de la direction une approche uniforme pour articuler et communiquer les profils de risque de leur domaine de responsabilité;
- de satisfaire aux exigences réglementaires et aux normes sectorielles.

La Société a mis en place un processus visant à établir quels sont les objectifs stratégiques de chaque groupe, unité ou service et à recenser, à évaluer et à quantifier les risques opérationnels qui restreignent la capacité de la Société d'atteindre ces objectifs. Les résultats du contrôle et de l'autoévaluation des risques servent spécifiquement à calculer les exigences du capital de risque opérationnel réglementaire pour les activités au Royaume-Uni et l'exposition au risque opérationnel dans l'ensemble des régions. Le contrôle et l'autoévaluation des risques sont mis à jour périodiquement et les résultats sont présentés au comité de gestion des risques et au comité d'audit et de risque.

AUTRES RISQUES

Les autres risques englobent les risques qui peuvent avoir une incidence importante défavorable sur les activités, mais qui sont de nature autre que le risque de marché ou de crédit ou le risque opérationnel.

Risque réglementaire et risque juridique

Le risque réglementaire résulte de la non-conformité aux exigences réglementaires, ce qui pourrait entraîner des amendes ou des sanctions. La Société a établi des procédures afin de s'assurer de respecter toutes les exigences légales et réglementaires pertinentes

de chaque territoire dans lequel elle exerce ses activités. Ces procédures comprennent le traitement de certaines questions comme les exigences en matière de capital réglementaire, les exigences d'information, les contrôles internes à l'égard de l'information financière, les pratiques en matière de vente et de négociation, l'utilisation et la garde des fonds de la clientèle, l'utilisation et la garde des données des clients, l'octroi de crédit, la perception, la lutte contre le blanchiment d'argent, les délits d'initiés, l'inconduite d'employés, les conflits d'intérêts et la tenue des comptes.

Le risque juridique découle des possibilités de poursuites au criminel ou de poursuites civiles ou réglementaires intentées contre la Société qui pourraient nuire considérablement aux affaires, aux activités ou à la situation financière de la Société. La Société compte un conseiller juridique en interne en plus d'avoir accès à un conseiller juridique externe pour l'aider à traiter des questions juridiques liées à l'exploitation et pour défendre ses intérêts dans le cadre de diverses poursuites.

Les pertes ou les coûts associés aux questions courantes d'ordre réglementaire et juridique sont inclus dans les frais d'administration dans les états financiers consolidés audités de la Société.

La Société et ses entreprises associées fournissent des services de consultation financière et en matière de prise ferme, ainsi que d'autres services à des émetteurs de secteurs nouveaux et émergents, dont le secteur américain du cannabis, et négocient leurs titres. Les activités de ces secteurs, y compris le secteur américain du cannabis, ne disposent généralement pas d'un historique de résultats d'exploitation positifs. Outre les incertitudes économiques associées aux nouveaux secteurs, aux nouvelles activités et aux nouveaux émetteurs, les lois applicables à ces secteurs ou activités, en particulier le secteur américain du cannabis et les activités des émetteurs de ce secteur, et l'incidence de ces lois et de leur mise en œuvre sont indéterminées, contradictoires et incertaines. En ce qui concerne le secteur américain du cannabis, le cannabis demeure une substance réglementée en vertu de la *United States Controlled Substances Act* et, par conséquent, il y a un risque que certains émetteurs, bien qu'ils se conforment aux lois étatiques applicables, puissent faire l'objet de poursuites en vertu de la loi fédérale. Par conséquent, la Société a adopté des directives et des procédures raisonnablement conçues pour assurer la conformité à la *United States Currency and Foreign Transactions Reporting Act of 1970* (« Bank Secrecy Act ») et aux indications publiées par le Financial Crimes Enforcement Network du département du Trésor américain, *FIN-2014-G001* (les « indications du FinCEN ») portant sur la prestation de services financiers aux entreprises du secteur de la marijuana aux États-Unis (telles qu'elles sont désignées dans les indications du FinCEN). Bien que la Société prenne des mesures pour identifier les risques associés aux secteurs émergents, y compris le secteur américain du cannabis, et qu'elle offre uniquement des services aux émetteurs une fois qu'elle a déterminé que le risque posé à la Société est négligeable ou qu'il est peu probable qu'il entraîne des conséquences défavorables importantes pour la Société, il y a un risque que la Société fasse l'objet de poursuites intentées par des tiers qui pourraient avoir une incidence défavorable importante sur les activités, les produits des activités ordinaires, les résultats d'exploitation et la situation financière de la Société de même que sur sa réputation, et ce, même si l'issue de telles procédures s'avérait favorable pour la Société. La Société a déterminé que ces procédures sont peu probables et, par conséquent, n'a pas comptabilisé de provision à cet effet.

Risque de cybersécurité

Le risque de cybersécurité est le risque que les réseaux informatiques, les données ou les systèmes internes de la Société soient endommagés, sabotés, détournés ou volés, qu'on y accède sans autorisation ou qu'ils fassent l'objet d'attaques. Ce risque découle de l'interrelation existante entre les activités de la Société et les clients, les fournisseurs, les partenaires et le public par l'entremise d'Internet et d'autres réseaux. Étant donné cette interrelation, les tiers avec lesquels la Société fait affaire ou qui ont un rôle dans les activités de la Société peuvent également être une source de risque de cybersécurité. La Société a mis en place un cadre de gestion des risques liés aux tiers pour l'intégration des nouveaux fournisseurs et d'autres parties tierces ainsi que pour la validation des fournisseurs actuels. Cette mesure d'atténuation des risques vise à assurer que toutes les parties qui interagissent avec la Société respectent des normes élevées en matière de cybersécurité.

La Société consacre beaucoup d'efforts et de ressources pour se défendre contre le risque de cybersécurité et l'atténuer, notamment en renforçant la sensibilisation au sein de la Société grâce à un programme de formation sur la cybersécurité offert à l'ensemble du personnel. La gestion du risque de cybersécurité par la Société ainsi que les incidents signalés sont présentés régulièrement à la haute direction par l'entremise du comité de cybersécurité et du comité d'audit et de risque du conseil d'administration.

Risque de réputation

Le risque de réputation est le risque qu'une activité entreprise, ou qu'une activité présumée avoir été entreprise par une société ou ses représentants ternisse son image au sein de la collectivité ou mine la confiance du public à son égard, entraînant une perte des produits des activités ordinaires, des poursuites ou un accroissement de la surveillance réglementaire. Le risque de réputation peut découler de défaillances d'ordre opérationnel, de la non-conformité aux lois et aux règlements, d'une couverture médiatique traditionnelle ou en ligne défavorable, ou au fait d'agir comme chef de file dans le cadre d'une opération de financement non réussie. La Société pourrait faire face au risque de réputation découlant de son association avec des clients passés ou présents de ses activités de financement de sociétés qui sont visés par un examen réglementaire ou judiciaire. Le risque de réputation peut aussi se refléter dans la satisfaction de la clientèle et les notations externes, comme des rapports d'analystes de titres de participation. En plus de ses divers contrôles, politiques et procédures en matière de gestion des risques, la Société s'est dotée d'un code d'éthique et de conduite des affaires officiel, d'un service d'assistance en matière d'intégrité commerciale pour le signalement des incidents et d'un programme intégré axé sur la commercialisation, la marque, les communications et les relations avec les investisseurs afin de l'aider à gérer et à soutenir la réputation de la Société.

Risque pandémique

Le risque pandémique est le risque que l'éclosion d'une maladie infectieuse à grande échelle augmente considérablement la morbidité et la mortalité à l'intérieur d'une vaste région géographique et entraîne d'importantes perturbations sociales et économiques. De telles perturbations pourraient avoir une incidence négative sur les affaires de la Société et empêcher celle-ci d'exercer ses activités comme elle le ferait dans des conditions normales. L'éclosion mondiale de la COVID-19 et la déclaration de l'état de pandémie par l'Organisation

mondiale de la Santé en mars 2020 ont considérablement perturbé l'activité économique et causé un repli marqué des marchés boursiers mondiaux, ce qui a eu une incidence sur le cours normal des activités de la Société. Dans les premiers temps de l'éclosion, la Société a révisé son plan de reprise après sinistre pour se préparer à une escalade de l'éclosion. Dans le cadre de cette révision, la Société a notamment mis en place des systèmes d'accès à distance à faible temps de latence pour les pupitres de négociation, actualisé ses solutions technologiques et son infrastructure réseau, soumis ses systèmes d'accès à distance à des tests de charge et amélioré ses politiques et procédures pour réduire le recours aux processus manuels afin d'assurer le déroulement harmonieux des activités dans un éventuel contexte de télétravail. Grâce à ces efforts, la Société a pu poursuivre ses activités sans perturbation apparente liée au fait que la plupart de ses employés travaillaient à distance. Le fonctionnement harmonieux et efficace des pupitres de négociation a permis de bien servir les clients et de limiter l'exposition de la Société ainsi que les risques liés à la gestion des titres qu'elle détient et à ses positions de négociation. Bien que les systèmes, processus et procédures de la Société aient permis de limiter efficacement les risques associés à l'éclosion de la pandémie de COVID-19, ces systèmes, processus et procédures pourraient s'avérer inefficaces lors de futures pandémies ou si les conditions découlant de la pandémie de COVID-19 se détériorent ou persistent pendant une longue période. La mesure dans laquelle les activités et la situation financière de la Société continueront d'être touchées par la pandémie de COVID-19 dépendra de son évolution, notamment en ce qui concerne la propagation des variants, l'efficacité des vaccins contre les nouveaux variants, les progrès de l'opération de vaccination, et l'incidence des contrôles et des restrictions connexes instaurés par les autorités gouvernementales.

Risque lié à la situation géopolitique et économique et au marché

De par leur nature, les activités de gestion de patrimoine et sur les marchés des capitaux de la Société comportent de nombreux risques, notamment ceux liés à la situation économique et politique et à la conjoncture du marché qui échappent au contrôle de la Société. Ces facteurs sont susceptibles de réduire la confiance des investisseurs, ce qui pourrait avoir un effet sur la croissance des ASA et sur le niveau des activités de financement de sociétés, de consultation et de négociation. L'incidence de la situation géopolitique sur l'économie mondiale est difficile à prévoir et, dans la plupart des cas, elle n'a pas eu de conséquences importantes sur la croissance économique mondiale. Cependant, la guerre en Ukraine et les sanctions contre la Russie ont eu des répercussions économiques considérables, compte tenu de leur incidence sur les marchés du pétrole, des produits de base et de l'agriculture à l'échelle mondiale. En outre, il est attendu que les répercussions de la crise géopolitique actuelle se feront sentir pendant les prochaines décennies. Bien qu'il soit difficile de prédire les conséquences de ces facteurs sur nos activités, de par leur nature, ils pourraient avoir une incidence négative sur les produits des activités ordinaires, les marges d'exploitation, les ratios de rémunération et les charges de la Société, étant donné qu'ils pourraient se répercuter sur le volume des transactions, les prix des actifs, la volatilité ou la liquidité.

Risque de contrôle

Au 31 mars 2022, les hauts dirigeants et administrateurs de la Société détenaient collectivement environ 14,3 % des actions ordinaires émises et en circulation de Groupe Canaccord Genuity Inc. (24,0 % des actions ordinaires après dilution). Si un nombre suffisant de ces actionnaires agissent ou votent ensemble, ils pourront exercer une influence importante sur toute question qui nécessite l'approbation des actionnaires, y compris l'élection des administrateurs de la Société, les modifications à ses statuts, les fusions et les plans d'arrangement en vertu des lois canadiennes, les fusions ou la vente d'une partie importante de ses actifs. Cela pourrait empêcher Groupe Canaccord Genuity de conclure des transactions qui pourraient être bénéfiques à la Société ou à ses autres actionnaires. De plus, des tierces parties pourraient ne pas être intéressées à présenter une offre publique d'achat visant l'acquisition d'une partie ou de la totalité des actions ordinaires en circulation de la Société.

Tout changement marqué de ces participations par suite de la vente ou d'une autre cession, ou toute acquisition importante par d'autres des actions ordinaires sur le marché libre ou dans le cadre de transactions de gré à gré, pourrait entraîner un changement de contrôle et des modifications dans les objectifs ou les pratiques de l'entreprise, ce qui pourrait influencer sur la rentabilité de la Société.

Restrictions sur la propriété et les transferts d'actions ordinaires

Les restrictions sur la propriété et les transferts d'actions ordinaires énoncées dans les statuts de Groupe Canaccord Genuity Inc. pour empêcher des changements de contrôle non autorisés sans le consentement des autorités de réglementation pourraient, dans certains cas, influencer sur la négociabilité et la liquidité des actions ordinaires.

Facteurs de risque

Pour plus de renseignements sur chacun des facteurs de risque qui s'applique aux activités de la Société et au secteur dans lequel elle exerce ses activités, se reporter à la rubrique « Facteurs de risque » de la notice annuelle de l'exercice considéré de la Société. Ces risques englobent, sans s'y restreindre nécessairement, ceux qui sont décrits dans la notice annuelle. Les investisseurs devraient examiner attentivement les renseignements sur les risques ainsi que d'autres renseignements présentés dans le présent document avant de prendre des décisions de placement. Il convient de noter que la liste n'est pas exhaustive, mais elle répertorie les risques que la Société juge d'une pertinence particulière. D'autres facteurs de risque peuvent exister.

Un exposé plus poussé sur les risques figure dans la notice annuelle.

Politique en matière de dividendes

Des dividendes devraient être déclarés et payés trimestriellement, mais le conseil d'administration en déterminera le montant et le moment à son entière discrétion. Tous les paiements de dividendes dépendront de la conjoncture économique générale, de la situation financière, des résultats d'exploitation et des besoins en capital de la Société ainsi que d'autres facteurs que le conseil d'administration jugera pertinents.

Déclaration de dividende

Le 2 juin 2022, le conseil d'administration a approuvé un dividende de 0,085 \$ par action ordinaire payable le 30 juin 2022 aux actionnaires inscrits le 17 juin 2022.

Le 2 juin 2022, le conseil d'administration a approuvé un dividende en espèces de 0,25175 \$ par action privilégiée de série A payable le 30 juin 2022 aux porteurs d'actions privilégiées de série A inscrits le 17 juin 2022.

Le 2 juin 2022, le conseil d'administration a approuvé un dividende en espèces de 0,31206 \$ par action privilégiée de série C payable le 30 juin 2022 aux porteurs d'actions privilégiées de série C inscrits le 17 juin 2022.

Renseignements supplémentaires

D'autres renseignements concernant le Groupe Canaccord Genuity Inc., y compris notre notice annuelle, se trouvent sur notre site Web à l'adresse www.canaccordgenuitygroup.com/FR/IR/FinReports/Pages/default.aspx et sur SEDAR à l'adresse www.sedar.com.